

# L'AVENIR DE LA FINANCE

## REDÉFINITION DU RÔLE DE LA FINANCE

### À L'ÈRE DE L'INDUSTRIE 4.0



Gratte-ciel du quartier des affaires  
Dubai (Émirats Arabes Unis)





**Dr. Bandar M. H. Hajjar**  
Président de la BID

## **AVANT-PROPOS**

### **QUELLE RÉPONSE FACE AUX DÉFIS QUI S'ACCUMULENT**

La formulation du nouveau cadre mondial de financement du développement durable, qui aligne les flux et politiques de financement mondiaux sur les priorités économiques, sociales et environnementales énoncées dans les Objectifs de développement durable, a révélé l'ampleur des besoins en financement et des mesures nécessaires pour relever les défis de l'heure. Connu sous le nom de Programme d'action d'Addis-Abeba, le cadre vise à coordonner les ressources nationales et internationales, les politiques, les accords, les efforts des gouvernements, des organisations internationales, du secteur privé et de la société civile pour atteindre un ensemble d'objectifs de développement communs.

Les acteurs du secteur financier, aussi bien en leur qualité de facilitateurs des transactions financières que d'agents appelés à prendre des décisions d'investissement, remplissent un rôle clé dans l'affectation efficace des ressources au sein de l'économie. Cependant, le rythme d'intégration des dimensions environnementales et sociales dans les pratiques du système financier actuel est jusque-là lent par rapport à ce que la cadence des changements à l'échelle mondiale exige. Cette situation s'explique par la poursuite effrénée du gain, souvent à court terme, au détriment de la création d'une valeur durable pour le long terme.

Une transformation qui se veut en accord avec l'horizon du Programme de développement mondial doit aller au-delà du paradigme de risque-rendement actuel sous-jacent aux décisions des investisseurs ou du paradigme de maximisation du produit intérieur qui sous-tend les actions des décideurs. Sans développer de nouvelles solutions et politiques financières, le secteur sera confronté au constat suivant : trop peu a été fait, mais trop tard !

### **NÉCESSITÉ D'UN CHANGEMENT DE PARADIGME ÉCONOMIQUE – DÉFINIR UNE NOUVELLE PRIORITÉ ÉCONOMIQUE À L'AIDE DES LEVIERS DU SECTEUR FINANCIER**

Les économies ne se sont jamais complètement remises de la crise financière de 2008. De nombreuses solutions ont été proposées pour mieux réguler le secteur des services financiers et les services bancaires, et ce par des contrôles plus stricts et des réglementations conservatrices, qui, en réalité, n'ont fait qu'exposer davantage la fragilité du secteur. La pression subie par l'économie du fait de la pandémie à coronavirus a accentué la nécessité de redéfinir les politiques financières pour mieux épauler l'économie réelle. Un programme de réforme qui se veut sérieux devrait essentiellement remettre en cause le système financier conventionnel et proposer une alternative radicale et réalisable.

Une entreprise de transformation de ce type devrait s'appuyer sur les tendances actuelles et le discours mondial sur le développement durable, intégrer les changements institutionnels, sociétaux et technologiques positifs, et tenir compte de l'expérience, les échecs comme les réussites, des systèmes financiers conventionnel et islamique actuels.

Forts d'un fondement éthique et d'une compréhension spécifique de l'économie, les principes du modèle économique islamique sont de plus en plus renforcés et, chemin faisant, peuvent façonner une politique économique saine, propre à réintroduire l'équité dans le système financier où l'égalité et l'inclusion seront au premier plan.

Les progrès technologiques de la dernière décennie ont bouleversé le modèle bancaire traditionnel. En effet, sur le fond des pressions des régulateurs, d'une part, et des attentes des clients, d'autre part, les tendances du

secteur exercent désormais une influence sur les pratiques financières et la manière dont les capitaux sont affectés. De surcroît, des considérations socio-environnementales sous-jacentes à la prise de décision d'investissement ont ouvert la voie à des pratiques de marché plus justes et plus transparentes.

Adossé à une capitalisation en actifs sans cesse en croissance, le secteur de la finance islamique n'a pas encore révélé pleinement sa contribution à l'effort visant à surmonter les défis mondiaux de notre siècle. Toutefois, cette contribution ne peut se faire sans un changement radical devant garantir la conformité à la valeur fondamentale de la finance islamique et sans l'intégration des besoins en mutation en s'appuyant sur les progrès technologiques actuels et à venir. Portée par ses cinquante-sept pays membres qui présentent la majorité des leviers du secteur, la Banque islamique de développement peut, et à juste titre, façonner le marché de l'avenir non seulement de la finance islamique, mais aussi du secteur financier dans son ensemble.

Les informations que présente le « Rapport sur l'avenir de la finance » et la perspective critique et unique qu'il offre sur les défis, les opportunités et les solutions, fournissent une référence et un point de départ précieux pour le développement d'une nouvelle architecture financière. Les crises ont de tout temps présenté une opportunité pour le changement et la réforme. Commençons donc dès maintenant !



**Mohammed bin Abdullah Al-Jadaan**  
**Ministère des Finances**

## AVANT-PROPOS

L'économie mondiale connaît de multiples transformations et changements dans l'ensemble de ses secteurs et de ses composantes. Ainsi est-il attendu que la technologie et la numérisation devienne le principal moteur de tous les secteurs économiques et de production. Ces changements technologiques et numériques ont déjà commencé à conduire les décideurs à les exploiter et utiliser au service du développement économique dans tous les secteurs. Le secteur financier est considéré comme l'un des secteurs les plus importants et en vue, qui offrent des opportunités précieuses de renforcer le rôle de la technologie dans le développement à travers le monde, notamment dans les pays membres du Groupe de la BID. C'est là une question qui nécessite de s'atteler à tirer profit de ces possibilités et de relever les défis découlant de ces développements technologiques dans les secteurs financiers de nos pays dans le monde islamique.

Ce rapport s'inscrit dans le prolongement du rôle majeur que la BID joue en tant que partenaire de développement des pays islamiques et des communautés musulmanes et ce, en utilisant toutes ses capacités financières et son expertise dans le domaine du développement au service de ses membres. Le rapport aide à renforcer les concepts financiers, de sorte qu'ils soient en adéquation avec la révolution industrielle que connaît notre époque contemporaine. En outre, il met en lumière les défis et opportunités nés de ces changements technologiques, contribuant ainsi à la prise de décision optimale pour le passage intégral et graduel de tous les secteurs financiers, tels que le financement, les activités bancaires et autres services financiers, à l'ère technologique et de transformation numérique.

Le Royaume d'Arabie saoudite a compris l'importance de tirer parti des développements technologiques que vit le monde, par le biais de sa Vision 2030 qui repose sur

différents axes, notamment le développement du secteur financier qui cible l'interdépendance et la complémentarité du système financier et la création de marchés et de secteurs financiers avancés avec des moyens et des outils à même de contribuer au développement continu dans un cadre financier stable et durable.

En effet le Royaume a lancé un nombre de programmes de développement dans ce domaine, notamment la création de l'Académie financière qui cherche à mettre à niveau le secteur financier du pays et à développer ses produits, et l'appui au développement des technologies financières (Fintech). En effet, 11 entreprises de paiement ont été agréées dans le secteur de la fintech, en plus de 32 autres autorisées dans un cadre pilote. La Banque centrale saoudienne et la Banque centrale des Émirats arabes unis ont annoncé les résultats du projet « Aber », qui entend démontrer l'utilité, la compréhension et l'étude des dimensions de l'utilisation de la technologie des « registres distribués » (Distributed Ledgers) pour le règlement financier de proximité à travers une application réelle, la compréhension des exigences de l'émission d'une cryptomonnaie commune aux deux pays aux fins du développement de systèmes de paiement transfrontaliers et son utilisation pour le règlement des transactions des banques commerciales, tant locales que bilatérales. Cette initiative est considérée comme l'une des premières expériences du genre dans ce domaine. Par ailleurs le Royaume a émis un certain nombre de licences aux banques numériques, dont la STC et la Banque numérique saoudienne, pour fournir des services financiers à travers les canaux numériques pour être au diapason de l'évolution des secteurs financier et technologique. Dans le cadre de l'orientation vers une société non-monétaire, la Banque centrale a lancé le système de paiements instantanés et programmés entre les différentes banques du Royaume, 24

heures sur 24. Cette initiative constitue une étape essentielle dans la consolidation de la position du Royaume en tant que l'un des pays avancés en matière de services financiers et de fintech, et vise à transformer le Royaume en un centre leader d'innovation en technologie financière. Le Royaume a accompli de multiples réalisations dans le secteur financier, y compris l'augmentation des transactions non monétaires de 36% par rapport aux opérations de paiement globales du pays en 2019, dépassant ainsi l'objectif de 26% prévue pour 2020. Ce résultat tient à plusieurs initiatives qui ont contribué au développement du système de paiement instantané, à la mise en place des infrastructures des marchés monétaires, et à l'atténuation des risques. Cela a permis de créer un environnement attrayant pour les investissements étrangers, de renforcer le financement en faveur des petites et moyennes entreprises et de consolider en outre la position privilégiée du Royaume dans l'industrie bancaire islamique, laquelle représente environ 20,2% des actifs de l'industrie au niveau mondial. La transformation numérique a été un facteur important durant le cheminement vers la réalisation de ces objectifs, le Royaume visant à devenir un État numérique de premier plan en tirant au maximum profit des mégadonnées et en fournissant tous les services par voie numérique et autonomes.

En conclusion, je voudrais dire que le monde vit dans une nouvelle ère où les données technologiques sont le principal moteur de l'économie et du développement. Par conséquent je suis très heureux de voir le Groupe de la Banque islamique de développement poursuivre son œuvre réussie et fructueuse, qui est en phase avec le mouvement mondial dans les domaines du développement et de l'économie, au service de ses pays membres.

Enfin, je souhaite une prospérité et un bien-être économique pérennes à nos peuples et pays islamiques.

# ISDB



البنك الإسلامي للتنمية  
Islamic Development Bank

## Fig.1 : Résumé des recommandations stratégiques et des appels à partenariat

	Révolution Technologique	Changements Climatiques	Pression Sociale
			
	<b>Propositions/ Composantes de la Chaîne de Valeur</b>	<b>Infrastructures Financières</b>	<b>Secteur Financier</b>
			<b>Superstructure Financière</b>
<b>Court Terme</b>	Boîte à outils pour la politique du bien-être économique		
<b>Moyen Terme</b>	Monnaie électronique alternative		
	Mécanismes alternatifs de stabilisation financière		
	Banques de développement spécialisées		
	Banques de développement spécialisées		
	Banques islamiques marchandes		
	RateTech		
<b>Long Terme</b>	Système Bancaire à Réserve Complet		

### RAPPORTS SECTORIELS APPROFONDIS:

La série de rapports intitulés « Future of » sera complétée par des analyses sectorielles approfondies pour permettre une analyse opérationnelle plus détaillée de secteurs précis.

### Tableau 1 : Publication prévue (Projet de recherche pilote)

Secteur	Avenir du financement du développement	Avenir de la finance durable	Avenir de la finance décentralisée (defi)
<b>Thème</b>	Modèle économique des banques multilatérales de développement dans le financement des objectifs mondiaux	Principal vecteur d'allocation durable du capital financier (ESG, Social responsible Investment SRI, Financement d'impact)	Modèle économique des banques commerciales dans le processus de décentralisation de l'industrie
<b>Parties Prenantes</b>	BDM, IML	Investisseurs institutionnels, ONG, Philanthropie	Banques centrales, banques, organes de réglementation

# RÉSUMÉ

## REDÉFINITION DU RÔLE DE LA FINANCE À L'ÈRE DE L'INDUSTRIE 4.0

### **La finance profite de la transformation technologique tout en étant un levier du changement**

Le rôle que doit jouer l'industrie financière islamique pour garantir l'aisance économique future de nos pays membres consiste à renforcer l'inclusion et l'intermédiation financières, ainsi qu'à améliorer la bancabilité et la production d'informations. Le présent rapport a pour but de redéfinir le système financier islamique afin d'atteindre un niveau socialement optimal de transformation des échéances et d'augmenter le volume des fonds disponibles pour financer de manière plus équitable et durable les industries et les chaînes de valeur productives.

Cet objectif peut être réalisé en mettant en place et de manière graduelle, de meilleurs mécanismes et instruments politiques, en instaurant un cadre institutionnel et réglementaire plus favorable, et par l'adoption plus rapide et à plus grande échelle par le secteur financier islamique de technologies permettant d'améliorer son efficacité, le parcours client, l'inclusion et l'équité. Il s'agira de :

- Permettre aux institutions financières islamiques de mieux répondre aux exigences et menaces des temps modernes et redéfinir le rôle de la finance dans le développement, en réorientant les ressources vers les secteurs et segments économiques présentant le meilleur potentiel de création de valeur durable ;
- Stimuler des tendances et pratiques transformatrices à même de changer le fonctionnement des politiques gouvernementales sensibles à la finance et d'étoffer la panoplie des outils politiques, pour développer une industrie financière axée sur la productivité et capable d'accompagner nos pays membres dans les actions qu'ils mènent pour réaliser de leurs aspirations au développement
- Augmenter l'importance des circuits financiers et promouvoir des institutions financières fondées sur l'équité, respectueuses de l'environnement et tournées vers

le développement qui soient agiles, efficaces et prêtes à adopter les technologies 4.0 pour faire face aux défis qui interpellent nos pays membres.

## TENDANCES DU SECTEUR BANCAIRE ET FINANCIER

### **Le modèle d'entreprise traditionnel des institutions bancaires est remis en question par la Fintech et les grandes entreprises de technologie.**

Des technologies telles que les mégadonnées (big data), les services numériques personnalisés (par exemple, les robots-conseillers et le soutien financier personnalisé), l'intelligence artificielle (IA) ciblant les produits de consommation et l'analyse du crédit, et les initiatives de banque ouverte sont en train de redessiner le secteur bancaire, permettant ainsi d'accélérer les décisions de crédit, d'améliorer le parcours client (petites et moyennes entreprises (PME) et particuliers), d'automatiser et de réduire les coûts (de transaction).<sup>1,2</sup> Ces changements se produisent également dans le secteur de la gestion d'actifs et dans les institutions bancaires parallèles qui se focalisent de plus en plus sur la technologie, le parcours client et la réduction des coûts.

- **Concurrence induite par la technologie:** la technologie permet également de réduire les coûts d'accès des nouveaux acteurs. La réduction des barrières à l'entrée va intensifier la concurrence, ce qui profitera aux clients. L'informatique dématérialisée (cloud computing), une distribution soutenue sur différents canaux numériques et une numérisation accrue pousseront les clients à se tourner de plus en plus vers les opérations bancaires



## SITUATION ACTUELLE

directes et la Fintech pour les services financiers. Ces institutions financières de type nouveau peuvent fonctionner comme des entreprises de consommation avec de multiples points d'accès. Elles sont suffisamment agiles dans l'optimisation de leur modèle de distribution pour se projeter au-delà du client bancable traditionnel.

- **Changement des attitudes par rapport aux questions sociales/environnementales:** des acteurs de tous horizons intègrent de plus en plus des objectifs non financiers dans leur prise de décision. Les critères environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG) prennent de plus en plus d'importance, tandis que les Objectifs de développement durable (ODD) (en anglais: Sustainable Development Goals (SDGs)) ont été spécifiquement mis au point pour mobiliser les financements du secteur privé en vue de réaliser des objectifs de développement. En outre, des efforts concertés sont déployés pour mobiliser des sources alternatives de financement « social » auprès de philanthropes et de bonnes volontés, par le biais de plateformes de financement participatif. Les nouvelles technologies vont améliorer la collecte et la distribution des fonds caritatifs et, avec beaucoup plus de transparence, de suivi et de contrôle, la participation sera meilleure et plus généreuse.
- **Nature de l'argent:** les systèmes de paiement ont largement bénéficié des nouvelles technologies et de la Fintech. Les nouveaux paiements numériques offrent aux consommateurs et aux entreprises des écosystèmes de paiement sans faille, en augmentant la vitesse, l'accessibilité et l'efficacité. Les technologies des chaînes de bloc sont désormais utilisées pour les paiements, la compensation et le règlement transfrontaliers rapides et sûrs. Les cryptomonnaies et la monnaie numérique sont rapides, sûres et peu coûteuses, et grâce à une meilleure réglementation, elles remplaceront l'argent liquide. Ce n'est plus qu'une question de temps.

La pandémie de 2020 et ses conséquences économiques ont créé une dynamique de changement inédite dans laquelle le secteur financier jouera un rôle important. Le « Great Reset » ou « Grande réinitialisation » promue par le Forum économique mondial illustre l'ampleur du changement auquel le monde se prépare, en faisant passer la durabilité avant les objectifs économiques et en reconstruisant le capitalisme sur la base de priorités sociales et environnementales. Des bouleversements sont imminents, notamment du fait des mutations technologiques. La faible croissance économique, les niveaux d'endettement élevés et les faibles taux d'intérêt ont été accentués par de récentes tensions géopolitiques, les échauffourées commerciales et une pandémie. À plus long terme, les questions climatiques et démographiques auront de plus fortes incidences sur les flux financiers et, plus généralement, l'économie mondiale.

Sans investissements financiers et un capital humain adéquats, les pays en développement ne seront probablement pas en mesure de tirer parti du potentiel offert par l'industrie 4.0. Les IED continueront à jouer leur rôle de développement en palliant les défaillances du marché, en développant les marchés privés, en encourageant la transparence et la bonne gouvernance. Tandis que les réformes structurelles peuvent améliorer l'efficacité des systèmes fiscaux et atténuer les fuites, améliorer la gestion des risques par un recours plus rapide aux nouvelles technologies, promouvoir les partenariats public-privé et améliorer les connaissances financières du public, la finance doit être beaucoup plus équitable et inclusive, et bénéficier de l'accompagnement de la communauté philanthropique.

# RÉSUMÉ

## SOMMES-NOUS PRÊTS À FAIRE FACE À L'AVENIR?

Sur l'ensemble de nos pays membres, il y'en a peu qui sont tout-à-fait prêts à répondre aux exigences du développement économique de demain. En effet, d'après un score composite fondé sur divers facteurs tels que la gouvernance, la disponibilité des ressources naturelles, l'adoption de technologies, le développement du capital humain, l'importance donnée à la viabilité environnementale et la détermination à réaliser les ODD, seuls 7 pays ont un niveau de préparation élevé et 24 un niveau moyen, tandis que les 26 restants ne sont pas prêts pour le changement.

Tous les secteurs importants de nos pays membres (agriculture, pétrochimie, mines, construction, textile et secteurs sociaux) souffrent de déficits de financement considérables, qui appellent une plus grande participation du secteur privé et un déploiement plus stratégique des fonds publics par le biais d'instruments financiers innovants (la tokenisation et le financement participatif par exemple) et de mécanismes (mixage et atténuation des risques).

S'agissant de leur orientation stratégique par rapport au système financier, les pays ayant un niveau de préparation élevé se focaliseront sur la numérisation, l'évolution vers le financement durable et l'établissement de principes directeurs à suivre par les autres. Ceux qui ont un niveau de préparation moyen devraient mettre l'accent sur l'inclusion financière et faire fond sur les ressources existantes pour améliorer la diversification économique et construire le capital humain nécessaire. Enfin, les pays ayant un faible niveau de préparation devraient avoir à cœur d'améliorer la gouvernance et de renforcer la confiance dans le système par le biais de l'éducation et de réformes.

## COMMENT LIBÉRER LE POTENTIEL

Pour libérer le potentiel de financement islamique nécessaire pour la révolution Industrie 4.0 et résorber le déficit de financement dans des secteurs économiques clés de nos pays membres, il convient de définir un scénario de croissance plus équilibré. La politique économique doit être orientée vers une croissance économique plus verte et plus équitable. L'arsenal politique des gouvernements, notamment la fiscalité et les dépenses, la réglementation (et en particulier celle liée à l'environnement institutionnel et réglementaire financier), la politique monétaire et la politique sociale, doit permettre d'améliorer les résultats sociaux et environnementaux.

À court terme, les gouvernements seront mieux servis en faisant valoir de nouveaux programmes de politiques fiscales et monétaires innovantes favorisant un meilleur alignement de tous les acteurs économiques sur les objectifs de bien-être de l'économie. Il s'agira notamment d'améliorer les capacités statistiques et la gouvernance, de recentrer la politique budgétaire sur les priorités nationales et d'améliorer le fonctionnement et les objectifs de la politique monétaire.

Les pays membres doivent stimuler un deuxième programme visant à créer un nouveau paysage financier. Cela commence par la mise en place de banques d'investissement, de banques sociales et **de banques d'affaires modernes étroites**. L'adoption rapide de nouvelles technologies et de modèles d'entreprise novateurs, notamment les monnaies numériques des banques centrales (MNBC), les chaînes de blocs (blockchains), les mégadonnées et l'automatisation, sera la clé du succès et de l'agilité de ces banques de type nouveau. Les nouvelles banques islamiques ainsi configurées auront une mission de développement claire, tandis qu'une politique monétaire militante permettra d'obtenir des financements supplémentaires pour des objectifs sociaux et environnementaux précis.



# TABLE DES MATIERES

**1.**

## **Quelle sera la physionomie de l'industrie en 2030?**

- 1.1 Facteurs déterminant l'avenir de la finance
- 1.2 Cartographie de la chaîne de valeur du secteur financier
- 1.3 Tendances mondiales et leurs incidences sur le secteur financier

**2.**

## **Secteur financier : où en sommes-nous?**

- 2.1 Le secteur financier à un tournant historique
- 2.2 Le secteur de la financier doit changer de cap
- 2.3 Les pays membres de la BID sont-ils prêts à faire face à l'avenir?

**3.**

## **Comment libérer le potentiel des pays membres de la bid dans un monde extrêmement instable?**

- 3.1 Sortir des sentiers battus
- 3.2 Canal du système monétaire
- 3.3 Feuille de route pour réaliser le potentiel de l'industrie financière

## **QUESTIONS ESSENTIELLES AUXQUELLES LA PUBLICATION DOIT APPORTER DES RÉPONSES**

Quelle sera la physionomie de l'industrie face à la pandémie?

Industrie financière – Où en sommes-nous?

Les pays membres de la BID sont-ils prêts à faire face à l'avenir ?

Comment libérer le potentiel des pays membres de la BID dans un monde extrêmement instable ?

# INTRODUCTION

Au cours des 60 dernières années, le monde a connu **la plus longue période de croissance économique ininterrompue** et de prospérité de l'histoire. Stimulée par des progrès technologiques sans précédent, la troisième révolution industrielle a créé une nouvelle qualité de vie qui a redéfini la dynamique sociale et bouleversé les écosystèmes environnementaux. Si l'on considère le produit intérieur brut (PIB) (en anglais : Gross domestic product (GDP)) comme une représentation de l'économie réelle, les marchés financiers sont presque dix fois plus importants que le PIB mondial.<sup>3</sup> Cette croissance s'est faite au prix de multiples crises qui ont façonné le cycle économique et impacté l'ensemble du système socio-environnemental qui le sous-tend.

Les crises ont toujours été **un prétexte pour le changement** et la réforme. La réglementation du système financier est une initiative qui mobilise les organes compétents et les gouvernements depuis 2008. Malheureusement, plus d'une dizaine d'années après, les mesures préconisées pour venir à bout des causes profondes sont restées vaines. Pire, nous assistons aujourd'hui à des phénomènes de marché qui empêchent les décideurs politiques et les économistes de fournir des prévisions fondées. Au cours des 50 dernières années, le secteur financier a gagné en envergure et en importance par rapport à tous les autres secteurs de l'économie dans les pays développés, amorçant un virage par rapport à l'ère industrielle. Enfermée dans un paradigme de maximisation du risque et du rendement, la financiarisation de l'économie, qui oriente la politique économique et l'agenda politique tout au long du cycle économique, a progressivement détourné les ressources financières de l'économie réelle. Les externalités de la mauvaise allocation du capital par le système financier ont créé un péril socio-environnemental sans précédent. En prenant les ressources naturelles comme variable d'ajustement pour soutenir l'expansion économique

du monde orientée vers la maximisation du PIB, l'industrie financière se trouve aujourd'hui à la croisée des chemins dans son évolution. Le déficit de financement des ODD et le cadre ESG offrent au secteur une nouvelle voie pour se réformer et contribuer à relever les défis mondiaux les plus pressants.

Depuis sa création, **le secteur de la finance islamique** a connu une croissance impressionnante et constante, mais les vieux péchés ont de longues ombres. Le simple fait de reproduire les modèles d'entreprise des banques islamiques auprès des banques conventionnelles, en plaçant des objectifs d'optimisation des rendements même dans leurs portefeuilles du marché monétaire, a suscité le scepticisme d'une population de clients potentiels toujours plus forte. Alors que le système financier actuel dont fait partie la finance islamique est sujet à une profonde réévaluation, le secteur a l'occasion unique non seulement de se réformer, mais aussi d'ouvrir la voie vers une architecture financière durable, stable et équitable.

Avec son adoption rapide et les difficultés inhérentes à son contrôle, l'internet a planté le décor pour une ère de l'information faisant des données le ferment de **la quatrième révolution industrielle**. Ce déferlement de données a donné lieu à des avancées technologiques, créant un écosystème technologique qui transforme les données en décisions par le biais d'une « chaîne de valeur des données ». Au-delà de l'utilisation de ces nouvelles technologies axées sur l'amélioration de l'efficacité opérationnelle, le modèle économique bancaire et l'architecture financière devront, pour demeurer pertinents, intégrer cet écosystème technologique et l'exploiter pour promouvoir la chaîne de valeur des données. Dans l'écosystème, la technologie des grands livres distribués (DLT) jouera un rôle essentiel dans la souveraineté nationale en matière de données, et la course technologique actuelle menée par les pays développés montre son importance stratégique.

**L'industrie 4.0** qui s'entend de la nouvelle révolution industrielle stimulée par les technologies numériques et l'énergie verte, constitue une opportunité face aux grands périls du XXI<sup>e</sup> siècle. La capacité de transformation de ce nouveau cadre technologique polyvalent offre une perspective de changement de la vie économique et sociale partout dans le monde grâce à la numérisation, la connectivité et la robotique, mais elle devra être orientée de manière à contribuer à atténuer les défis mondiaux tels que les pressions sociales et les bouleversements écologiques. L'accord de Paris signé lors de la COP 21 (Conférence des parties) en 2015, détermine déjà en grande partie le choix des technologies et des processus de fabrication qui respectent l'engagement mondial de réduction des émissions de carbone. L'instabilité sociale observée dans le monde entier a été influencée par la numérisation des interactions sociales. Les technologies appliquées à l'organisation de la vie sociale pourraient devenir un élément clé face aux enjeux planétaires, grâce à des partenariats et des actions coordonnées. Les nouvelles solutions technologiques offrent l'occasion exceptionnelle d'allier bien-être économique quantitatif et bien-être social qualitatif.

Pour répondre aux questions clés soulevées dans la publication, le rapport se penche d'abord sur les vecteurs du changement mondial et la manière dont ils détermineront l'avenir de l'industrie financière. Dans sa deuxième partie, il dresse un tableau des défis qui interpellent le secteur financier et fait le point sur l'état de préparation des pays membres de la banque Islamique de développement (BID) face à ces enjeux. La dernière partie du rapport commence par la formulation d'une théorie du changement pour faire face aux défis et saisir les opportunités pour atteindre les résultats escomptés ; elle se termine par la présentation d'une feuille de route et un appel au partenariat pour concrétiser cette vision.



**Tendance mondiale à la FinTech**  
À l'instar de beaucoup d'autres secteurs, celui de la finance est en pleine mutation, avec les nouveaux services numériques qui supplantent les opérations bancaires traditionnelles



Current Balance  
**\$5,678.99**

Transfers  
Saving  
Spending  
Messages

Log Out



1

**QUELLE SERA  
LA PHYSIONOMIE  
DE L'INDUSTRIE  
EN 2030?**



## **FACTEURS DÉTERMINANT L'AVENIR DE LA FINANCE 18**

Historique de la faible croissance mondiale 18

Facteur 1 : les changements climatiques 22

Facteur 2 : la révolution technologique 26

Facteur 3 : la pression sociale 30

## **CARTOGRAPHIE DE LA CHAÎNE DE VALEUR DU SECTEUR FINANCIER 35**

## **TENDANCES MONDIALES ET LEURS INCIDENCES SUR LE SECTEUR FINANCIER 36**

L'avenir de l'infrastructure financière 36

L'avenir des institutions financières 42

L'avenir des produits financiers 54

# 1.1

## FACTEURS DÉTERMINANT L'AVENIR DE LA FINANCE

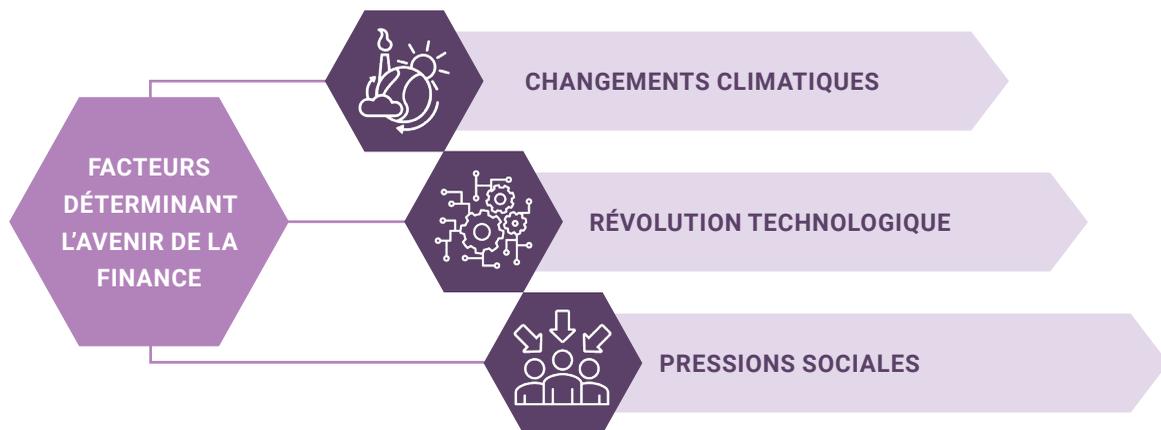
Une nouvelle vague de perturbations est certainement à prévoir au cours de la prochaine décennie, et la technologie en sera l'un des principaux vecteurs. La fusion des technologies actuelles telles que l'apprentissage automatique et les chaînes de blocs ainsi que l'émergence de technologies plus avancées comme l'informatique quantique, permettront aux entreprises de services financiers d'opérer harmonieusement et d'améliorer leur efficacité.

En outre, les mutations démographiques dans le monde entier modifieront considérablement la dynamique de la croissance. D'une part, le vieillissement de la population dans les économies avancées et émergentes va peser

sur les systèmes sociaux, politiques et commerciaux. De l'autre, l'évolution des exigences des milléniaux détermine la formulation des produits et services pour attirer et fidéliser la clientèle. De même, les enjeux des changements climatiques, l'épuisement des ressources naturelles et l'accélération des inégalités de revenus obligeront les décideurs et les acteurs à réévaluer l'architecture du secteur financier et son rôle dans la société.

Ce qui précède démontre la convergence de plus en plus importante entre le programme mondial émergent et les finalités de la charia, lesquels constituent une opportunité que l'industrie peut saisir pour réévaluer son parcours et sa contribution croissante face aux principaux défis de l'heure.

**Fig.2 : Principaux facteurs déterminant l'avenir de la finance**



Source: BID

## HISTORIQUE DE LA FAIBLE CROISSANCE MONDIALE

Par son ampleur et ses causes profondes, la Grande Récession de 2008 a pris le monde de court et installé les marchés mondiaux dans une longue période de volatilité et d'incertitude sans précédent. Face à la crise, les principales économies mondiales ont, de concert, mis en place une

politique monétaire expansionniste dont les conséquences se font encore sentir. Les taux d'intérêt négatifs et l'assouplissement quantitatif (Quantitative Easing (QE)), qui étaient il n'y a pas si longtemps une possibilité ahurissante, sont désormais une réalité acceptée de tous. Cependant, on

peut dire que les politiques budgétaires restrictives que les économies avancées se sont imposées prématurément ont étouffé les prémisses d'une reprise rapide et vigoureuse et peut-être **condamné** l'économie mondiale à une décennie de croissance anémique.

La Grande Récession a peut-être eu le mérite **de mettre en évidence les principales lacunes d'un système financier prêt pour une profonde restructuration** et une **réglementation** plus stricte. Des promesses ont été faites pour une consolidation du système financier international afin d'en finir avec les pratiques de prise de risque excessif qui mutualisent les pertes et privatisent les bénéfices. Malheureusement, la pandémie de 2020 est venue rappeler que malgré la bonne volonté affichée à l'échelle mondiale, il reste beaucoup à faire pour rendre le système économique et financier mondial plus résilient. Le monde a été pris de court et n'était pas préparé à une crise économique encore plus profonde, une crise qu'il n'avait pas connue depuis la fin du XIXe siècle.

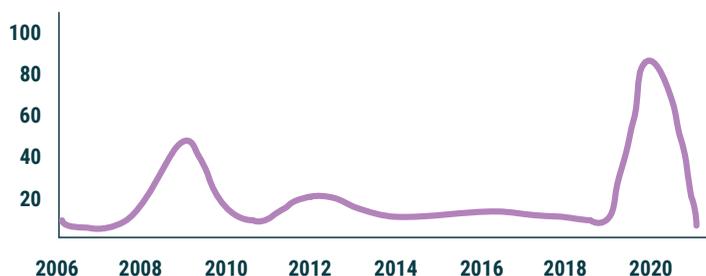
**Le confinement généralisé a touché de larges pans de l'économie mondiale et perturbé les chaînes d'approvisionnement, affectant simultanément l'offre et la demande. Devant des niveaux de chômage sans précédent, des mesures de distanciation physique et l'incertitude quant à l'avenir, les ménages ont considérablement réduit leur consommation.** Outre les énormes pertes en vies humaines

et en moyens de subsistance, la dégradation des résultats en matière d'emploi et d'éducation en 2020 et la probabilité que cela se poursuive en 2021 signifient que l'accumulation de capital humain et la productivité seront gravement compromises, en particulier dans les communautés pauvres des pays en développement où la fracture technologique est la plus prononcée. Ces facteurs auxquels s'ajoute la faible trajectoire de croissance d'avant la pandémie, laissent entrevoir le scénario réel d'une faible croissance économique pour la majeure partie de la prochaine décennie.

L'économie mondiale connaît un « ralentissement synchronisé » sans précédent induit par une crise sanitaire. Selon les estimations, la plupart des économies auront connu une récession en 2020. Quelque 86 % des pays auront enregistré une croissance négative du PIB, réduisant la production mondiale de 5,2%.<sup>4</sup> En comparaison, les pays membres de la Banque islamique de développement (BID) s'en sortent légèrement mieux avec une croissance moyenne du PIB réel de -2,3 %.

La récession généralisée de l'économie devrait avoir des incidences négatives sur la production potentielle pendant une longue période. Les pays en développement entrent dans la récession actuelle dans un état beaucoup plus fragile que celui de la Grande récession de 2008, les gouvernements et les entreprises ayant atteint d'importants niveaux d'endettement en 2020 par rapport à 2007.

**Fig.3 : Pays ayant enregistré une croissance négative du PIB**

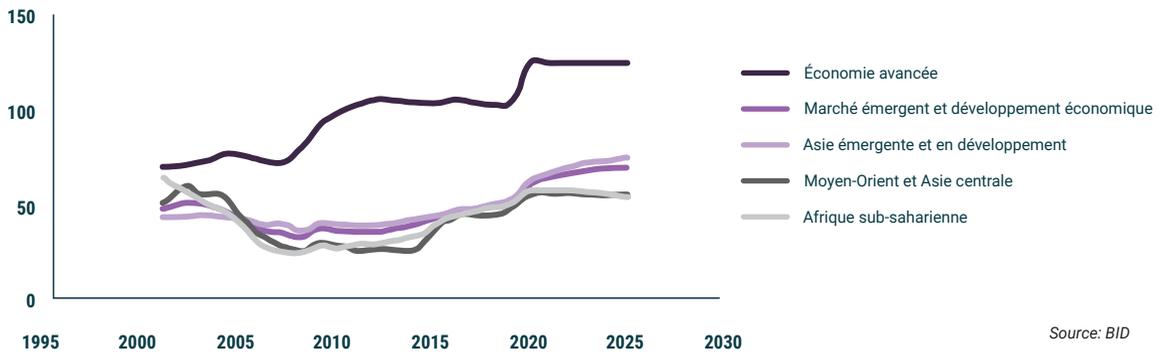


Source: BID

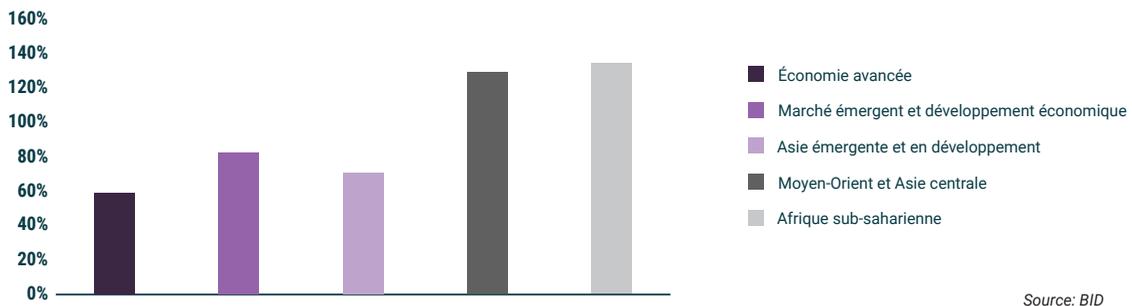
Les économies à tous niveaux de revenus ont enregistré une **hausse** de la dette publique en 2020, dans le prolongement d'une tendance latente qui a débuté après la grande crise financière. Les économies avancées font clairement figure d'exception en termes de stock de dette publique, dont le volume est passé de 102 % du PIB en

2019 à 124 % en 2021. Toutefois, en termes relatifs, les gouvernements des régions du Moyen-Orient, de l'Asie centrale et de l'Afrique subsaharienne sont dans une situation d'endettement beaucoup plus marqué qu'en 2008, les niveaux de leur dette publique en 2020 dépassant de plus de 130 % ceux de 2008.

**Fig.4 : Dette publique en pourcentage du PIB**



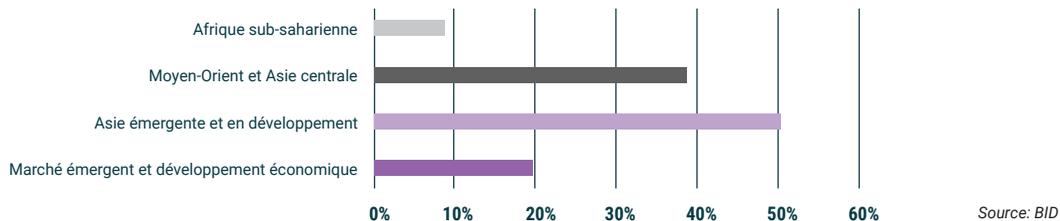
**Fig.5 : Variation de la dette publique en pourcentage du PIB (2007-2020)**



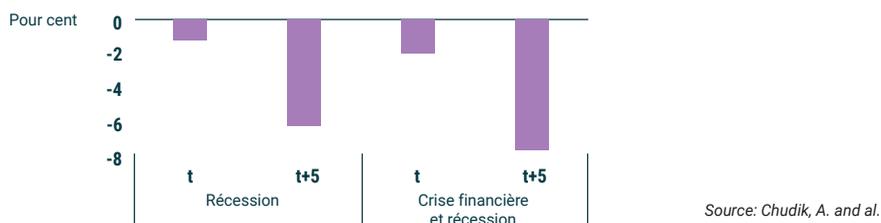
L'important flux de capitaux étrangers vers les économies en développement dans le but d'augmenter les rendements est un autre dérivé de la politique monétaire expansionniste prolongée, de l'environnement de faible croissance et de faible rendement des actifs prévalant dans les économies avancées. Les pays émergents et en développement d'Asie ont enregistré une hausse de 50 % dans le service de la dette extérieure en pourcentage du PIB depuis 2007, suivis par le Moyen-Orient et l'Asie centrale

avec une augmentation de près de 40 %. Cette dépendance à l'égard de la dette libellée en devises étrangères accroît la fragilité financière et l'instabilité des taux de change. La tendance devrait se renforcer à l'avenir, car les économies avancées devraient connaître une nouvelle baisse des taux d'intérêt à long terme et les économies émergentes la tendance inverse, ce qui pourrait exacerber leur capacité à supporter le fardeau d'une dette privée et publique déjà considérable.<sup>5</sup>

**Fig.6 : Augmentation du service de la dette publique en pourcentage du PIB (2007-2020)**



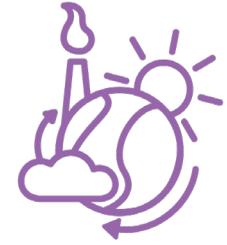
**Fig.7 : Effets durables des récessions sur la production potentielle**



Les politiques de stimulation de la croissance doivent **compter** avec une marge de manœuvre budgétaire réduite et un bilan privé excessivement endetté, ce qui rend une crise financière tout à fait possible.

Dans un scénario de récession économique et de crise financière combinées, les économies ont tendance à subir

un impact négatif aggravé et prolongé sur la production potentielle.<sup>6</sup> Une analyse récente de la Banque mondiale a montré que les économies émergentes et en développement pourraient connaître une contraction de 7,6 % de leur PIB potentiel sur une période de cinq ans après une récession doublée d'une crise financière.



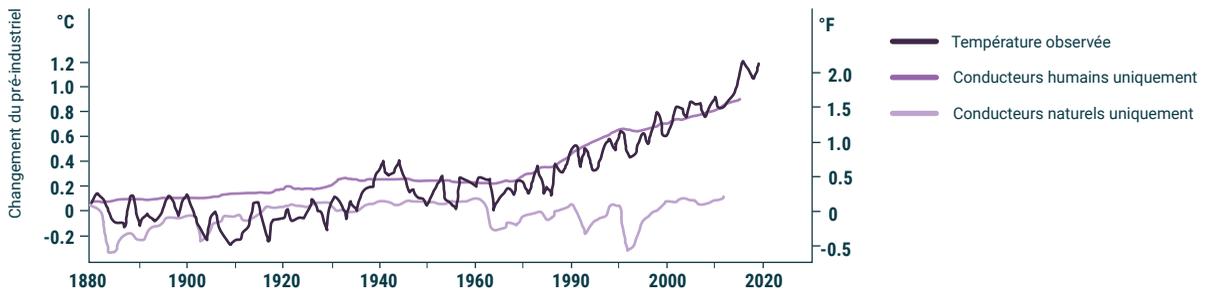
## FACTEUR 1 : LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES

La température moyenne observée depuis la période de référence préindustrielle (1850-1900) illustre les effets importants de l'activité humaine sur l'augmentation des températures mondiales bien au-delà de leur niveau préindustriel.

Le réchauffement climatique a atteint 1°C au-dessus

des niveaux préindustriels en 2017 et ses répercussions sont de plus en plus évidentes, avec une fréquence anormalement élevée d'épisodes de températures plus élevées, une modification du régime des précipitations et des événements extrêmes tels que des inondations, les vagues de chaleur, les sécheresses et les tempêtes.

**Fig.8 : Température mondiale en surface**

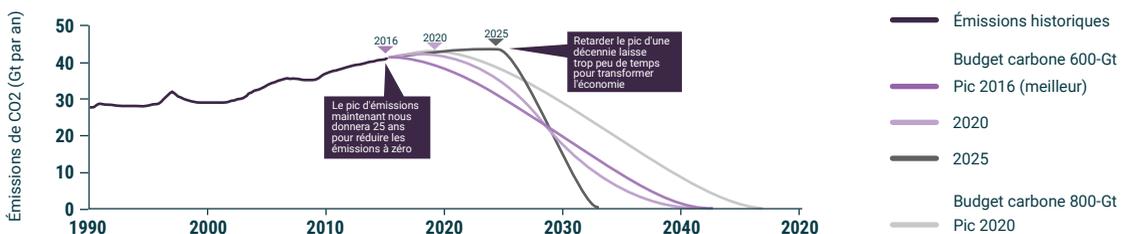


Source: Climate Science Special Report Fourth National Climate Assessment, U.S. Global Change Research Program

Sous l'effet de la croissance démographique, du développement économique et d'un mode de vie de plus en plus dépendant de l'énergie, les émissions de gaz à effet de serre ((GES), Greenhouse gas) se sont accélérées à un rythme **effréné** qui nécessiterait désormais des mesures **urgentes**. Pour maintenir le réchauffement de la planète

en deçà de l'objectif de 1,5°C, une diminution annuelle de 7,6 % des émissions au cours de la prochaine décennie est obligatoire. Aux niveaux d'émission actuels, les objectifs de l'accord de Paris ne pourraient être atteints que dans un délai de cinq ans et il se serait plus possible d'éviter un dérèglement irréversible du climat. (Voir Fig.9).<sup>7</sup>

**Fig.9 : Projections d'émission de carbone**



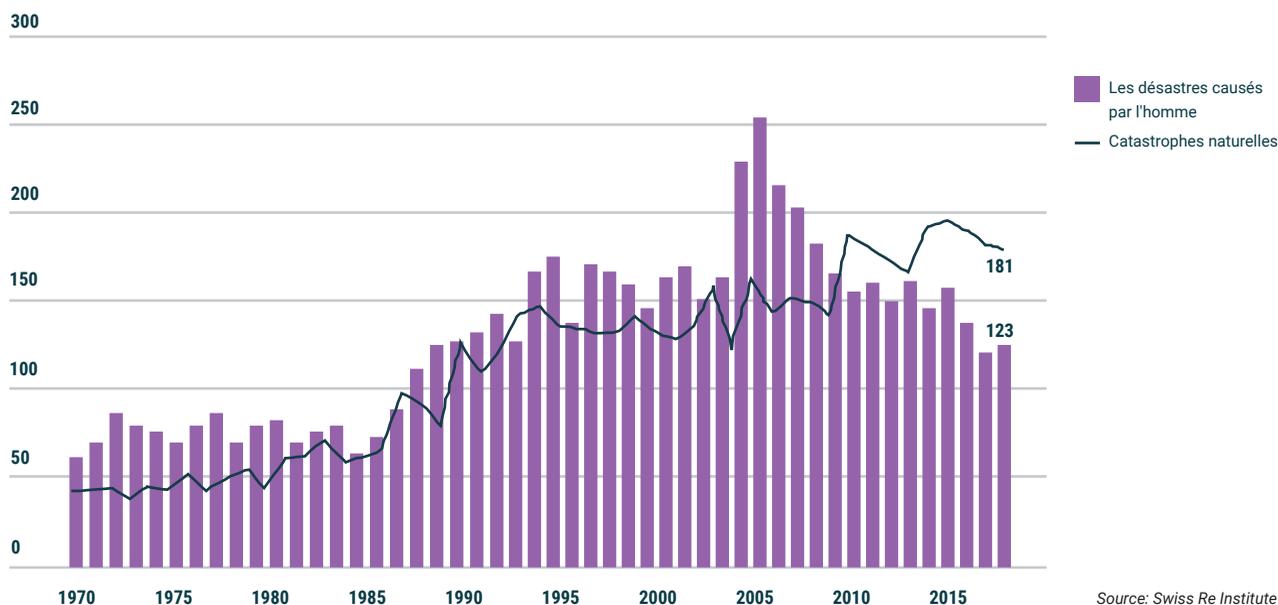
Source: UNEP, Global Environment Outlook 6, 2019

Les pertes économiques dues aux catastrophes à l'échelle mondiale ont été estimées à 0,19% du PIB mondial (environ 165 milliards de dollars des États-Unis) en 2018, avec une part énorme de 155 milliards résultant de catastrophes naturelles.<sup>8,9</sup> Les pertes importantes dues aux risques naturels ont tendance à être liées à l'eau et causées par des températures plus élevées associées aux changements climatiques. Dans les régions en développement telles que le Moyen-Orient, les conséquences des changements climatiques sont vécues de manière brutale, tant avec les sécheresses que la hausse du niveau des mers qui **mettent en péril** de nombreuses villes côtières. Selon une étude récente de la NASA, la région Moyen Orient et Afrique du Nord (MENA) connaît depuis 1998 la pire sécheresse depuis plus de 900 ans. Dans une prévision alarmante, l'Institut Max

Planck d'Allemagne soutient que les températures dans la région MENA augmenteront de 4°C à l'horizon 2050, avec des températures diurnes atteignant 50°C et 200 jours de chaleur exceptionnelle chaque année, rendant les villes de la région inhabitables d'ici 2100.<sup>10,11</sup>

Les pays en développement sont disproportionnellement plus vulnérables aux phénomènes météorologiques extrêmes. Ils sont nettement moins résilients, avec un faible capacité d'adaptation, moins de ressources dédiées à l'atténuation des risques climatiques, notamment la préparation préalable, les plans de relance économique et des taux de pénétration des assurances plus faibles. Ils comptent traditionnellement sur les aides d'urgence et l'assistance étrangère des pays développés et des organisations internationales de secours.

**Fig.10 : Nombres de désastres catastrophiques dans le monde, 1970-2018**



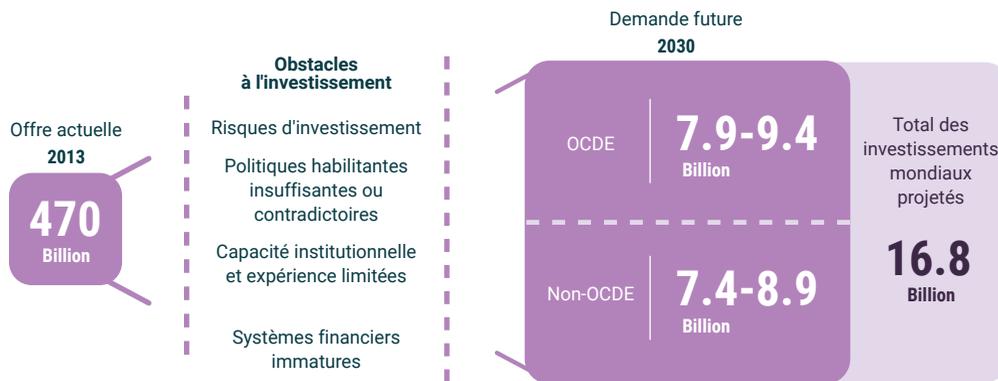
La focalisation à l'échelle mondiale sur l'urgence climatique et le consensus international sur la nécessité d'agir accélèrent déjà l'innovation technologique dans la production, le stockage et la transmission des énergies renouvelables, en plus de l'amélioration de l'efficacité énergétique. L'agenda pour l'économie verte est déjà intégré dans les stratégies de croissance de la plupart des économies avancées, en raison des possibilités qu'il offre pour l'amélioration de la productivité et la création d'un nouvel espace de croissance pour une main-d'œuvre hautement qualifiée.

L'urgence climatique est également en train de modifier le comportement et les préférences des consommateurs. Une tendance constante à l'augmentation de la demande en produits plus écologiques a été accélérée par la pandémie, avec un plus grand nombre de consommateurs réalisant l'importance d'un écosystème résilient. À long terme, une base de consommateurs plus large permettra de promouvoir les produits présentant de solides références environnementales,

qui seront à leur tour utilisées comme un avantage concurrentiel et un levier marketing par les entreprises.<sup>12</sup>

Le marché vert est toujours axé sur des politiques gouvernementales qui encouragent les technologies respectueuses de l'environnement ou découragent les solutions à forte empreinte carbone. Les améliorations découlant de l'innovation créent également des opportunités de marché avec des résultats compétitifs en termes de coûts et d'avantages. L'accord de Paris sur les changements climatiques a déclenché une série d'engagements nationaux et mis à nu un déficit quantifiable de financement du climat. Selon l'Institut mondial pour la croissance verte, ce déficit peut atteindre environ 16 800 milliards de dollars des États-Unis au total, avec une augmentation du financement au titre de l'adaptation aux changements climatiques, dont 7 400 à 8 900 milliards de dollars seront nécessaires pour les investissements financiers dans les pays non-membres de l'OCDE (Organisation de coopération et de développement économiques).<sup>13</sup>

**Fig.11 : Déficit d'investissement dans l'énergie propre**



Source: 2013 and 2030 projected investment data from the IEA OECD and non-OECD estimates extrapolated from IEA data. All figures USD

Ces investissements peuvent également comporter des avantages économiques. Des recherches ont montré le lien entre le PIB par habitant, les émissions de gaz à effet de serre (GES), la part des énergies renouvelables dans la consommation totale d'énergie finale et les investissements

verts. Les résultats montrent que les investissements verts peuvent entraîner une hausse de 6,4 % du PIB par habitant, une baisse de 3,08 % des GES et une augmentation de 5,6%<sup>14</sup> de la part des énergies renouvelables dans la consommation totale d'énergie finale.

**L'économie verte en plein essor**  
Entretien de panneaux solaires dans  
une centrale en Thaïlande





## FACTEUR 2 : LA RÉVOLUTION TECHNOLOGIQUE

L'ingéniosité humaine a toujours eu raison des pessimistes malthusiens. Le discours des prophètes de malheur sur l'explosion démographique dans les pays en développement, en particulier en Afrique, et ses prétendus effets négatifs sur l'environnement, est toujours d'actualité même s'il ne repose sur aucune base scientifique solide. Ce que l'on observe, en revanche, c'est une révolution technologique sans précédent qui va bouleverser tous les aspects de notre vie.

La loi de Moore s'est maintenue au-delà de toute attente au cours du dernier demi-siècle. En conséquence directe, le stockage et le traitement des données ont franchi un seuil important au cours de la dernière décennie, ce qui a ouvert une toute nouvelle voie à l'automatisation. Les mégadonnées et l'apprentissage automatique, la mesure précise de l'environnement grâce à des capteurs pointus et la connectivité de l'Internet des objets (IDO) (en anglais (the) Internet of Things ou IoT) ont élargi de manière pratique le champ d'action des machines automatisées au-delà des capacités humaines. De l'Alexa de Google à l'Atlas athlétique de Boston Dynamic, l'avènement des machines intelligentes est en bonne voie.

### ÉCOSYSTÈME TECHNOLOGIQUE

La transformation numérique trouve principalement sa source dans la production de données alimentant un écosystème technologique qui vise à rendre intelligible la masse d'informations produite par les appareils connectés. Le trafic mondial du protocole Internet (Internet Protocol (IP)), un indicateur des flux de données, est passé d'environ 100 giga-octets (Go) par jour en 1992 à plus de 45 000 Go par seconde en 2017, et pourtant le monde n'en est qu'aux prémices de l'économie axée sur les données. D'ici 2022, le trafic IP mondial devrait atteindre 150 700 Go par seconde, alimenté par un nombre croissant de personnes se connectant pour la première fois et par l'expansion de l'IDO.

Les technologies qui transforment les données en intelligence utilisable, soutenues par une importante

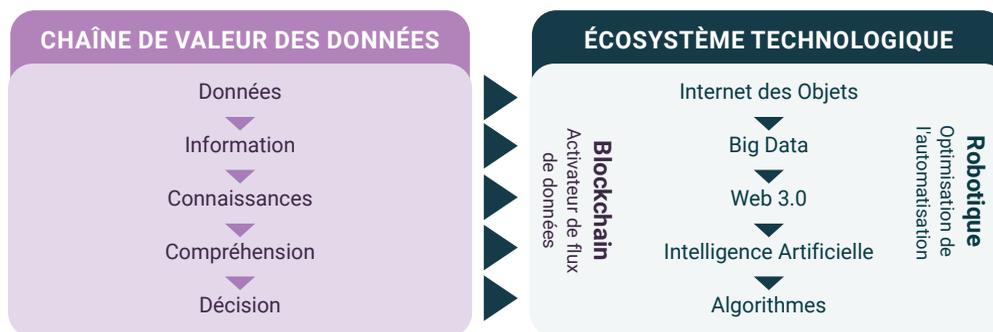
infrastructure d'entrepôt de données, sont un facteur clé pour libérer les retombées économiques potentielles de la numérisation. La protection des données physiques et numériques revêt alors une importance stratégique pour sauvegarder la souveraineté tout au long de la chaîne de valeur des données. La technologie des registres distribués (Distributed Ledger Technology, DLT), communément appelée chaîne de bloc, permet la circulation des données avec un très haut niveau de contrôle sur la confidentialité et la répliquabilité de manière centralisée, et désormais décentralisée, avec un niveau de protection et de confiance satisfaisant. Aux niveaux inférieurs de la chaîne de valeur des données, le contenu des informations est limité et par conséquent, les possibilités de création de valeur sont faibles. La valeur augmente à mesure que le contenu en informations et en connaissances s'accroît.

Les retombées économiques les plus importantes proviennent de l'IA et des algorithmes qui peuvent alimenter un processus d'automatisation numérique et même physique.

Les États-Unis et la Chine comptabilisent 75 % de tous les brevets liés aux technologies de chaîne de bloc, 50 % des dépenses mondiales en IDO, et plus de 75 % du marché mondial de l'informatique en nuage publique. Le plus frappant c'est qu'ils comptabilisent 90 % de la valeur de la capitalisation boursière des 70 plus grandes plateformes numériques du monde.

Les pays, quel que soit leur niveau de développement, risquent de devenir de simples fournisseurs de données brutes à des plateformes numériques qui contrôleront le traitement des données et le processus analytique tout en monétisant l'intelligence numérique produite à partir de ces données par les propriétaires des plateformes. Les pays peuvent se retrouver dans des situations d'infériorité, la valeur et les données étant concentrées dans quelques plateformes mondiales et autres grandes entreprises multinationales. Ceux qui disposent de capacités limitées pour transformer les données numériques en intelligence numérique et en

**Fig.12 : Écosystème technologique - la chaîne de valeur des données**



Source: ADF IsDB

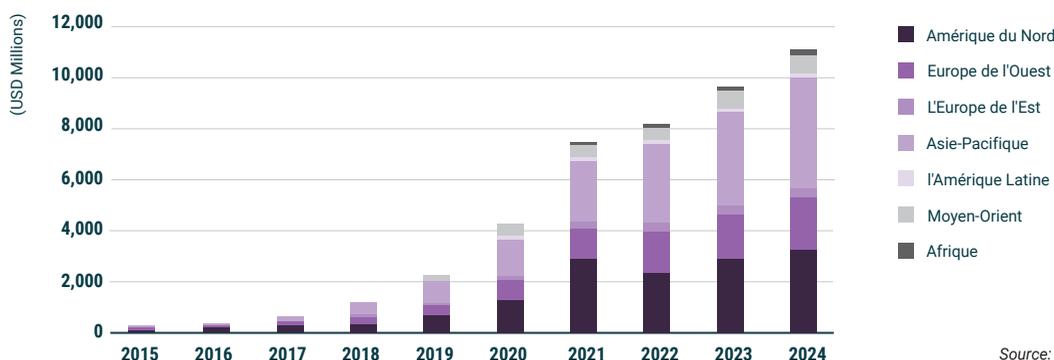
opportunités commerciales sont clairement désavantagés en matière de création de valeur. Pour éviter une dépendance accrue vis-à-vis de l'économie mondiale axée sur les données, les stratégies nationales de développement devraient chercher à promouvoir la mise à niveau numérique (valeur ajoutée), et à renforcer les capacités nationales en matière de contrôle des chaînes de valeur interne des données.

Les évolutions numériques auront des répercussions sur la quasi-totalité des ODD et toucheront tous les pays, secteurs et parties prenantes. L'expansion de l'économie numérique crée de nombreuses nouvelles opportunités économiques.

**IMPACT ÉCONOMIQUE DE LA NUMÉRISATION**

D'aucuns soutiennent que l'impact le plus fort du processus de numérisation de l'économie se fera sentir sur la main-d'œuvre. Si l'on estime que l'adaptation de la technologie d'automatisation actuellement démontrée a un impact de 50 % sur les économies mondiales, 1,2 milliard d'employés peuvent être touchés et 14,6 billions de dollars en salaires. Il est important de noter que le pourcentage de professions qui peuvent être entièrement automatisées en utilisant la technologie actuellement démontrée est plutôt faible (moins de 5 %). En fait, même si des professions entières ne sont pas

**Fig.13 : Revenus attendus de l'IA**

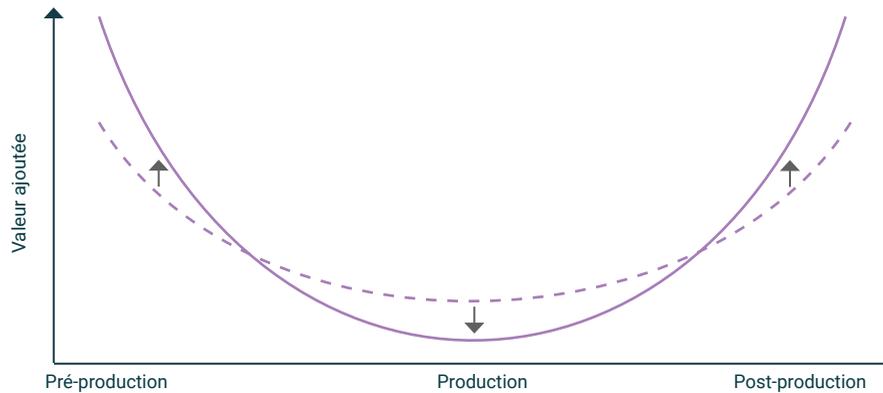


Source: Tractica Research

automatisées, l'automatisation partielle (où seules certaines activités qui composent une profession sont automatisées) touchera presque toutes les professions à un degré plus ou moins élevé. Ce processus de transformation est relatif à

la structure économique, au niveau des salaires, ainsi qu'à l'importance et à la dynamique de la main-d'œuvre. Ainsi, quatre pays seulement (Chine, Inde, Japon et États-Unis) comptabilisent un peu plus de la moitié de cet impact total.<sup>15</sup>

**Fig.14 : La courbe du sourire et l'impact de la numérisation**



Source: UNCTAD, adapted from Mayer, 2018; Rehnberg and Ponte, 2018; and Sturgeon, 2017

L'impact sur la productivité et la performance économique par l'intégration de solutions technologiques dans tous les secteurs. Selon les estimations, 13 000 milliards de dollars des États-Unis pourraient être ajoutés au PIB mondial d'ici 2030 grâce à la numérisation, l'automatisation et l'IA, car ces technologies créent de nouveaux débouchés commerciaux majeurs et les gains de productivité sont réinvestis dans les économies. La contribution des revenus du secteur financier à la numérisation se situe dans le trio de tête avec environ 85 %.

Selon le McKinsey Global Institute, les avantages tirés des technologies numériques par les pays développés sont estimés à 12 %. Les économies émergentes sont encore plus en retard, les pays du Moyen-Orient captant moins de 10 % de leur potentiel numérique. Avec plus de la moitié de la population mondiale toujours hors ligne, le potentiel de numérisation pour stimuler la croissance représente une opportunité importante pour les économies mondiales.<sup>16</sup>

Selon les définitions, les estimations du volume de l'économie numérique vont de 4,5 à 15,5 % du PIB mondial. Actuellement, le monde se caractérise par un écart béant entre les pays sous-connectés et les pays hyper-numérisés (1/5 des personnes connectées à l'internet dans les PMMA contre 4/5 dans les pays développés). En ce qui concerne la valeur ajoutée dans le secteur des technologies de l'information et de la communication, les États-Unis et la Chine comptabilisent à eux deux près de 40 % du secteur des technologies numériques dans le monde. En 2018, les exportations de services livrables numériquement

s'élevaient à 2 900 milliards de dollars des États-Unis, soit 50 % des exportations mondiales de services. Dans les PMMA, ces services représentaient, selon les estimations, 16 % des exportations totales de services, et ils ont plus que triplé entre 2005 et 2018.<sup>17</sup>

### FINANCE DÉCENTRALISÉE (DEFI)

Par conception, l'industrie financière suit un modèle centralisé qui impose une intermédiation lourde et coûteuse. Le dernier avènement technologique a remis en cause la position hégémonique des institutions financières actuelles sous différents aspects, que ce soit avec les offres légales d'argent par le biais de la cryptographie, la création d'argent par le biais des cryptomonnaies ou la transaction d'argent par le biais de la technologie du registre distribué (DLT), qui utilise la cryptographie comme outil fondamental pour comprendre la DeFi.

Le DLT peut être défini comme un système numérique permettant d'enregistrer les informations afin d'éviter leur falsification. Il y parvient en déployant et en maintenant simultanément des bases de données sur plusieurs sites ou parmi plusieurs participants par le biais d'un protocole de consensus, contrairement aux bases de données traditionnelles qui ont un magasin de données central ou une fonctionnalité d'administration. La chaîne de bloc est un sous-ensemble du DLT dans la mesure où elle représente un protocole particulier qui utilise des blocs de données qui sont estampillés à l'aide d'une signature cryptographique

appelée « hash ». Il existe d'autres protocoles qui permettent au réseau d'atteindre un consensus au-delà de la chaîne de bloc, et la technologie n'est pas encore arrivée à maturité. L'évolution la plus plausible est que l'exigence du contexte conduira à l'adoption du protocole et différents protocoles peuvent être imaginés dans différents contextes. Avec l'une de ses premières applications dans la cryptomonnaie « bitcoin », la chaîne de bloc a révélé le potentiel de la technologie ainsi que ses inconvénients en termes d'échelle, de consommation d'énergie et de modèle de récompense pour pérenniser le réseau.

Cette technologie appuie le processus de désintermédiation de l'industrie bancaire. Elle a perturbé le secteur financier par sa capacité à traiter, valider ou authentifier des transactions ou d'autres types d'échanges de données de manière décentralisée, plus transparente, responsable, efficace et sécurisée. Malgré les défis réglementaires, le secteur bancaire a déjà mis en œuvre des initiatives pilotes et même exécuté des transactions basées sur la monnaie numérique dans des réseaux fermés. Le potentiel du DLT pour les banques dans le domaine des transferts de fonds pour les paiements transfrontaliers actuellement dominés par « Swift » et « Western Union », pourrait permettre d'économiser environ 4 milliards de dollars des États-Unis par an, et de réduire considérablement le nombre d'intermédiaires. « Ripple » connecte les banques et les fournisseurs de paiements via « RippleNet », grâce à sa propre cryptomonnaie et son registre privé non distribué, qui s'appuie sur un écosystème limité de banques correspondantes. Le réseau peut effectuer des paiements transfrontaliers en quelques minutes et non en quelques jours comme avec les systèmes actuels.<sup>18</sup>

Les cas d'utilisation dans le secteur humanitaire, qu'il s'agisse d'identité numérique (Modules du PAM<sup>19</sup>) ou de cryptomonnaies complémentaires (Sikka au Népal<sup>20</sup>), fournissent déjà des bases solides pour la capacité technologique à élargir l'inclusion financière, à stimuler les échanges locaux et internationaux et à créer de nouvelles opportunités pour les entrepreneurs et les innovateurs. Ils ont également mis en évidence les enjeux de la confidentialité des données, la difficulté de disposer d'un

système complet de bout en bout et les obstacles juridiques et réglementaires qui peuvent compromettre la promesse d'améliorer l'efficacité, la bureaucratie et les coûts et les questions liées à la cybersécurité pour protéger l'intégrité du système.<sup>21</sup>

La finance décentralisée ou finance ouverte est donc une forme expérimentale de système financier sans intermédiation centrale sous une autorité de gouvernance numérique. Une telle plateforme peut gérer les courtages, les échanges ou l'activité bancaire par des règles intégrées dans le logiciel appelé « smart contracts », le plus courant sur les chaînes de bloc étant Ethereum. En octobre 2020, plus de 11 milliards de dollars des États-Unis ont été déposés dans divers protocoles de finance décentralisée, ce qui représente une croissance plus que décuplée au cours de l'année 2020. Les réglementations relatives à la connaissance de la clientèle et la lutte contre le blanchiment d'argent, la volatilité des taux d'intérêt et des prix des actifs et même les risques de piratage des systèmes, restent des défis importants pour ces plateformes, qui doivent assurer la protection et le service aux clients pour devenir courantes.<sup>22</sup>

Les banques islamiques n'ont pas encore pleinement exploité l'opportunité offerte par la Fintech. Selon l'enquête mondiale 2020 sur les banquiers islamiques menée par le General Council for Islamic Banks and Financial Institutions (CIBAFI), l'évolution rapide de la technologie, en particulier la technologie mobile, indique que la « technologie de l'information » est devenue la principale préoccupation des banques islamiques, suivie par l'attraction, les relations avec les consommateurs et leur fidélisation.<sup>23</sup> L'intégration des technologies par le biais des processus d'affaires permet non seulement d'améliorer l'efficacité, mais en tant que facteur de croissance, de modifier la qualité des services bancaires et de promouvoir une transformation profonde de l'expérience bancaire tout en redéfinissant sa portée. Cette révolution technologique continuera à repousser les limites de l'efficacité et de nouveaux modèles d'entreprise innovants vont émerger dans un avenir prévisible, à mesure que le potentiel des nouvelles technologies sera exploité au niveau mondial et dans tous les secteurs économiques.



### FACTEUR 3 : LA PRESSION SOCIALE

#### VEILLISSEMENT DE LA POPULATION MONDIALE

La population mondiale devrait atteindre 8,55 milliards d'habitants en 2030 et 9,77 milliards en 2050.<sup>24</sup> Le taux de croissance annuelle moyenne de la population estimée

est de 1,1 %, ce qui représente une baisse significative par rapport au chiffre de 1,24 %.

Fig.15 : Population mondiale prévue

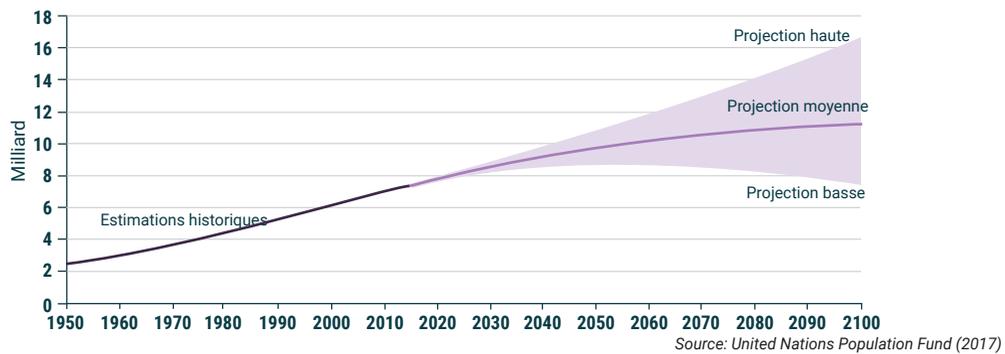
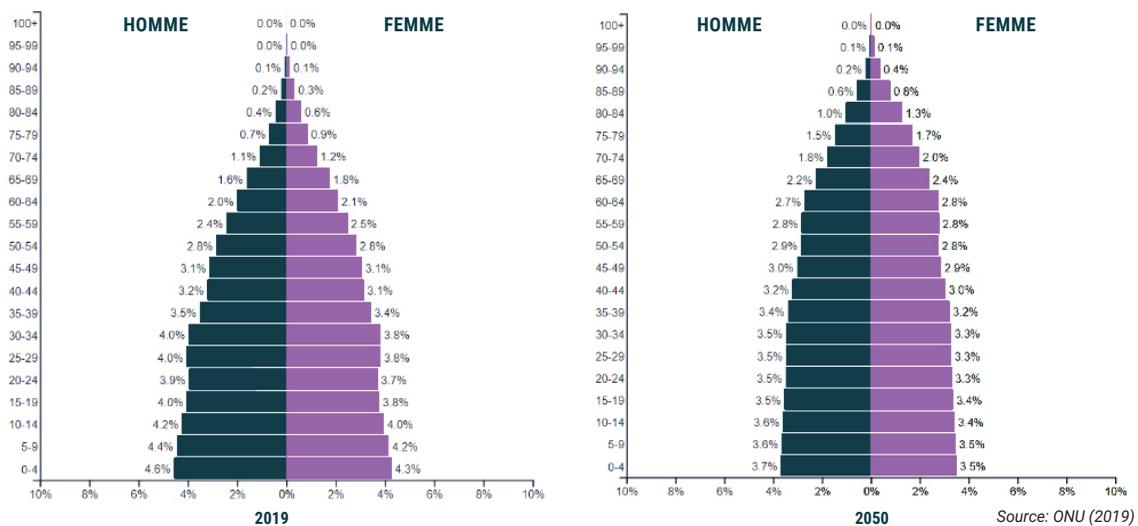


Fig.16 : Population mondiale prévue (2019-2050) selon les tranches d'âge



Grâce à une forte baisse de la mortalité prématurée et à l’allongement de l’espérance de vie, il y a dans tous les pays du monde une augmentation du nombre et du pourcentage des personnes âgées. Selon l’ONU (United Nations), la tranche des personnes âgées de 65 ans et plus dans le monde passera de 9 % en 2019 à 16 % en 2050.<sup>25</sup> En Europe et en Amérique du Nord, elle devrait atteindre 25 % en 2050. Dans les pays membres de l’Organisation de coopération Islamique (OCI), la part des personnes âgées dans la population totale devrait passer de 6,7 % en 2015 à 9,3 % en 2030. Ces pays devraient également compter 15 % des personnes âgées dans le monde à l’horizon 2030.<sup>26</sup>

Le vieillissement de la population est en train de devenir l’une des transformations sociales les plus importantes du

XXI<sup>e</sup> siècle, avec des implications pour presque tous les secteurs de la société, y compris les marchés du travail et les marchés financiers. À l’avenir, de nombreux pays seront probablement confrontés à des pressions fiscales et politiques liées aux systèmes publics de soins de santé, aux pensions et aux protections sociales pour une population âgée en constante augmentation. Toutefois, pour la plupart des pays en développement, la transition vers l’âge procure un dividende démographique, car une part plus importante de la population atteint sa force productive et stimule la croissance économique. Les Nations unies estiment l’impact de cette dynamique démographique sur la croissance économique à 1 à 1,7 point de pourcentage du PIB.

**Tableau 2 : Résumé des estimations de premiers et de deuxièmes dividendes par région**

Région	Début du premier dividende	Dividende maximal (année de dividende)			Dividende moyen, 100 ans		
		PREMIER	SECOND	TOUS LES DEUX	PREMIER	SECOND	TOUS LES DEUX
Afrique	1993	0.82 (25)	1.33 (51)	1.80 (48)	0.32	0.67	1.00
Amériques	1975	0.84 (19)	1.15 (43)	1.51 (33)	0.15	0.67	0.82
Asie	1973	1.38 (20)	1.88 (42)	2.35 (34)	0.18	0.72	0.90
Europe	1962	0.68 (22)	1.24 (37)	1.35 (28)	-0.08	0.56	0.48
Océanie	1974	0.66 (14)	1.24 (38)	1.50 (28)	0.09	0.71	0.80

Source: United Nations, Technical Paper No. 2017/1: "Support Ratios and Demographic Dividends: Estimates for the World"  
 Note: En prenant en considération 112 pays pour lesquels les estimations du premier et du second dividende sont disponibles.

L’Afrique a entamé la période du premier dividende démographique au milieu des années 90 et en a maintenant largement dépassé le pic. Cependant, en

l’absence d’infrastructures institutionnelles, financières et physiques appropriées, les retours sur les conditions démographiques favorables sont maigres. La population

en âge de travailler ne bénéficie pas pleinement de son potentiel en raison des facteurs combinés qui maintiennent la productivité de l'Afrique à des niveaux très bas. L'Afrique a le plus grand potentiel pour devenir la locomotive de la croissance mondiale au cours de la prochaine décennie. Mais si les conditions sous-jacentes d'amélioration de la productivité ne sont pas mises en place en temps utile et que la dynamique démographique est inversée de manière précipitée sous l'effet des craintes malthusiennes, l'Afrique pourrait très bien s'enfermer dans une situation de sous-développement chronique.

## PANDÉMIE DE L'INÉGALITÉ

Dans un récent rapport, l'ONU a documenté l'effet probable de quatre mégatendances sur les inégalités, à savoir l'innovation technologique, les changements climatiques, l'urbanisation et les migrations internationales. Ces mégatendances, à commencer par les technologies de rupture, entraîneront une aggravation significative des inégalités dans le monde. L'automatisation devrait accroître les inégalités salariales dans les pays en développement et déplacer des millions d'emplois, tandis que les changements climatiques ont déjà touché des communautés vulnérables dans toute l'Afrique subsaharienne, l'Asie du Sud-Est et l'Amérique latine, et la situation va empirer d'ici 2030. Certes, l'urbanisation offre des possibilités de croissance économique et d'emploi, mais elle entraîne souvent une pauvreté et une polarisation généralisées. Enfin, la migration internationale peut réduire les inégalités entre les pays. Si elle n'est pas réglementée, elle peut entraîner des perturbations sur les marchés du travail des pays de destination, ainsi qu'une importante fuite des cerveaux et une pénurie de compétences dans les pays en développement, deux phénomènes susceptibles d'aggraver la situation.

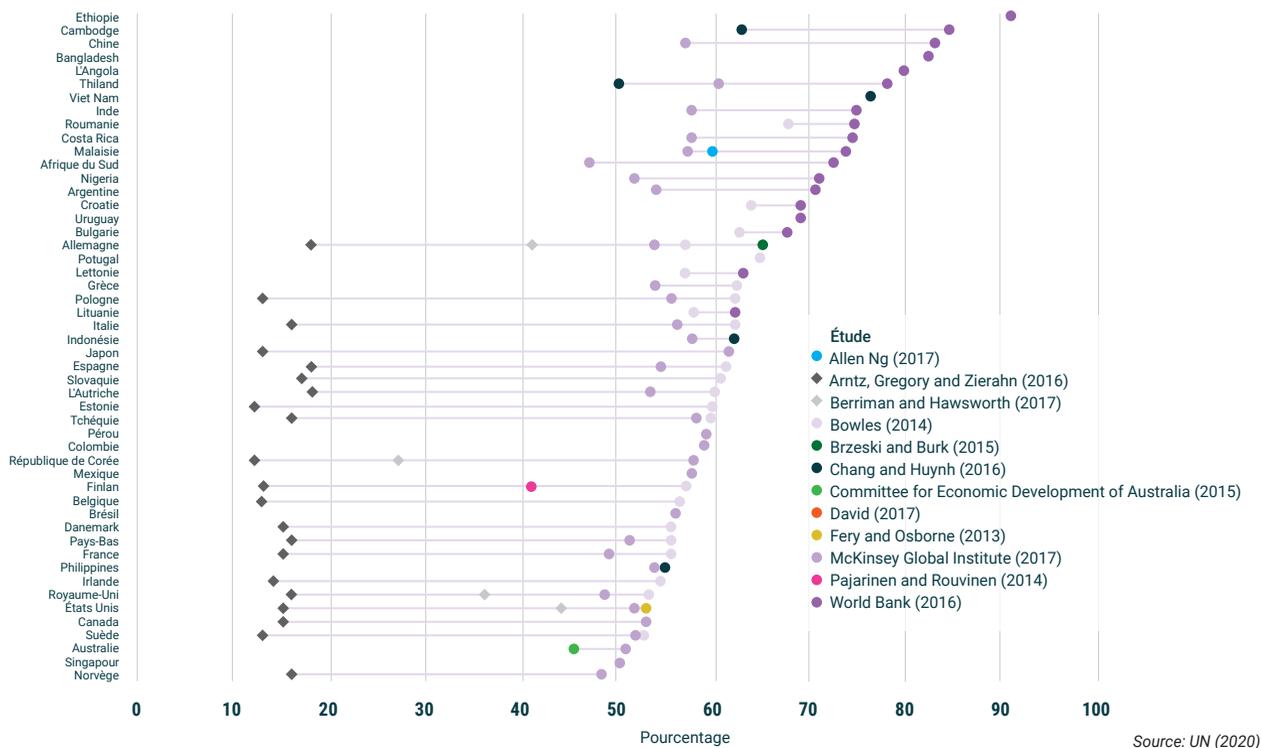
Depuis 1990, les inégalités de revenus ont augmenté dans la plupart des pays développés et certains pays à revenu intermédiaire. Il est également vrai qu'au niveau mondial, plusieurs centaines de millions de personnes sont sorties de la pauvreté grâce au développement économique

de la Chine et de l'Inde. Toutefois, un examen plus approfondi des données montre que l'inégalité absolue des revenus a augmenté, tandis que la richesse se concentre de plus en plus dans les centiles supérieurs de la distribution des richesses.<sup>27,28</sup> **En outre, la pandémie actuelle a touché les plus pauvres et menace d'annihiler tous les progrès réalisés en matière de réduction de la pauvreté au cours des deux dernières décennies.**<sup>29</sup>

Au-delà des considérations d'équité, les études montrent que la concentration des richesses freine la croissance économique globale. Une différence d'un pourcentage dans l'indice de Gini est corrélée à une différence de 0,07% dans la croissance du PIB. Cela signifie que les pays où les richesses sont réparties plus équitablement connaîtront une croissance nettement supérieure à celle des pays où les inégalités sont plus marquées. Les effets du rééquilibrage de la répartition des richesses ont le plus d'impact sur le quantile inférieur. Une augmentation d'un point de pourcentage de la part des revenus des 20% les plus pauvres peut accroître la croissance du PIB de 0,38%.<sup>30</sup>

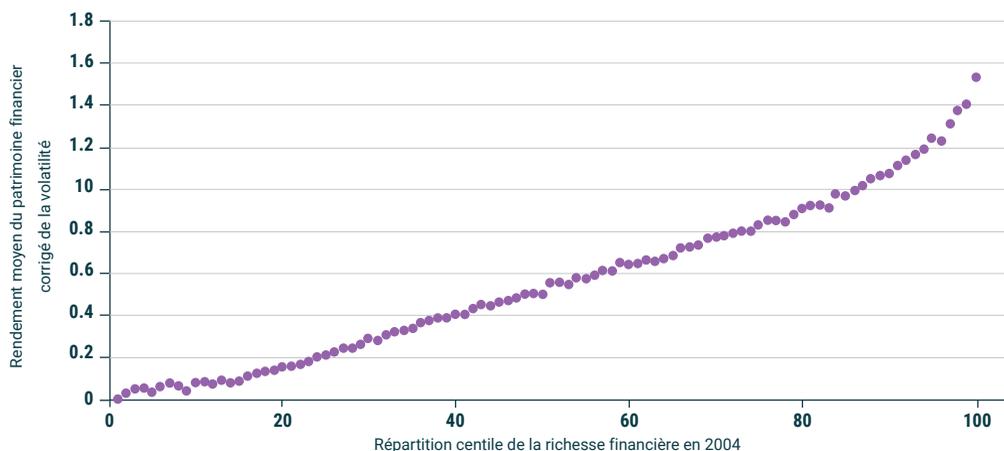
Les facteurs à l'origine de l'élargissement des écarts de revenus et de richesse vont s'accroître au cours des dix prochaines années. Les insuffisances de la mondialisation, les rendements financiers dont bénéficient les riches<sup>31</sup>, les flux illicites et la corruption, l'évasion et la fraude fiscales et bien d'autres facteurs encore ont également contribué à creuser l'écart de revenus. Les dommages causés par l'augmentation des inégalités ont été omniprésents et d'une grande portée. Par exemple, la montée de la droite politique et du populisme dans le monde développé est une conséquence directe de l'inégalité et de la baisse du niveau de vie, souvent attribuée à la mondialisation unilatérale et aux politiques économiques libérales. Les troubles sociaux qui ont débuté au Moyen-Orient en 2010 peuvent également être attribués au mécontentement croissant lié au manque d'emplois et de débouchés, alors que la région connaissait un boom économique. Enfin, l'augmentation des flux migratoires et des déplacements de population ne fera qu'accroître les tensions et les troubles interraciaux.

**Fig.17 : Estimation des emplois qui risquent d'être perdus à cause de l'automatisation due à l'IA et aux technologies avancées, par étude**



Source: UN (2020)

**Fig.18 : Percentile de la répartition de la richesse financière en 2004**



Les riches deviennent plus riches : les personnes à hauts revenus ont également des rendements élevés sur leurs investissements. Source: FMI (2020)

Les liens d'interdépendance entre le bien-fondé économique d'une part et l'aspect socio-environnemental et les éléments externes qui s'imposent d'autre part, sont mis en évidence. Pour faire face aux défis de manière globale, l'orientation économique devrait être guidée par

des indicateurs qui tiennent compte des éléments externes et penchent du côté de décisions visant à respecter les impératifs socio-environnementaux et à préserver les objectifs de prospérité économique.



# 1.2

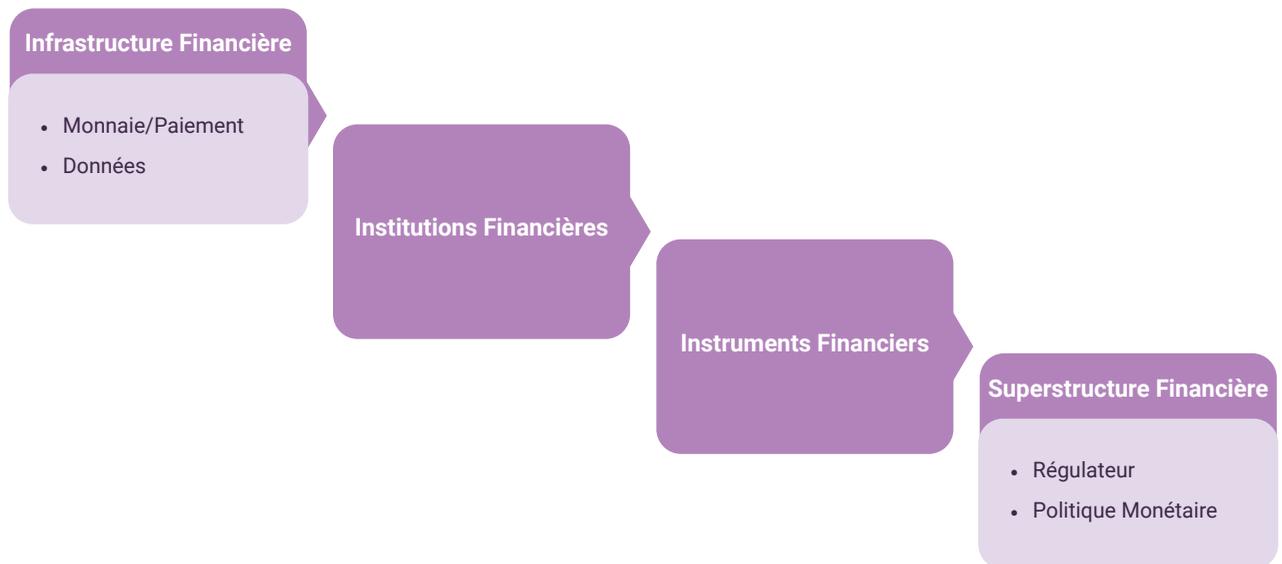
## CARTOGRAPHIE DE LA CHAÎNE DE VALEUR DU SECTEUR FINANCIER

L'objectif du secteur financier est de rapprocher l'offre et la demande en capital. Cette opération consiste à transférer l'excédent de capital pour améliorer les futurs revenus. En amont de la chaîne de valeur des services financiers, il y a l'investisseur ou l'épargnant qui dispose d'un capital excédentaire et l'investit ou l'épargne auprès d'une institution financière dans l'espoir d'un rendement, ou qui fait don de son argent pour une cause sociale. Au final, le capital circule vers les secteurs qui contribuent à la croissance de l'économie. Les gouvernements et les

organismes de réglementation interviennent en tant que contrôleurs de l'économie et du système financier dans toute nation. Leur principal rôle est de promouvoir une meilleure gouvernance en créant des cadres stratégiques et des canaux d'investissement pour une croissance durable, et de garantir l'efficacité des investissements.

Cette section fait l'état des lieux, présente les enjeux et les domaines dans lesquels les institutions financières doivent contribuer au développement économique durable.

**Fig.19 : Chaîne de valeur du secteur financier**



Source: BID

# 1.3

## TENDANCES MONDIALES ET LEURS INCIDENCES SUR LE SECTEUR FINANCIER

### L'avenir de l'infrastructure financière

Les tendances mondiales touchant le secteur financier sont abordées dans cette section sous l'angle de la chaîne de valeur, en partant de la monnaie jusqu'aux marchés économiques réels.

#### L'AVENIR DE L'ARGENT

L'argent et l'idée de son utilisation aux fins de change évoluent depuis l'aube de l'humanité. Des pièces de métal au papier, des comptes bancaires aux porte-monnaie électroniques, l'argent a pris des formes diverses. Au cours de la dernière décennie, le secteur des paiements a fait de grands pas en termes d'innovation, avec le lancement presque chaque année de nouveaux fournisseurs, de nouvelles plateformes et de nouveaux instruments de paiement. La technologie a changé les attentes des consommateurs et des entreprises en matière de paiements. Cela permet une plus grande convergence des nouveaux modes de paiement à venir et une augmentation des paiements sans numéraire, réalisant ainsi des transactions plus rapides. La technologie habilitante offre des moyens innovants de lutter contre les flux d'argent illicites tels que le blanchiment d'argent, le terrorisme et l'évasion fiscale.

#### AVANCÉES DE LA FINTECH EN MATIÈRE DE PAIEMENT

Les changements révolutionnaires dans la manière d'effectuer les paiements et les transactions mondiales résultent directement des progrès dont la Fintech est le fer de lance. L'entrée initiale dans l'écosystème des paiements numériques est le fait des grandes entreprises de technologie et des géants du commerce électronique.

- GAF A (Google, Amazon, Facebook et Amazon), Samsung Pay, Alipay, PayPal et Paytm sont les leaders dans la sphère du paiement numérique, en offrant aux consommateurs des écosystèmes de paiement sans faille. Ils collaborent avec les banques et portent le concept de paiement à un niveau supérieur en augmentant la vitesse et en offrant une accessibilité par différents canaux.

- Le marché mondial des paiements devrait atteindre 2 000 milliards de dollars des États-Unis d'ici la fin de l'année 2025, notamment avec la demande des consommateurs<sup>32</sup> pour des paiements en temps réel.

#### PAIEMENTS TRANSFRONTALIERS

Une mise en garde s'impose actuellement en ce qui concerne les paiements numériques, à savoir qu'ils prennent principalement en charge les transactions nationales. Les clients qui souhaitent effectuer des règlements en temps réel pour des transactions transfrontalières ont besoin d'une plateforme de paiement numérique plus large. Pour accélérer le processus de paiement transfrontalier qui dépend encore largement d'un SWIFT inefficace et à base de message, les chaînes de bloc et plus généralement les DLT trouvent un écho favorable dans le secteur financier depuis quelques années maintenant. Les institutions financières étudient les voies et moyens d'utiliser la technologie des chaînes de bloc pour améliorer les processus de compensation et de règlement. Grâce aux cryptomonnaies, la DLT pourra à l'avenir intégrer numériquement les systèmes de paiement transfrontaliers pour créer un écosystème de paiements pour tous les règlements transfrontaliers, qu'il s'agisse de paiements transfrontaliers interbancaires, de transferts de fonds transfrontaliers ou de paiements par des entreprises.

- *Finality va créer des monnaies numériques en \$EU, CAD, EUR, £, et JPY, qui seront entièrement garanties par les banques centrales et uniquement disponibles pour les institutions financières.*
- *JP Morgan est en train de tester JPM Coin, sa propre cryptomonnaie, pour régler les transactions de son activité de paiements de gros.*
- *Al Hilal Bank a utilisé la chaîne de bloc pour vendre et régler des soukous.*
- *Emirates Islamic a intégré la chaîne de bloc dans les processus de paiement par chèque.*

## UTILISATION DES CHAÎNES DE BLOC ET CRYPTOMONNAIES

Les cryptomonnaies basées sur les chaînes de bloc sont jusqu'ici considérées comme un ajout et non un substitut à l'inventaire mondial de la monnaie. Elles présentent des avantages tels que la sécurité, la rapidité, la réduction au minimum des frais de transaction, la facilité de stockage et la pertinence à l'ère du numérique. La principale préoccupation avec les cryptomonnaies, c'est qu'elles ne sont pas encore réglementées et sont donc très exposées aux cyber-attaques, ainsi qu'aux malversations financières et criminelles.

Certains pays dont le secteur bancaire est historiquement fort comme le Japon, le Canada, l'Allemagne et les États-Unis, sont en train de tester les cryptomonnaies à un niveau officiel et ont indirectement approuvé leur utilisation pour les transactions. Par exemple, l'Allemagne a adopté un projet de loi autorisant les banques à vendre et à stocker des cryptomonnaies, la Corée du Sud a élaboré un projet de loi pour leur réglementation directe, et les autorités de contrôle de Hong Kong prévoient d'introduire de nouveaux cadres pour leur échange. La Nouvelle-Zélande a autorisé les entreprises à payer leurs salaires en utilisant des cryptomonnaies arrimées à une monnaie et directement convertibles en liquide.

Les banques centrales ayant l'intention de mettre au point des cryptomonnaies arrimées à une monnaie fiduciaire et pour les consommateurs souhaitant les utiliser, les taux d'adoption détermineront le calendrier de leur utilisation généralisée. Les cryptomonnaies peuvent potentiellement remplacer les espèces à l'horizon 2030.<sup>33</sup>

- Selon des organismes de recherche indépendants, le marché des cryptomonnaies devrait enregistrer une croissance de 11,9 % pour atteindre 1 500 milliards de dollars des États-Unis au cours de la période 2019 à 2024.<sup>34</sup>

- Souvent, le développement des cryptomonnaies est discuté dans le contexte de celui du Web. La croissance des actifs en cryptomonnaies est comparée au développement de l'Internet au cours de la période 1991 à 1995. Les cryptomonnaies telles que le Tether garanti par des fonds et des actifs en dollars des États-Unis, et le Digix garanti par de l'or, finissent par être universellement acceptées comme monnaies légales par les gouvernements.<sup>35</sup>

- *Les banques centrales de Grande-Bretagne, du Japon, de la zone euro, de Suède et de Suisse se sont regroupées avec la Banque des règlements internationaux (BRI) pour évaluer les cas d'utilisation potentiels de ces monnaies.*<sup>1</sup>
- *L'Association des banquiers suisses a publié des directives que plus de 250 banques doivent suivre pour faire des affaires avec des startups utilisant des cryptomonnaies ou la chaîne de bloc.*<sup>2</sup>
- *L'Allemagne a adopté un projet de loi autorisant les banques à vendre et à stocker des cryptomonnaies.*
- *La Corée du Sud a préparé un projet de loi visant à réglementer directement les cryptomonnaies.*<sup>3</sup>
- *Les autorités de contrôle de Hong Kong prévoient d'introduire de nouveaux cadres pour les échanges de cryptomonnaies comme les règles KYC, ainsi que le stockage des cryptomonnaies et les protocoles de sécurité pour une protection accrue des investisseurs.*<sup>4</sup>

Pour juguler les difficultés liées aux cyberattaques, il est essentiel que les organismes de réglementation mettent en place les institutions et instruments requis pour surveiller étroitement les agences ou plateformes qui facilitent les échanges de cryptomonnaies. Les futures réglementations exigeront des fournisseurs l'obtention

d'un agrément, le devoir de vigilance relatif à la clientèle, la tenue de dossiers complets, la notification des transactions suspectes, la garantie de la protection des données, le respect des règles de confidentialité et le passage au crible de toutes les transactions, pour veiller au respect des sanctions financières prévues par les organismes de réglementation. Par exemple, le Groupe d'action financière a publié quelques lignes directrices préliminaires sur les cryptomonnaies dans le but de promouvoir les politiques de prévention du blanchiment d'argent et du financement du terrorisme par le biais de ces monnaies.<sup>36</sup>

## CONTEXTE ACTUEL

- Lenteur des transactions interbancaires
- Coût élevé des transactions internationales
- Problèmes de sécurité et de valeur liées aux cryptomonnaies

## NOUVELLES TENDANCES

- Utilisation des chaînes de bloc pour les transferts de fonds interbancaires
- Cryptomonnaies adossées à une monnaie fiduciaire
- Réglementation plus stricte pour contrôler les paiements numériques et l'échange de cryptomonnaies

## L'AVENIR DES DONNÉES

La technologie est en train de transformer définitivement les services financiers. C'est le seul facteur de perturbation qui remet en cause le statu quo et a le potentiel pour élargir la portée des services financiers et améliorer l'efficacité des systèmes actuels. La technologie a permis l'entrée dans l'industrie des services financiers – Fintech et grandes entreprises de technologie - de nouveaux acteurs qui se révèlent être des catalyseurs du changement dans l'industrie. Pour justifier leur raison d'être à l'ère de la technologie, les banques et les institutions financières ont commencé à s'associer avec des entreprises de technologie, pour repenser leur rôle et améliorer leur parcours client.

## AVANTAGE DE L'INFORMATION

L'un des principaux avantages dont jouissent les institutions financières est l'énorme volume de données financières et d'informations sur les clients qu'elles possèdent et exploitent pour offrir une meilleure expérience client et des solutions sur mesure. L'ensemble des données dont disposent les institutions financières va bien au-delà des résultats financiers et des valeurs des titres, et comprend des données générées par des processus d'affaires, des données générées par des machines et des données provenant de médias sociaux et de systèmes d'utilisateurs. La disponibilité de l'information entraîne une redéfinition des stratégies de diverses banques et institutions d'investissement.

## ÉLARGISSEMENT DE LA BASE DE CRÉDIT

Les institutions financières recueillent des informations sur les habitudes de consommation des emprunteurs, les retards et les défauts de paiement, ainsi que les événements de la vie. Grâce aux outils d'analyse des données, les banques vont étendre leur champ d'action et accorder des facilités de crédit à des consommateurs qui étaient auparavant considérés comme trop à risque. En plus d'établir correctement le profil de risque des clients, les banques d'affaires commenceront à considérer les données comme un actif et à les utiliser pour

la titrisation. Par exemple, l'utilisation de modèles d'analyse prédictive comme le système de notation FICO abrégé de (Fair Isaac Corporation) peut permettre d'analyser les antécédents de crédit des consommateurs, les demandes de prêt ou de crédit et d'autres données pour veiller à ce que le client ne manque pas ses futures obligations de paiement. Le système peut également permettre de s'appuyer sur les commentaires structurés des clients et ceux émanant des médias sociaux ainsi que sur d'autres données non structurées pour créer un profil complet du client, limitant ainsi l'exposition au risque. Les chercheurs travaillent sur des modèles permettant de valoriser les informations et les données qui pourraient être utilisées comme des garanties pour les prêts.

Ces technologies peuvent être déployées à l'échelle pour servir les populations non bancarisées du monde en développement où les données ne sont pas aussi facilement accessibles aux institutions financières. Les institutions financières de microfinance et la Fintech déploieront de plus en plus de données et d'analyses non conventionnelles pour renforcer leur pénétration sur ces marchés.

## **SERVICES SUR MESURE**

Pour reproduire le modèle de gestion de la relation client en ligne, les institutions financières collaborent également avec des fournisseurs tiers pour recueillir des informations sur les clients utilisant les services en ligne de ces fournisseurs. Cette collaboration vise aussi à mettre au point un assistant numérique qui permet de personnaliser les conversations et de faciliter le développement des affaires. Les banques et les maisons de courtage investissent dans les services bancaires conversationnels basés sur l'intelligence artificielle afin de favoriser la personnalisation et de permettre une assistance à la demande pour les clients. Par exemple, l'agente de dialogue Erica de la Bank of America envoie des recommandations et des conseils personnalisés après avoir analysé les informations sur les clients.

L'un des principaux moyens de monétiser les données est de s'associer à des entreprises de détail pour proposer aux clients des offres et des services qui correspondent à leurs intérêts. Des banques telles que Lloyd's et Santander se sont associées à la société de publicité de données Cardlytics pour offrir aux clients des remises dans les magasins qu'ils fréquentent.

## **ÉMERGENCE DE LA BANQUE OUVERTE**

La banque ouverte est une autre plateforme par laquelle le partage des données est souvent effectué par le biais d'une interface de programmation (Application Programming Interface (API)). Il est devenu évident que les modèles commerciaux ouverts et les API seront les moteurs de l'avenir de la banque. La banque ouverte est le processus d'ouverture des services internes des banques sous forme d'API ouvertes, standard et sécurisées à utiliser par des développeurs tiers, afin de fournir des services et des applications par rapport aux institutions financières existantes. Dans la banque ouverte, les données sont principalement utilisées pour partager des informations entre les entités de l'écosystème financier. Avec l'avènement de la banque ouverte et de l'interconnectivité des institutions, un incident de violation de la sécurité entraînera une réaction en chaîne dans tout le secteur. Dans la mesure où le partage des données par le biais de la banque ouverte comporte des risques inhérents, il est essentiel de développer des processus et d'établir une gouvernance pour rationaliser les systèmes nécessaires à l'accès aux données.

## **QUESTIONS RELATIVES À LA PROTECTION DES DONNÉES**

Bien que l'information soit une aubaine pour l'industrie, elle comporte également des défis de taille liés à la confidentialité des données, la sécurité et la réglementation. Les cyberattaques contre les entreprises de services financiers ont augmenté de plus de 70 % en 2017, ce qui témoigne de

- *HSBC a nommé le responsable de la sécurité informatique de la Banque d'Angleterre pour renforcer sa stratégie en matière de cyber risque.*
- *BBVA a nommé un directeur de la sécurité de l'information (CISO) pour superviser les fonctions de sécurité de l'information et de risque technique de la banque.*
- *Alizz Islamic Bank utilise le modèle des "trois lignes de défense" : unités commerciales, équipe de gestion des risques et audits internes pour contrôler le cyber risque.*
- *Moody's a nommé un responsable mondial des services de cyber risque pour Moody's Investors Services afin de maîtriser le cyber risque dans l'analyse de crédit.*

la vulnérabilité du secteur aux menaces de sécurité dues à toutes sortes d'informations sensibles détenues et gérées par les banques et les institutions financières. Ces menaces sont de plus en plus reconnues comme représentant l'un des plus grands risques auxquels sont exposées les banques. Les experts en matière de risques estiment que la cybersécurité est plus qu'un défi technologique et que les organisations devraient se doter d'une fonction de sécurité distincte et indépendante des autres considérations.

À l'avenir, les banques et les institutions financières devront surveiller et contrôler étroitement les données afin de protéger les données des consommateurs et d'éviter les cyber risques. Pour lutter contre la cybercriminalité et la fraude, les institutions financières investissent dans des systèmes et des personnes leur permettant de faire face à

## Encadré 1 : Expérience récente des gouvernements dans la protection des données

Les préoccupations relatives à la protection des informations sur les consommateurs ont conduit l'Union européenne (UE) à créer de nouvelles lois, notamment le règlement général sur la protection des données (RGPD), la deuxième directive sur les services de paiement (DSP2) et les directives sur les marchés d'instruments financiers (MiFID I/II), qui obligent les entreprises à mettre en œuvre des mesures de sécurité plus strictes pour protéger les informations sur les consommateurs. Tout comme le RGPD de l'UE, la loi japonaise sur la protection des informations personnelles est axée sur l'utilisation des informations personnelles pour les affaires. Avec un tel arsenal, les organes de réglementation peuvent imposer un plus grand nombre d'obligations aux entreprises qui collectent, stockent, traitent et analysent les données des consommateurs.

Les gouvernements expérimentent également de nouveaux cadres, tels que les bacs à sable de données réglementaires qui évaluent les conséquences d'une défaillance et préservent la sécurité globale de l'écosystème financier. Des pays comme l'Australie, la Chine, Hong Kong, l'Indonésie, la Malaisie, Singapour, la Corée du Sud et la Thaïlande travaillent déjà sur leurs bacs à sable Fintech. Bank Negara Malaysia (La banque centrale de Malaisie) a été l'une des premières à mettre en place un bac à sable réglementaire, dans le cadre duquel huit entreprises, dont des l'agrégation de produits financiers, les transferts numériques, takafoul peer-to-peer et l'assurance numérique, sont testées\*

\* Source : Gouvernement malaisien

des cyberattaques de plus en plus élaborées. Pour le faire efficacement, il leur faudra bien comprendre l'environnement particulier, analyser ses menaces éventuelles, puis définir les stratégies nécessaires pour contrer ces codes malveillants. Les institutions financières devront mettre en place un système d'atténuation des risques pour le développement et la maintenance des produits, et la cybersécurité. Il leur faudra également créer des unités exclusivement en charge de la cybercriminalité et, pour lutter contre ce phénomène, constituer des équipes composées de spécialistes des données, de banquiers, de spécialistes des paiements et d'autres technologues travaillant ensemble pour les protéger contre toute attaque sur les données.

En outre, l'élargissement des lois sur la protection de la vie privée à l'échelle mondiale obligera les sociétés financières à considérer sérieusement les risques liés à la confidentialité des données et à prendre des mesures pour les atténuer efficacement.

### CONTEXTE ACTUEL

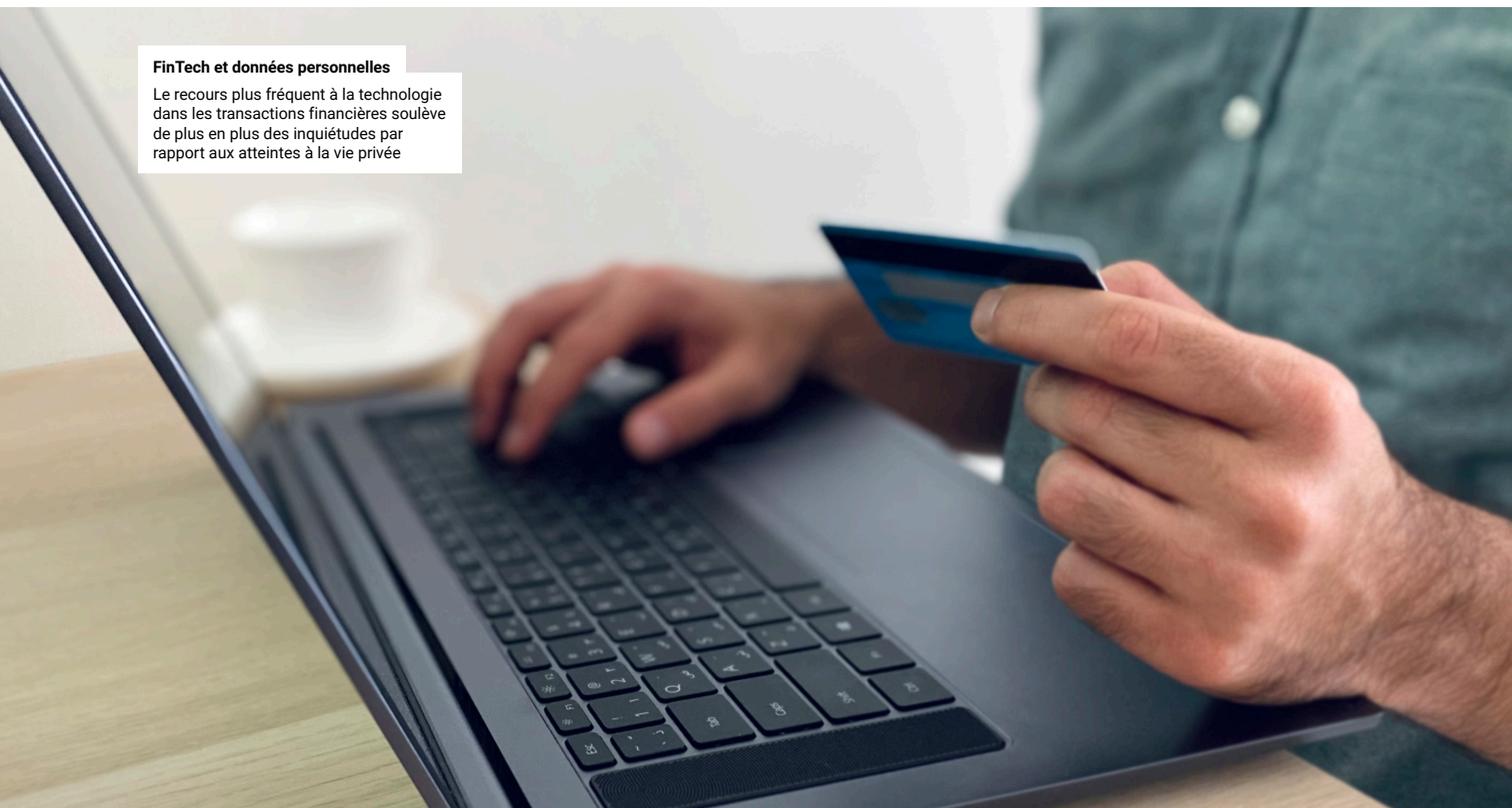
- Sociétés de financement collaborant avec les acteurs technologiques pour offrir des produits améliorés et rester compétitives
- Monétisation des données et personnalisation des services

### NOUVELLES TENDANCES

- Élargissement de la réglementation relative à la protection des données
- Mise en place de centres spécialisés dans la cybersécurité dans les banques et les institutions financières

#### FinTech et données personnelles

Le recours plus fréquent à la technologie dans les transactions financières soulève de plus en plus des inquiétudes par rapport aux atteintes à la vie privée



# 1.3

## TENDANCES MONDIALES ET LEURS INCIDENCES SUR LE SECTEUR FINANCIER *L'avenir des institutions financières*

### L'AVENIR DES INSTITUTIONS BANCAIRES À BUT LUCRATIF

#### BANQUES EN RECUL FACE AUX ENTREPRISES FINTECH

Aujourd'hui, il s'agit pour les banques d'améliorer l'accès à leurs services et de mettre au point des produits répondant aux préférences des consommateurs. Si les banques internationales augmentent leurs budgets de fonctionnement, elles en consacrent une bonne partie à l'amélioration et au maintien des systèmes actuels, au développement de nouvelles infrastructures et au respect des réglementations, ce qui amenuit davantage les ressources destinées à l'investissement dans la mise au point de nouveaux produits.<sup>37</sup> C'est là que les entreprises Fintech non conventionnelles mettent au défi les banques traditionnelles. Le lancement d'Amazon Web Services (AWS) pour le secteur bancaire en 2017 a réduit la complexité et le coût de la technologie pour les sociétés financières, et par conséquent, le monde se rapproche du moment où toute entreprise pourra fournir des services financiers.<sup>38</sup>

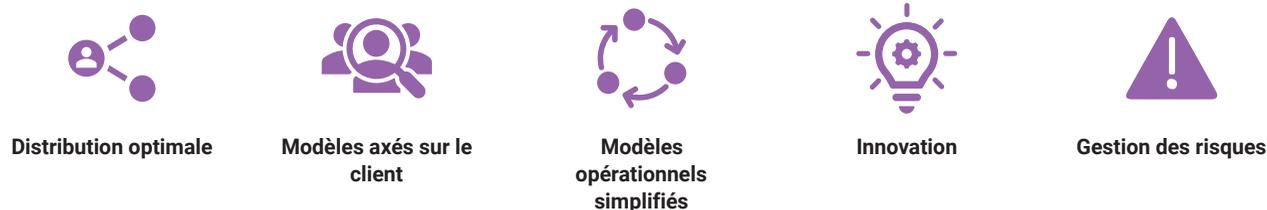
Les applications grand public de plusieurs entreprises dont Uber, Houzz et Lyft, ont permis à ces dernières d'élargir

leurs services pour inclure des prestations à caractère bancaire. Bientôt, les grandes entreprises technologiques comme Google, Amazon et Facebook vont pénétrer l'espace bancaire pour offrir aux consommateurs des cartes bancaires et de crédit.<sup>39,40</sup> La technologie joue un rôle clé dans le renforcement de l'inclusion financière, que ce soit par la fourniture d'informations ou par la mise à disposition de produits financiers à moindre coût aux personnes exclues du secteur bancaire traditionnel. En réalité, cette transformation des entreprises de consommation et de technologie permet d'améliorer l'accès des consommateurs aux produits bancaires et constitue une menace réelle pour les systèmes bancaires traditionnels.<sup>41</sup>

#### BANQUES DU FUTUR

D'énormes forces exogènes sont en train de transformer le secteur bancaire et de créer un impératif de changement. Face à l'évolution des exigences des consommateurs, aux nouvelles technologies et aux nouveaux modèles d'entreprise, les banques commenceront à élaborer des

**Fig.20 : Priorités des banques pour renforcer leur future position**



stratégies pour se préparer à l'horizon 2030.<sup>42</sup> Au cours de la prochaine décennie, elles accorderont avant tout la priorité aux facteurs suivants face à la rude concurrence des nouvelles institutions bancaires:

**Distribution optimale** : l'aspect le plus crucial de l'avenir du secteur bancaire est l'optimisation des réseaux de distribution. Les banques ont toujours été perçues par rapport à un emplacement physique et construites pour donner une image

de force, de stabilité et de sécurité. Même à l'heure où le secteur est à la numérisation, les clients doivent encore se rendre dans une agence pour certains produits, ce qui est une contrainte pour des clients à la recherche de commodité et de solutions instantanées. Pour rester compétitives et offrir une expérience holistique, les banques développeront des plateformes partagées qui distribuent des produits par l'intermédiaire de canaux. Dans les économies développées et émergentes, les services bancaires seront **directs** - banque en ligne ou mobile uniquement.<sup>43</sup> Les banques commenceront à fonctionner de la même manière que les entreprises de produits de consommation avec divers points de contact, notamment des magasins phares, des centres communautaires et des distributeurs automatiques en grand nombre. Des conseillers et des spécialistes de produits seront présents sur tous ces canaux et les banques devront donc doter leur personnel de nouvelles compétences pour leur permettre de maîtriser tous les produits qu'elles proposent, tout en ayant les compétences technologiques nécessaires pour apporter des solutions à tout problème soulevé par les clients.

Sur les marchés en développement où la pénétration bancaire est faible et où il existe des difficultés à se connecter facilement à l'internet, les banques entreront en partenariat avec les entreprises de Fintech pour créer des modèles de distribution alternatifs et élargir les systèmes bancaires mobiles (tels que M-PESA au Kenya). En raison de la prédominance de la téléphonie mobile en Afrique et du succès des services monétaires mobiles, les services bancaires numériques s'y développent avec le lancement de sociétés telles que Bank Zero Mutual Bank, Tyme Bank et Discovery Bank qui ont introduit des services bancaires basés sur des applications dans les pays d'Afrique australe.<sup>44</sup> Avec la connectivité mobile 4G qui devrait devenir la norme en Afrique dans les cinq prochaines années, l'utilisation des services bancaires par internet et l'expansion des entreprises de Fintech devraient gagner du terrain.

**Modèles axés sur la clientèle :** les banques se rendent compte de l'importance à collaborer avec la clientèle et à créer une gamme de produits pour améliorer l'expérience client. Quoiqu'à un stade embryonnaire, les banques investissent dans l'analytique client pour comprendre le potentiel de valeur des clients, suivre leurs habitudes de dépenses et leur proposer des offres ciblées. La plupart d'entre elles offrent divers produits avec des différences subtiles, ce qui augmente le coût des opérations et occasionne des contraintes réglementaires sans pour autant attirer des clients, qui sont pour la plupart des milléniaux. Pour améliorer les produits et l'expérience clients – dont un grand nombre sont des milléniaux – les banques devront envisager de:<sup>45</sup>

1. Étudier les besoins des clients et **créer des produits adaptés à ces besoins.**
2. **Faire en sorte que l'expérience client soit uniforme** sur tout le cycle de vie du client.
3. Utiliser l'analytique pour obtenir des **renseignements sur les prochains événements de vie des clients**, comprendre leur mode de vie et déterminer le type de prestation qui leur convient le mieux.

- *Standard Bank d'Afrique du Sud a fermé 100 agences pour répondre aux préférences des clients en matière de services bancaires sans agence.*
- *Le chatbot Erica de Bank of America envoie des recommandations et des conseils personnalisés après avoir analysé les données des clients.*
- *Wells Fargo a piloté un Bot pour Messenger afin de collaborer avec les clients sur les plateformes des réseaux sociaux.*

**Simplification des modèles opérationnels :** De manière générale, les banques se sont développées en rachetant d'autres institutions ou en mettant au point de nouveaux produits. Dans la plupart des banques traditionnelles, chaque produit ou unité opérationnelle a ses propres processus pour les opérations, la technologie et la gestion des risques.<sup>46</sup> La complexité et le double emploi occasionnent des coûts élevés, une mauvaise expérience client, des risques opérationnels et des contraintes réglementaires. Par conséquent, il est primordial de simplifier ces processus, les technologies et les opérations post-marché. Les banques doivent adapter leur modèle d'entreprise à l'évolution des besoins de leurs clients. La refonte du modèle opérationnel nécessitera un changement fondamental dans la manière dont les banques envisagent leurs opérations, notamment avec une distribution intégrée, une infrastructure partagée, une gestion des risques au niveau des clients et des processus de conformité simplifiés.

- *JP Morgan Chase, Citigroup, Wells Fargo, et US Bank ont signé des accords de partage d'informations avec sept (7) entreprises de Fintech par le biais d'interfaces de programmation d'application.*
- *National Bank of Bahrain (NBB) a adopté des technologies lui permettant de fournir de nouveaux services bancaires ouverts à ses clients.*
- *Al Baraka Islamic Bank a offert 25 API permettant à des tiers de créer des produits et services financiers sur sa plateforme.*
- *Discovery Banking, première banque comportementale du monde, a une banque technologique visant à encourager le changement de comportement.*

Certaines grandes banques du monde s'appuient sur l'expérience de sociétés de biens de consommation et ne disposent pas de leur propre chaîne de valeur. Des entreprises comme Apple se focalisent sur la

conception, le marketing et la distribution, et sous-traitent à des spécialistes. Les banques finiront par se consacrer uniquement aux fonctions essentielles de clientèle et de risque, pour sous-traiter les autres processus secondaires.

**Innovation :** À l'heure actuelle, les banques ne sont pas perçues comme des institutions où l'innovation est primordiale. Innovation ne signifie pas seulement nouveaux produits ou nouvelle expérience client. Le concept traduit une autre manière de faire par rapport au modèle d'entreprise dans son ensemble. Les banques adopteront une autre approche en termes d'organisation et de gestion, en libérant le talent, en faisant preuve d'agilité dans leurs processus et en nouant des partenariats avec des organisations extérieures, afin de promouvoir l'innovation et la pensée créative en leur sein.

**Gestion des risques :** Depuis la crise financière mondiale, les autorités de contrôle et les professionnels de la gestion des risques dans les banques ont fait des efforts pour contrôler les forces qui en ont été à l'origine. Toutefois, la prochaine crise devrait être différente, car déclenchée par des risques non conventionnels qui créent l'exposition dans les unités opérationnelles des entreprises.<sup>47</sup> Le ralentissement économique causé par plusieurs facteurs géopolitiques n'est qu'un des défis potentiels auxquels les banques sont actuellement confrontées. De nouvelles menaces liées à l'innovation technologique apparaissent tous les jours. En étudiant les moyens de gestion efficace des risques, les institutions devraient tenir compte des impératifs suivants pour l'avenir:<sup>48</sup>

**1. Focalisation sur les risques stratégiques:** les banques traversent une période caractérisée par des risques exogènes élevés, notamment les risques géopolitiques, des normes réglementaires incertaines établies par le comité de BÂLE et l'utilisation de la technologie. Même si la mise à profit des modèles axés sur la clientèle et des nouvelles technologies pour créer l'expérience client stimulera la croissance, elle doit être accompagnée

- *Al Rajhi a mis en œuvre la RPA pour atténuer le risque de fraude lié aux cartes et améliorer l'efficacité.*
- *Mashreq s'est associée à une société fintech pour améliorer l'efficacité opérationnelle de tous les services bancaires.*
- *CIMB Bank de Malaisie a réalisé une réduction de 90 % des délais d'exécution pour 9 processus bancaires sur 15.*

par l'alignement des stratégies commerciales sur les capacités de gestion des risques, pour éviter l'augmentation des risques stratégiques.

**2. Réduction des coûts de gestion des risques :** le ralentissement économique mondial et les faibles taux d'intérêt ont réduit les opportunités de revenus des banques. Parallèlement, les autorités de contrôle qui prédisent des risques renforcent les exigences réglementaires, augmentant ainsi les coûts. Pour rester rentables, les banques consolideront leurs processus en identifiant ceux qui se chevauchent ou sont redondants dans les unités opérationnelles. Elles utiliseront des technologies d'automatisation des processus robotisés pour automatiser les rapports réglementaires, la documentation KYC ou la notation de crédit.

**3. Gestion stratégique du capital et des liquidités:** il y a eu une augmentation significative des exigences réglementaires en matière de capital et de liquidité dans la décennie suivant la crise financière mondiale. Les exigences réglementaires relatives au capital constituent une contrainte et doivent être gérées efficacement pour que les institutions bancaires améliorent leur retour sur capitaux propres. D'abord, les banques devront développer une capacité renforcée de mesure quotidienne du capital et des liquidités par les unités opérationnelles. Elles peuvent également envisager de recourir à des prestataires extérieurs pour mesurer et gérer l'adéquation des fonds propres. Ensuite, les établissements bancaires devront intégrer des mesures de liquidité dans leurs plans stratégiques et leurs approches de gestion. La gestion du

capital et des liquidités est devenue un élément important de prise de décisions stratégiques relatives aux offres de produits, et de la gestion de la concurrence.

La technologie permet aux acteurs des services financiers non bancaires d'innover au-delà de la contrainte des systèmes actuels pour améliorer l'accès, offrir des services continus et satisfaire la clientèle. L'avenir des banques dépasse le simple cadre d'entreprises à but lucratif ; il s'agira pour elles de permettre à une population plus large d'utiliser les services bancaires, d'établir de manière proactive des relations avec les clients et d'améliorer le confort des services bancaires tout en gérant efficacement les coûts et les risques. Leur réussite sera principalement mesurée par l'efficacité dans leur transition d'une structure physique avec des processus complexes, des coûts réglementaires élevés et des produits peu attrayants, au mode d'exploitation actuel des entreprises de Fintech.

## CONTEXTE ACTUEL

- Coûts élevés des services bancaires
- Accès limité aux sociétés développées
- Modèles opérationnels complexes

## NOUVELLES TENDANCES

- Transition pour opérer comme des entreprises de consommation avec plusieurs points d'accès.
- Mettre l'accent sur les opérations de base et sous-traiter les autres.
- Envisager les risques stratégiques pour s'en prémunir.

## L'AVENIR DES INSTITUTIONS NON BANCAIRES

Par définition, une institution financière non bancaire n'a pas d'agrément bancaire plein et entier et ne peut donc accepter de dépôts. Toutefois, elle facilite effectivement des services financiers alternatifs tels que l'investissement, les micro-prêts, l'assurance, le courtage et les paiements. Même si elle fournit des services qui ne sont pas nécessairement adaptés pour les banques, elle se spécialise dans des niches où elle peut concurrencer fortement les banques traditionnelles. Selon l'étude d'Oracle sur la demande numérique au niveau des banques de détail portant sur 5200 consommateurs de 13 pays, plus de 40 % des personnes interrogées pensent que les institutions non bancaires peuvent mieux les accompagner dans la gestion de leur argent personnel et de leurs besoins de placements.<sup>49</sup>

### GESTION DES INVESTISSEMENTS

Le secteur de la gestion des investissements change constamment. Sous la pression des coûts élevés pratiqués par les grandes sociétés de gestion d'actifs, les investisseurs s'orientent vers des fonds à faible coût qui reproduisent les rendements générés par les indices boursiers de référence. Ceci marque le début de la transition vers l'investissement passif. Cette tendance poussera les grandes sociétés de gestion d'actifs à revoir leurs honoraires à la baisse, entraînant ainsi une consolidation à grande échelle et des suppressions d'emplois. Dans les 5 prochaines années, 1 entreprise de gestion d'actifs sur 3 disparaîtra pour cause de cessation d'activité ou de consolidation.<sup>50</sup> Pour demeurer compétitives et obtenir des marges plus élevées, les sociétés de gestion d'investissements sont en train de développer leurs capacités en matière de nouvelles technologies telles que l'IA, tout en élargissant leur couverture géographique. Au cours des prochaines années, elles se focaliseront principalement sur les activités suivantes :

**1. L'intégration des investissements alternatifs:** dans l'avenir, les sociétés de gestion d'actifs utiliseront la technologie pour créer des solutions intégrant les investissements alternatifs dans les portefeuilles des différentes catégories de clients. Les plates-formes

*«Un tiers du secteur de la gestion d'actifs pourrait disparaître au cours des cinq prochaines années, la pression croissante sur les frais et la hausse des coûts incitant à davantage de fermetures et de consolidations.»*

*-Martin Flanagan, DG d'Invesco, mars 2019*

d'investissement accompagnées de conseils en la matière et de contrôles des risques peuvent devenir importantes et permettre l'accès à des instruments d'investissement alternatifs.

- 2. La création de nouveaux produits:** les gestionnaires d'investissement vont créer de nouveaux produits axés sur la durabilité, la volatilité du marché et les macro-tendances émergentes. Certaines entreprises lancent des fonds indiciaires cotés dans le but de limiter les risques de marché dans un environnement incertain.<sup>51</sup>
- 3. L'efficacité opérationnelle:** la baisse de rentabilité des sociétés de gestion d'actifs a obligé les entreprises à prendre certaines mesures comme **l'externalisation des fonctions d'interface directe avec les clients et l'augmentation des dépenses dans les technologies, afin de garantir leur compétitivité.** La transformation opérationnelle augmente souvent les exigences de rigueur dans le processus de gestion des risques.
- 4. L'amélioration de l'expérience client:** les sociétés de gestion d'investissements considèrent l'expansion géographique comme un élément clé pour une croissance rentable. L'Asie qui compte le plus grand nombre de milléniaux (62%) et la plus forte population active dans le monde, est une cible à cet égard. En Chine, les opportunités de financement public sont estimées à plus de 2 600 milliards de dollars des États-Unis en 2020.<sup>52</sup>
- 5. L'élargissement de la couverture géographique:** les sociétés de gestion d'investissements considèrent l'expansion géographique comme un élément clé pour une croissance rentable. L'Asie qui compte le plus grand

nombre de milléniaux (62%) et la plus forte population active dans le monde, est une cible à cet égard. En Chine, les opportunités de financement public sont estimées à plus de 2 600 milliards de dollars des États-Unis en 2020.<sup>53</sup>

## PRÊTS ALTERNATIFS

Les prêteurs alternatifs adossés à la technologie sont de plus en plus présents dans le secteur, ce qui met la pression sur les institutions financières traditionnelles pour une numérisation de leurs offres. Selon les prévisions, le volume des prêts alternatifs devrait quadrupler, passant de 30 milliards de dollars des États-Unis en 2018 à plus de 137 milliards en 2023. Les institutions du secteur bancaire parallèle accordent des prêts alternatifs à des emprunteurs non qualifiés, avec des processus de souscription plus précis favorisant des retours sur investissement plus élevés pour les créanciers. Les prêts alternatifs continueront de gagner du terrain du fait de la courte durée des délais d'approbation, de la facilité d'accès et des taux plus faibles. D'ici 2023, la valeur d'acquisition des prêts via les plateformes de prêts alternatifs avoisinera 588 milliards de dollars des États-Unis par an, soit 41 % du financement mondial des petites et moyennes entreprises (PME).<sup>54</sup> Dans l'avenir, elles vont commencer à utiliser des crypto-garanties pour résoudre la question des clients en défaut de paiement.

## MICROFINANCE

Le microcrédit est passé d'un service niche au Bangladesh à une importante source de financement mondial pour les pauvres, surtout dans les pays en développement. Environ 200 millions de personnes bénéficient de l'appui des institutions de microfinance. Ces institutions sont en majorité réglementées par les gouvernements et constituent non seulement des lieux d'épargne sûrs pour les pauvres, mais elles offrent également le capital requis pour les petits projets. La technologie n'a pas épargné les institutions de microfinance non plus. Maintenant qu'elle est

**«La meilleure manière de régler le problème des personnes rejetées du système financier est de créer un nouveau système financier. Comme une banque Grameen. C'est une banque pour les pauvres et elle ne prête pas d'argent aux riches. La banque pour les riches ne prête pas d'argent aux pauvres. C'est une simple division. Deux systèmes.»**

**-Dr. Muhammad Yunus, lauréat du prix Nobel et fondateur de la Grameen Bank, octobre 2018**

sortie de l'enfance, l'industrie de la microfinance a du mal à s'adapter aux nouvelles technologies.<sup>55</sup>

Tandis que le monde tend vers un crédit basé sur l'algorithme, les institutions de microfinance ne s'en tiennent qu'à leurs méthodes de souscription traditionnelles, qu'il s'agisse des garanties de groupe ou de l'évaluation de la capacité de remboursement personnelle. Ces méthodes très personnalisées donnent souvent lieu à des taux de remboursement plus élevés. Non seulement la méthodologie anticipe la capacité de remboursement du client, mais elle renforce sa motivation à rembourser, avec la pression des pairs, les contacts personnels et la promesse d'un accès continu au crédit. Les institutions de microfinance ont débuté par le crédit en tant que produit distinct, mais de plus en plus les paiements numériques deviennent la porte d'accès au crédit en raison des données que les paiements génèrent, et ceci représente un gigantesque avantage potentiel pour l'entrée des grandes plateformes de paiement dans la sphère du microcrédit, concurrençant ainsi les institutions de microfinance.<sup>56</sup>

Une transformation numérique s'avère indispensable pour que les IMF fassent de ces défis des opportunités. Les organisations se doivent de créer des outils numériques pour les chargés de prêt, de faire des outils de notation de crédit une partie intégrante du processus de souscription, et de passer aux décaissements et remboursements numériques des prêts. Cette transformation devra

nécessiter une reconversion professionnelle ainsi que le recrutement de personnel qualifié, ce qui devra être convenu plus ouvertement au sein du secteur. De l'expertise en matière d'analyse et la technologie seront nécessaires pour orienter cette transformation du secteur de la microfinance.

#### CONTEXTE ACTUEL

- Coût élevé de la gestion des investissements
- Croissance accélérée du prêt alternatif
- Adoption de la technologie – un défi pour les institutions de microfinance

#### NOUVELLES TENDANCES

- Constitution de fonds passifs
- Intégration de l'industrie de gestion des actifs dans le but de réduire les coûts
- Partenariat entre la microfinance et les fintechs pour créer des outils de notation du crédit permettant de souscrire et développer le crédit à faible coût

## L'AVENIR DES INSTITUTIONS DE FINANCEMENT SOCIAL

Toute économie subit l'influence de la structure sociale. Elle y opère selon divers liens immatériels, comme la culture ou les rituels. Cette structure est fortement façonnée par la nature des interactions et la facilité d'interconnexion, mais aussi par les moyens financiers d'interaction. Ces derniers contribuent à constituer le capital social des agents économiques qui peut produire un effet aussi bien positif que négatif. L'un des exemples les plus révélateurs en est le modèle d'engagement des masses axé sur des plateformes, qu'il s'agisse de partage de connaissances, comme Wikipédia, ou de financement participatif pour canaliser le financement vers des causes sociales. La finance sociale est ainsi définie comme le moyen financier de mobiliser le capital social.

La dernière décennie fut celle de l'évolution du financement social. Plusieurs institutions financières ont mis au point des techniques et outils pour établir des partenariats avec les secteurs bénévoles, publics et sociaux afin d'améliorer les conditions de vie des populations. Les institutions de financement social se penchent là où le système a échoué, là où les coûts de l'échec sont élevés et là où il y a un besoin de changement. L'objectif est d'apporter le changement nécessaire pour améliorer les conditions de vie des populations. Les entreprises sociales constituent une force de plus en plus importante qui soutient et fournit des services publics de qualité et apporte des changements sociaux.

### INVESTISSEMENTS TENANT COMPTE DE L'ENVIRONNEMENT SOCIAL

contrairement à l'opinion de longue date selon laquelle les retours sur investissements sociaux devraient être financés par la philanthropie et les retours sur investissements financiers par les investisseurs traditionnels, la manière de penser est actuellement en train d'évoluer, et les objectifs non financiers sont aussi importants pour les investisseurs que les rendements financiers. Les investisseurs ciblent explicitement les investissements qui apportent également des changements positifs pour la société ou l'environnement, notamment ceux qui tiennent compte de l'environnement, du

**«Les ODD changent la donne car ils ont été définis en tenant compte des investisseurs privés. Désormais, les particuliers peuvent orienter leurs investissements en dollars pour rejoindre le mouvement visant à exploiter des trillions de dollars de capitaux pour la création d'un avenir plus durable pour nous tous.»**

**-Jackie VanderBrug, Responsable de la stratégie d'investissement durable et d'impact chez Bank of America, mai 2019**

social et de la gouvernance par le biais des investissements (ESG), des ISR et des investissements à impact. L'ESG examine les pratiques environnementales, sociales et la gouvernance, parallèlement aux mesures financières plus traditionnelles. L'investissement socialement responsable implique l'ajout ou le retrait actif d'investissements basés sur des directives éthiques spécifiques. L'investissement à impact vise à maximiser l'impact sur la société, avec un impact quantifiable et une portée sociétale.

Les ODD ont été principalement élaborés pour exploiter le potentiel des investisseurs privés. La réalisation des ODD nécessitera un investissement de 5000 à 7000 milliards de dollars des États-Unis, un objectif que les financements publics et le financement du développement traditionnel à eux seuls ne pourraient pas atteindre. Avec l'essor de l'investissement social, les investisseurs privés à la recherche de rendements plus élevés peuvent investir dans des industries et des technologies développant de nouveaux produits conformes aux ODD. Dans une étude menée par la Bank of America, 88 % des personnes interrogées ont déclaré qu'elles seraient prêtes à choisir des investissements conformes aux ODD.<sup>57</sup>

- Selon Giving USA, le volume global des dons caritatifs estimés aux États-Unis en 2018 était de 427,71 milliards \$EU.
- Plus de 2 250 gestionnaires de fonds, qui supervisent collectivement 80 000 milliards \$EU d'actifs, ont signé les Principes pour l'investissement responsable, encouragés par les Nations unies.

Selon l'Alliance mondiale pour l'investissement durable, les investissements ESG ont atteint plus de 30 000 milliards de dollars des États-Unis en 2018. Ils devraient se chiffrer à plus de 50 000 milliards dans les deux prochaines décennies.<sup>58</sup> Depuis 2007, date à laquelle les premières obligations vertes ont été émises par la Banque mondiale et la Banque européenne d'investissement pour aider à financer les solutions aux changements climatiques, ce marché s'est développé pour atteindre un total de 521 milliards de dollars des États-Unis.<sup>59</sup> Le marché des obligations vertes devrait atteindre 1000 milliards de dollars dans les années à venir.

La France a été le premier pays à exiger des investisseurs institutionnels un compte rendu sur la manière dont ils tiennent compte des facteurs environnementaux. Les autorités de contrôle devraient proposer un plus grand nombre de règles dans ce sens. Cette réglementation donnerait mandat aux investisseurs et aux institutions financières d'intégrer des conditions de durabilité dans leurs décisions d'investissement et leurs activités par le biais des normes d'obligations vertes.<sup>60</sup>

## PHILANTHROPIE ET DONS

La philanthropie centrée sur les donateurs a beaucoup contribué au regain de popularité des plateformes de financement participatif qui permettent aux donateurs d'avoir un contrôle total sur les personnes qui jouissent de leur appui et sur la façon dont elles dépensent leurs fonds. Un sentiment similaire est à la base de l'essor des Fonds orientés par les donateurs, qui permettent à ces derniers de planifier leurs actions philanthropiques. La contribution des philanthropes à ces fonds a augmenté de 36 % depuis 2013 pour atteindre 37,1 milliards de dollars des États-Unis en 2018.<sup>61</sup>

## PHILANTHROPIE ISLAMIQUE

La tradition de la zakat et de la sadaqah, formes d'aumône, peut révolutionner considérablement le bien-être de ceux qui vivent dans la pauvreté et permettre aux défavorisés de se prendre en charge. Les fonds zakat et sadaqah encouragent les riches à réinvestir dans la communauté pour soutenir les nécessiteux. Aujourd'hui, la zakat est devenue un phénomène d'importance mondiale et pas seulement dans les pays majoritairement musulmans. Elle repose sur les

principes fondamentaux de l'islam et se situe en droite ligne de plusieurs objectifs de développement durable (ODD), dont l'ODD 1 (pas de pauvreté), l'ODD 2 (faim « zéro ») et l'ODD 10 (inégalités réduites), entre autres. La collaboration avec les donateurs et les administrateurs de zakat reflète l'esprit de partenariat qui doit animer la réalisation des objectifs (ODD 17). Le Programme des Nations unies pour le développement a noué avec BAZNAS, organisme national de collecte de zakat en Indonésie, un partenariat pour réunir des fonds et accorder des subventions pour la mise en œuvre de projets.<sup>62</sup> Le problème avec les fonds zakat, c'est de pouvoir les mobiliser et d'en faire un usage rationnel. Les exigences de l'avenir sont telles qu'il faudra passer au numérique pour améliorer la collecte et la distribution de la zakat et la sadaqah, et ainsi faciliter l'accès à ces fonds pour libérer le potentiel réel de la philanthropie islamique.

Parmi les autres formes d'actes de charité musulmane, le waqf est l'un des instruments les plus sous-exploités. Selon la charia, il crée et préserve des actifs à long terme qui génèrent des flux de revenus ou concourent indirectement au processus de production et de création de richesses. La mise en valeur des biens waqf se heurte à divers problèmes, notamment en termes de gestion, d'administration et de financement. En particulier, l'insuffisance de sources de financement et le manque de capitaux sont un frein important à leur développement. Le rôle que jouent les biens waqf s'est réduit, au point qu'ils se trouvent aujourd'hui dans un état d'oisiveté, d'abandon et d'improductivité.

Plusieurs pays islamiques sont prêts à investir dans les biens waqf et à les relancer pour réaliser le plein potentiel des investissements.<sup>63</sup> Le lancement des liquidités et des actions waqf est considéré comme l'instrument de financement durable parfait offert par l'islam pour promouvoir les dépenses publiques par le peuple et pour le peuple.<sup>64</sup> Au vu du potentiel et de la flexibilité qu'offrent les liquidités waqf, les gouvernements et les entreprises devraient jouer un rôle central dans l'instauration de conditions équitables pour le développement de ces instruments.

Les problèmes de mauvaise gestion de fonds, de liquidité et de transparence seront résolus grâce à l'application de solutions de chaîne de blocs pour la collecte de fonds et l'administration. Pour les administrateurs et les spécialistes de la finance islamique, c'est la voie à suivre pour rétablir la fonctionnalité d'un fonds waqf. La chaîne de bloc devrait être utilement porteuse d'efficacité, de transparence, d'inaltérabilité et de sécurité. Finterra, institution de financement sociale utilisant les chaînes de bloc, a mis au point une interface pour le waqf qui intègre contributions, financements et investissements. Les jetons peuvent être utilisés pour le financement participatif du développement des actifs. L'utilisation de la chaîne de bloc devrait favoriser l'élaboration de propositions de projets de valorisation et de restauration des biens, qui constituera l'axe essentiel du développement des waqf dans l'avenir.

## CONTEXTE ACTUEL

- Les investisseurs reconnaissent l'importance des investissements sociaux
- Problèmes de mobilité et de liquidité des fonds zakat
- Lancement des liquidités et actions waqf pour mobiliser les dons

## NOUVELLES TENDANCES

- Les investissements alignés sur les ODD attireront les investisseurs privés en raison de leurs rendements élevés
- Adoption de technologies visant à améliorer la collecte et le décaissement des fonds
- Mise en place d'un système de chaîne de bloc pour promouvoir l'efficacité des fonds waqf

## L'AVENIR DES PLATEFORMES DE FINANCEMENT

Après la crise financière, les taux d'approbation des prêts bancaires traditionnels, en particulier les petits prêts, sont restés faibles. Les banques cherchaient à accorder des prêts plus importants et plus rentables aux entreprises, et étaient généralement plus exigeantes lorsqu'il s'agissait d'approuver des prêts inférieurs à 250 000 dollars des États-Unis. Le contexte de mobilisation de capitaux n'était pas favorable aux PME qui avaient souvent besoin d'argent pour financer leurs besoins en fonds de roulement. Selon les données du Forum sur le financement des PME, il existait en 2018 un déficit de financement de 5 000 milliards de dollars des États-Unis entre les besoins de financement des PME et le financement institutionnel à leur disposition. Cette situation a favorisé l'émergence de sociétés de financement alternatives et de prêteurs en ligne, qui sont venus combler le vide créé par les institutions de prêt traditionnelles.

### PLATEFORMES DE FINANCEMENT PARTICIPATIF

Le financement participatif a pris de l'ampleur dans plusieurs économies développées, notamment en Australie, au Royaume-Uni, aux Pays-Bas, en Italie et aux États-Unis, et suscite désormais un intérêt considérable dans les pays en développement. Selon la Banque mondiale, le financement participatif est devenu une industrie mondiale de plusieurs milliards de dollars. Le marché mondial du financement participatif évalué à 13,93 milliards de dollars des États-Unis en 2019, devrait atteindre 39,79 milliards en 2026.<sup>65</sup> La Chine est la région du monde où le financement participatif est le plus développé avec 37 % du marché mondial en 2018, contre 18 % et 33 % respectivement pour l'Europe et les États-Unis. Les plateformes de financement participatif aident à lever des fonds sous forme de dette et de capitaux propres, et sont principalement utilisées par les PME pour la plus-value en capital.<sup>66</sup>

Dans les prochaines années, avec une approche positive au financement participatif, un changement rapide pourrait intervenir par rapport à la nature fermée et privée de l'investissement dans les petites entreprises et les start-

ups. Au vu de son taux de croissance et de son émergence dans les pays en développement et les pays développés, le phénomène du financement participatif peut devenir un outil d'investissement dans les écosystèmes d'innovation de la plupart des pays. Dans le monde entier, les gouvernements et les experts en politiques réfléchissent à l'impact possible du financement participatif et s'emploient à élaborer de nouvelles réglementations, à promouvoir l'utilisation des nouvelles technologies et à donner aux entrepreneurs suffisamment d'informations pour leur permettre de déterminer si le financement participatif est un outil de financement ou d'investissement viable pour leurs entreprises.

### FINANCEMENT PARTICIPATIF POUR DES CAUSES SOCIALES

Avec 70 % des fonds collectés destinés à des financements d'intérêt public, l'un des aspects les plus importants du financement participatif est qu'il permet d'investir dans des services transversaux. Le financement participatif clairvoyant est en train de modifier la façon dont le travail philanthropique est effectué. De grandes entreprises comme Apple et P&G collaborent avec le public en utilisant des plateformes de financement participatif et font parfois office d'incubateur pour l'entrepreneuriat social.

### FINANCEMENT PARTICIPATIF SOUS FORME DE CAPITAL

L'écosystème du financement participatif est en train de passer d'un modèle axé sur les dons à une stratégie commerciale viable. En 2016, la « Securities and Exchange Commission » a légalisé le financement participatif, permettant ainsi aux plateformes de s'inscrire auprès de la « Financial Industry Regulatory Authority » en tant que portails de financement offrant des opportunités d'actions aux petits investisseurs. Le financement participatif devrait connaître une croissance rapide avec un taux de 32,5 % entre 2018 et 2023.<sup>67</sup> Selon les experts en investissement dans les start-ups, cette évolution du financement participatif a le potentiel pour devenir l'avenir de l'investissement dans les start-ups.

### CONTEXTE ACTUEL

- Manque de confiance dans les plateformes de financement participatif

### NOUVELLES TENDANCES

- Le financement participatif sera utilisé pour l'habitat et les infrastructures
- Les projets de financement participatif s'appuieront sur les offres initiales de jetons pour lever de fonds

de jetons d'investissement apparaîtront comme la voie à suivre en matière de financement participatif et de prêts P2P, dans la mesure où elles garantissent aux investisseurs gouvernance et protection. En outre, les politiques de crédit plus strictes appliquées par les banques et les institutions financières traditionnelles devraient favoriser la croissance du marché de ces plateformes auprès des PME.

## PRÊTS ENTRE PARTICULIERS

Les exigences strictes de contrôle et le manque d'attrait des prêts bancaires favorisent aussi la croissance des prêts entre particuliers (P2P). La croissance du marché de ces prêts est stimulée par les besoins de crédit des PME, ce à quoi s'ajoute le fait que le public est aujourd'hui mieux informé des taux d'intérêt plus bas et de la transparence plus grande qu'offrent les plateformes de prêt comparativement aux institutions financières. Le marché devrait enregistrer un taux de croissance annuel de 5,6 % au cours de la période 2019-2025.<sup>68</sup> pour atteindre 370 milliards de dollars des États-Unis en 2025. Dans le champ d'application des prêts P2P, le financement des transactions immobilières devrait augmenter à un taux rapide de 14,7 % au cours de la même période. Les projets immobiliers nécessitent souvent des investissements importants, ce qui rend difficile l'obtention de prêts auprès des institutions financières et pousse par là même les promoteurs à opter pour les plateformes de prêts P2P.

L'avenir des plateformes de financement participatif et de prêts P2P passe par l'utilisation de mécanismes des chaînes de bloc qui les rendront transparentes et fiables, tant pour les prêteurs que pour les emprunteurs. Les offres

### CONTEXTE ACTUEL

- Faible accès au crédit pour les propriétaires de petites entreprises
- Processus d'approbation du capital plus long et inefficace

### NOUVELLES TENDANCES

- Légaliser le financement participatif des capitaux propres
- Les offres de jetons d'investissement rendront les plateformes transparentes pour les prêteurs et les emprunteurs



**Lancer sa petite entreprise grâce à la microfinance**

L'autonomisation de cette jeune femme lui a permis d'ouvrir un atelier de confection de vêtements traditionnels au Nigéria

# 1.3

## TENDANCES MONDIALES ET LEURS INCIDENCES SUR LE SECTEUR FINANCIER

### *L'avenir des produits financiers*

#### FINANCEMENT SUR FONDS PROPRES

##### BAISSE DES ACTIVITÉS D'INTRODUCTION EN BOURSE

Alors que les marchés ont connu une croissance, les activités d'introduction en bourse (Initial Public Offering (IPO)) se sont ralenties. Peu d'entreprises font coter leurs actions en bourse. En 2019, 845 sociétés sont entrées en bourse dans le monde, soit une baisse de 25% par rapport à l'année précédente. La baisse la plus importante a été observée en Europe, avec un chiffre de 40%, contre 23%<sup>69</sup> aux États-Unis. Parmi les principaux facteurs qui rendent parfois l'introduction en bourse peu attrayante, on peut citer le fardeau réglementaire et les exigences d'inscription, le coût élevé des cotations, les niveaux élevés de volatilité et la rigueur renforcée des normes de gouvernance institutionnelle. Certes, la crainte des lenteurs administratives et les coûts induits sont des facteurs importants, mais la facilité d'accès aux capitaux privés bon marché stimule également la baisse de l'attrait des introductions en bourse. Malgré tout, les introductions en bourse sont le moyen le plus naturel pour les entreprises prospères de lever des capitaux. L'année 2020 a été marquée par une vague d'introductions en bourse dans le secteur des technologies.<sup>70,71</sup> Pour l'avenir, des efforts sont déployés pour modifier la réglementation relative à la cotation directe afin de permettre aux entreprises de mobiliser de nouveaux capitaux en vendant des actions pour leur propre compte. Cette nouvelle réglementation vise à réduire le coût d'une introduction en bourse et encouragera finalement un plus grand nombre d'entreprises à s'introduire en bourse.<sup>72</sup>

##### CONTEXTE ACTUEL

- Le coût élevé de la cotation et la gouvernance institutionnelle rendent le marché des introductions en bourse peu attrayant
- Croissance du capital privé

##### NOUVELLES TENDANCES

- Introduire une réglementation relative aux procédures de cotation directe

#### INSTRUMENTS À REVENU FIXE

Les marchés des titres à revenu fixe subissent des changements structurels importants depuis la crise financière de 2008. Ces changements sismiques obligent les investisseurs à s'adapter à un nouveau paradigme de marché qui remettra en question la façon dont ils négocient les titres à revenu fixe et les types de produits qu'ils utilisent pour constituer des portefeuilles d'obligations et gérer les risques. Les nouvelles tendances dans le domaine des titres à revenu fixe auront trois principales incidences, à savoir :

##### 1. Modification de la structure du marché

Le processus d'investissement habituel sur les marchés des titres à revenu fixe, de l'idée à l'exécution de transactions, est encore très inefficace, d'où la nécessité d'une modification de structure pour rendre les marchés obligataires plus modernes et plus interconnectés. À ce jour, la plupart des transactions se fait encore par téléphone et le processus de règlement prend le plus souvent plusieurs jours. Cependant, le marché traditionnel des titres à revenu fixe fondé sur le remboursement du principal se transforme désormais en un marché hybride (marché principal et marché d'agence). Les technologies numériques, notamment l'automatisation des processus, l'analytique avancée, la chaîne de bloc et les contrats intelligents, amélioreront à l'avenir les flux d'informations et faciliteront l'automatisation du traitement des transactions. Grâce à un environnement réglementaire approprié et à une véritable transparence, ces technologies pourraient également aider les autorités de contrôle à améliorer les échanges sur les marchés secondaires, ce qui, avec le temps, devrait contribuer à réduire les coûts de transaction.

##### 2. Modèle de liquidité efficace

La liquidité des marchés des titres à revenu fixe doit également être revue. Les courtiers en obligations traditionnels ont été amenés à repenser fondamentalement leurs modèles économiques quant à la meilleure façon d'accéder à la liquidité pour tous les produits et toutes les catégories d'actifs, en utilisant

un ensemble plus large et plus robuste de mesures de liquidité et de vecteurs d'exposition. À l'avenir, la liquidité et l'environnement réglementaire seront interconnectés. Selon l'évolution du paysage politique dans le temps, des goulots d'étranglement réglementaires peuvent subsister, mais, de manière générale, les tendances à l'amélioration de la normalisation et de la transparence des produits devraient se poursuivre. Au total, la liquidité devrait se stabiliser pour les obligations individuelles au comptant. Les instruments fondés sur des règles et assortis de références de marché (produits dérivés et fonds indiciaires négociés en bourses) enregistreront les plus gros volumes de transactions lorsque les investisseurs découvriront que ces instruments peuvent leur assurer liquidité et diversification.

### 3. Produits indiciaires

Les produits indiciaires revêtiront une importance capitale dans toute construction de portefeuille et dans toute démarche de gestion des risques. Aujourd'hui, en raison de l'évolution de la structure du marché, la construction de portefeuilles à revenu fixe uniquement avec des titres individuels peut coûter de plus en plus cher et être moins efficace. La demande en produits à revenu fixe transparents, standardisés et groupés a augmenté parmi les produits indiciaires. Cette situation a conduit les investisseurs qui construisent des portefeuilles de titres à revenu fixe à assumer davantage les risques indiciaires ou les risques reposant sur un panier d'indices. À l'avenir, l'offre d'instruments indiciaires à revenu fixe devrait être beaucoup plus raffinée et granulaire, allant d'indices larges à des sous-indices constitutifs. Cette évolution permettra aux investisseurs d'accéder à des titres à revenu fixe très ciblés par secteur, industrie, taille et qualité.

## SOUKOUK

Sous l'effet de l'expansion rapide des catégories d'actifs, un nombre croissant d'investisseurs dans des produits à

revenu fixe se tournent vers les obligations thématiques, les obligations vertes, les obligations de transition et les soukous ou obligations conformes aux principes de la charia. Avec une croissance annuelle d'environ 24 % ces 15 dernières années, le marché des soukous a gagné du terrain bien plus rapidement que celui plus large de la finance islamique. Même si les projections sont faites à partir d'un taux de croissance plus faible d'environ 15 % par an, le marché mondial des soukous devrait atteindre 2 700 milliards de dollars des États-Unis d'ici 2030. Les soukous intéressent particulièrement les investisseurs qui souhaitent diversifier leur portefeuille en cherchant des risques dans une catégorie d'actifs différente. Pour les soukous, les produits de placements à revenu fixe sont versés aux investisseurs à des intervalles réguliers prédéfinis, ce qui leur garantit un flux de trésorerie régulier. Parallèlement, des pays comme le Nigeria, le Pakistan, la Turquie, l'Indonésie et Hong Kong sont en train de devenir rapidement des émetteurs de soukous majeurs, ce qui montre la popularité de cette catégorie d'actifs, avec une diversification croissante des risques du portefeuille.<sup>73</sup> À terme, les investisseurs vont affecter des capitaux de plus en plus importants aux soukous verts. Les obligations vertes et les obligations de transition n'étant encore qu'à leurs débuts, il n'existe pas encore de réglementation par rapport aux engagements que doivent respecter les entreprises pour y être éligibles.

L'avenir des marchés de titres à revenu fixe verra s'accroître ces quatre tendances, notamment avec le renforcement de la transparence, l'adoption d'instruments et de négociations normalisés, la modernisation des mécanismes d'investissement (produits dérivés fondés sur des règles, obligations vertes et fonds indiciaires négociés en bourse qui reproduisent les indices de référence de marché) et la modernisation des transactions par l'adoption de technologies. En conséquence, il faudra une approche plus complexe et un ensemble plus robuste d'outils pour relever les défis de longue date des marchés obligataires.<sup>74,75,76</sup>

### CONTEXTE ACTUEL

- Inefficacité de l'exécution des transactions et de la liquidité
- Les soukous attirent les investisseurs institutionnels et non institutionnels des communautés musulmanes et non musulmanes

### NOUVELLES TENDANCES

- L'automatisation des processus améliorera la circulation de l'information
- Réglementation sur les obligations vertes et les soukous

## FINANCEMENT DE L'IMMOBILIER

L'immobilier est une catégorie d'actifs favorable en croissance rapide, principalement grâce à des facteurs de stabilité, de revenu passif continu et d'appréciation de la valeur des actifs. Ces dernières années, les investisseurs se sont retirés des fonds spéculatifs et des marchés publics pour se tourner vers l'immobilier.<sup>77</sup> Malgré l'incertitude qui règne au sujet d'une éventuelle correction du marché, la collecte de fonds immobiliers privés a enregistré une croissance significative ces dix dernières années. Au niveau mondial, le financement privé a augmenté à un taux de croissance annuel moyen de 10 %, passant de 58 milliards de dollars des États-Unis en 2010, à 124 milliards en 2018.<sup>78</sup> Les investisseurs privilégient les investissements immobiliers privés par rapport aux investissements publics parce qu'ils ne retiennent pas les contraintes de transparence et de divulgation publiques. Les investissements privés comportent peu d'étapes d'approbation ou de procédures

bureaucratiques et permettent donc aux investisseurs de conclure des transactions plus rapidement.

Dans l'avenir, le secteur immobilier sera au centre d'une transformation économique et sociale rapide, qui va modifier le scénario d'investissement. L'immobilier constitue plus de 50 % des actifs mondiaux. Le logement est un besoin humain vital et le secteur de l'immobilier commercial fournit et gère les infrastructures nécessaires à l'épanouissement de l'esprit d'entreprise. L'évolution de la technologie et son impact sur les transactions monétaires auront un impact similaire sur la façon dont les transactions immobilières se font. L'un des plus grands changements dans le secteur de l'immobilier a été la migration vers le numérique, les formulaires et signatures numériques rendant les transactions plus rapides. Les institutions financières ont commencé à se faire concurrence avec l'introduction des options de prêt et de courtage en ligne. L'adoption d'un processus d'analyse de données et de vérification de l'identité pour les prêts hypothécaires pourrait améliorer la prise de décisions d'approbation de prêts, ce qui devrait entraîner une diminution des retards de paiement et des procédures de saisie, et pourrait accélérer la clôture des prêts.

### FONDS D'INVESTISSEMENT À CAPITAL FIXE

Alors que de nombreux investisseurs s'interrogent sur l'origine et le développement de leurs propres affaires, la croissance des fonds d'investissement à capital fixe devrait se poursuivre grâce aux investissements étrangers, en particulier en Chine. L'Amérique du Nord a été le marché dominant représentant plus de 60 % des fonds et capitaux levés dans le monde. Dans les marchés émergents, la poussée démographique, l'exode rural et l'expansion de la classe moyenne sont les principales raisons de la croissance du marché de l'immobilier.<sup>79</sup>

### ACQUISITION COLLECTIVE DE BIENS IMMOBILIERS

L'intégration de l'analyse de mégadonnées dans le processus d'approbation pourrait permettre à l'avenir d'acquérir des

biens immobiliers dans le cadre de l'économie de partage où plusieurs personnes peuvent s'associer pour acheter une propriété. Le gouvernement britannique a accordé aux personnes désireuses d'acheter un logement la possibilité de faire une avance sur la valeur et régler le solde sous forme de loyer, puis acheter ultérieurement des parts plus importantes. L'application d'une réglementation similaire dans les pays en développement et les pays les moins avancés, permettra d'y développer le secteur du logement, et ainsi stimuler indirectement l'économie. Des sociétés telles que « Share a Mortgage » offrent aux acheteurs le moyen d'accéder au marché de l'immobilier, en leur permettant de partager le coût d'un prêt hypothécaire avec des personnes de confiance, partageant les mêmes convictions. D'autres s'emploient à mettre au point des modèles d'entreprise visant à transformer l'immobilier d'un actif non liquide en un actif liquide. Des entreprises comme « Marketplace Homes » ont pour vocation de réduire les désagréments et les coûts liés à la vente de maison pour acquérir une nouvelle habitation. Outre le développement de l'immobilier résidentiel, il y a aussi celui de l'immobilier commercial partagé. Les sociétés qui possèdent ou louent des immeubles à usage de bureaux les divisent en unités plus petites qu'elles peuvent louer ou sous-louer à des entrepreneurs indépendants. Les entreprises sont intéressées par le système des espaces partagés en raison de la rentabilité liée au partage de certaines dépenses. Même les grandes entreprises privilégient parfois le partage d'espaces puisqu'il permet de réduire les coûts des baux à long terme.

## **TOKENISATION DES ACHATS DE BIENS IMMOBILIERS**

Les progrès technologiques et le développement des technologies des chaînes de blocs ont non seulement bouleversé les services financiers, mais également influé sur les investissements immobiliers.<sup>80</sup> Auparavant, les transactions - la valorisation d'actifs tels que les biens

immobiliers exclusivement par des canaux numériques, n'avaient jamais été la norme. Cependant, la chaîne de blocs (Blockchain) a ouvert la voie aux paiements numériques à forte valeur ajoutée. A l'avenir, l'introduction de contrats intelligents permettra de tokeniser et négocier des biens corporels tels que l'immobilier comme des cryptomonnaies. Les entreprises commerciales et professionnels de l'immobilier devraient reconnaître l'effet de transformation de la technologie des chaînes de blocs sur l'optimisation des ventes de biens immobiliers commerciaux et de détail, la rationalisation des paiements et l'amélioration de l'accès aux fonds immobiliers et aux opportunités d'investissement.

Les contrats intelligents de chaînes de blocs ont un rôle de premier plan à jouer dans l'avenir du financement de l'immobilier. Les jetons d'actifs immobiliers peuvent être programmés avec la logique que l'émetteur souhaite, notamment la garantie de la conformité des allocations et des transferts à des règles précises. La tokenisation réduit le coût et augmente la vitesse de création, d'émission et d'échange des actifs, ce qui permet d'améliorer l'accès aux investisseurs, la transparence, et potentiellement la liquidité et la répartition des risques.

### **CONTEXTE ACTUEL**

- Coûts trop élevés de l'immobilier
- Faible liquidité des investissements

### **NOUVELLES TENDANCES**

- Réglementation de l'immobilier résidentiel partagé
- Tokenisation des transactions immobilières pour améliorer la liquidité

## FINANCEMENT DES INFRASTRUCTURES

L'un des problèmes les plus pressants dans le monde est celui de l'insuffisance d'infrastructures. L'urbanisation et la migration vers les villes alimentent la demande en infrastructures. Les infrastructures représentent, à l'échelle mondiale, un important multiplicateur économique, car étant propres à assurer un rendement à long terme après l'achèvement du projet initial. L'une des principales priorités des responsables du développement mondial est de stimuler des investissements privés plus importants dans les infrastructures. Selon « Global Infrastructure Hub », il est prévu un déficit de 15 000 milliards de dollars des États-Unis entre le montant des investissements espérés et le montant nécessaire pour fournir des infrastructures mondiales adéquates d'ici 2040.<sup>81</sup> Étant donné l'accroissement constant des besoins de financement public pour les soins de santé, l'éducation et les pensions, il importe que les investisseurs privés interviennent pour combler le déficit de financement du développement des infrastructures.

### DÉFIS DE L'INVESTISSEMENT DANS LES INFRASTRUCTURES

La principale difficulté actuellement rencontrée pour amener les investisseurs privés à financer les projets d'infrastructure tient au fait que les gouvernements ont souvent été incapables de créer des projets en réserve prêts à accueillir des investissements, semant ainsi le doute dans l'esprit des investisseurs quant à la manière d'investir, au secteur à cibler et au moment opportun pour s'engager. En outre, les infrastructures sont l'un des secteurs présentant un faible degré de transformation numérique. Même les infrastructures modernes sont encore conçues, construites, exploitées et gérées de la même manière qu'avant. À l'échelle mondiale, le développement des infrastructures est à un stade critique, face à des problèmes tels que les restrictions budgétaires à l'échelle nationale et les menaces extérieures faisant suite aux changements climatiques et à l'instabilité politique.

### INVESTISSEMENTS PRIVÉS

Le développement de projets d'infrastructures urbaines nécessitera des approches innovantes et une collaboration entre les secteurs public et privé. Des modèles de mise en œuvre tels que la conception-construction et les partenariats

public-privé (PPP) favoriseront le développement durable, notamment avec la mise à contribution des principales parties prenantes dans les différentes phases du cycle de vie des projets. Les PPP jouent un rôle essentiel pour répondre aux besoins d'investissement dans les infrastructures. Toutefois, ils se heurtent souvent à l'opposition politique, au manque de transparence et à la résistance du public au contrôle privé. En outre, les PPP sont généralement réservés aux investisseurs institutionnels, ce qui crée des marchés de capitaux limités et réduit l'impact économique de l'investissement dans le secteur des infrastructures sur la communauté locale. Avec l'apparition du financement participatif pour mobiliser des fonds pour les projets, les PPP peuvent favoriser la création de mécanismes à vocation spéciale pour lever des capitaux propres auprès d'investisseurs individuels locaux, contribuant ainsi à accroître le soutien public et politique, à améliorer la transparence et à promouvoir les projets au service des communautés locales.

### INFRASTRUCTURES CONFORMES À LA CHARIA

Les pays membres de l'OCI sont à la traîne en termes de compétitivité eu égard aux routes, au chemin de fer, à l'électricité et aux infrastructures de manière générale, le manque de financements étant l'une des principales raisons de ce retard. Bien qu'ayant beaucoup progressé en termes d'actifs, la finance islamique a apporté une contribution relativement faible au secteur des infrastructures. Cet état de fait tient essentiellement aux complexités des structures juridiques, qui diffèrent selon les pays et les juridictions. Le transfert de la propriété d'un bien nécessite un grand volume de documents et peut avoir des implications sur le plan juridique et fiscal, en l'absence d'une réglementation conforme à la finance islamique sur le transfert de propriété dans le pays concerné. La volonté politique réelle, des politiques gouvernementales claires et le soutien actif des régulateurs pour corriger les lacunes dans la réglementation relative au transfert de propriété, permettront de promouvoir les PPP en matière d'infrastructures dans le contexte de la finance islamique.

Les modèles axés sur les chaînes de blocs permettront de trouver de nouvelles sources de financement et d'obtenir des engagements en faveur de l'environnement, par la création de

nouvelles plateformes de financement. Les systèmes de chaînes de blocs peuvent accroître la sensibilisation et améliorer l'accès aux infrastructures permettant les transactions. Les institutions de financement décentralisées pourraient permettre aux investisseurs d'intervenir directement dans des infrastructures durables, transformant ainsi des actifs non liquides en actifs numériques négociables. Un système de gestion des contrats d'infrastructure basé sur la chaîne de blocs peut aider à vérifier et à suivre la validité des contrats d'infrastructure. Le système de gestion des contrats peut être utilisé simultanément avec les systèmes informatiques pour vérifier à tout moment la validité et le respect des conditions, permettant ainsi de rationaliser les processus et de les rendre plus transparents.

Il est possible d'atteindre les objectifs de financement efficace des infrastructures en créant l'environnement réglementaire et opérationnel de deux manières : en nouant des partenariats avec des institutions privées et des investisseurs individuels par le biais de plateformes de financement participatif d'une part, et en mettant en place des systèmes informatiques permettant d'utiliser des systèmes décentralisés de gestion de contrats fondés sur les chaînes de blocs, afin d'améliorer la transparence et la fluidité des investissements d'autre part.

#### CONTEXTE ACTUEL

- Incapacité de créer des réserves de projets prêts à accueillir des investissements
- Problèmes liés à la corruption et l'absence de transparence

#### NOUVELLES TENDANCES

- Les PPP peuvent donner naissance à des structures ad hoc pour la mobilisation de fonds auprès d'investisseurs individuels
- L'application de modèles axés sur les chaînes de blocs peut améliorer la transparence et l'efficacité des projets

## MÉCANISMES DE GESTION DES RISQUES

La complexité des activités est l'un des principaux facteurs aggravant de l'exposition aux risques des entreprises. Les organisations redéfinissent leur approche en matière de gestion des risques afin de s'adapter au changement de l'environnement commercial et aux complexités ambiantes pour rester pertinentes et démontrer leur valeur. Elles ont commencé à utiliser les mécanismes de gestion des risques, non seulement dans un souci de conformité mais aussi pour créer de la valeur et assurer leur survie dans un environnement concurrentiel.

## TECHNOLOGIE ET GESTION DES RISQUES

Dans le contexte de la gestion des risques, deux aspects nouveaux liés à la technologie sont à prendre en compte. D'une part, celle-ci joue un rôle dans la transformation des entreprises pour leur permettre de passer de la conformité à la performance et d'adopter des pratiques de gestion des risques plus efficaces. L'autre aspect, pour les gestionnaires de risques est de considérer le paysage technologique en évolution rapide comme une source de risques importants. La gestion proactive des risques a conduit au renforcement du rôle de la fonction de Trésorerie dans les entreprises. Celle-ci ne se contente plus de se focaliser uniquement sur les questions de liquidité, mais joue un rôle plus stratégique pour l'organisation.

#### CONTEXTE ACTUEL

- Augmentation du coût total du risque pour les entreprises

#### NOUVELLES TENDANCES

- Focalisation sur les risques stratégiques au lieu de se limiter au risque de liquidité
- Suivi de la progression des fonds spéculatifs par les autorités de contrôle et mise en place de règles pour protéger les intérêts des investisseurs

## ASSURANCE

Comme d'autres services financiers, l'industrie de l'assurance est sur le point de connaître plusieurs changements dont les ruptures technologiques ne sont pas les plus importants. La concurrence acharnée, l'évolution des attentes des clients et la transition vers des modèles d'entreprise axés sur le service figurent parmi les principaux défis auxquels sont confrontées les compagnies d'assurance.

### TENDANCE VERS LE CHOIX D'AUTRES PRODUITS

Les sociétés d'assurance estiment que 62 % des consommateurs considèrent des produits autres que les produits d'assurance au moment de choisir un assureur et plus de 50 % des personnes interrogées pensent que l'évolution rapide des besoins et des attentes des clients sera le principal défi à relever à l'avenir. L'émergence de types d'assurance automobile avec facturation au kilomètre, des conseils automatisés, des contrats intelligents activés par les chaînes de blocs et de nouveaux produits tels que la cyber-assurance, sont autant d'indicateurs de changements sur l'ensemble de la chaîne de valeur. L'assurance est en train d'opérer une mue, en passant de l'offre de produits de protection contre des sinistres à une approche proactive, avec des services de prévention. Les entreprises ont commencé à proposer des produits tels que l'assistance routière et la cyber-éducation. Les assureurs se sont dotés de moyens techniques avec le développement de dispositifs et de capteurs IDO pour tenir les clients informés du potentiel de sinistres futurs.

Les assureurs investiront dans plusieurs technologies, dont le cloud, l'IDO et l'analyse avancée des données. Pour intégrer ces technologies, ils devront adopter une approche globale en associant l'ensemble de l'organisation et créer un modèle basé sur une plateforme qui pourra offrir aux clients une gamme de produits, sous leur propre marque et celles d'autres fournisseurs.

### TAKAFOUL ET MICROTAKAFOUL

Dans les pays musulmans où la pénétration de l'assurance conventionnelle est faible, le takafoul est considéré comme essentiel pour mieux faire connaître l'assurance. Toutefois,

le marché du takafoul est fragmenté, les capitaux étant ouvertement exposés aux insuffisances de la tarification et de la constitution de réserves, ce qui a entraîné un affaiblissement des structures. L'Indonésie et le Pakistan sont en train de développer le marché du takafoul par le biais d'acteurs privés établis, au lieu de nouvelles sociétés indépendantes. Bien que le takafoul enregistre des avancées, beaucoup reste à faire pour développer le microtakafoul qui permet à la société d'être financièrement indépendante. Le microtakafoul encourage les institutions financières à financer les pauvres et à contribuer ainsi à la réduction de la pauvreté. Le microtakafoul devrait connaître une croissance exponentielle dans les années à venir dans la plupart des pays musulmans et arabes, avec des taux de 20 à 25 %, surtout avec un environnement propice au développement du secteur, qui se caractérise par une population importante.

Dans un monde de plus en plus concurrentiel, où la technologie et la mondialisation jouent un rôle majeur dans la création de structures de risque complexes, le takafoul devra être intégré aux autres instruments financiers proposés dans le cadre de la finance islamique et pallier l'insuffisance des capacités des pans de la population à revenu inférieur et marginalisés à accéder à des services takafoul appropriés.

#### CONTEXTE ACTUEL

- Transformation en modèle d'entreprise axé sur le service
- Faible pénétration du takafoul

#### NOUVELLES TENDANCES

- Focalisation sur l'intégration des technologies prédictives et l'offre de produits autres que les produits d'assurance
- Règlementation favorisant le développement du takafoul

**Femmes pakistanaises  
confectionnant une couette**

La microfinance et le financement participatif offrent des opportunités d'emploi et de financement aux plus démunis



# 2

## SECTEUR FINANCIER: OÙ EN SOMMES-NOUS?

## **LE SECTEUR FINANCIER À UN TOURNANT HISTORIQUE**

**64**

## **LE SECTEUR DE LA FINANCIER DOIT CHANGER DE CAP**

**68**

Nécessité d'un nouveau baromètre

68

Réviser les institutions

71

Nécessité d'un nouveau modèle de croissance

72

## **LES PAYS MEMBRES DE LA BID SONT-ILS PRÊTS À FAIRE FACE À L'AVENIR ?**

**74**

Pays ayant un niveau de préparation plus élevé

76

Pays dans un état de préparation modéré

79

Pays dans un état de préparation faible

82

## 2.1

# LE SECTEUR FINANCIER À UN TOURNANT HISTORIQUE

La matérialisation des tendances futuristes présentées dans la première partie du présent rapport dépend des mesures prises actuellement pour faire face aux défis de taille qui interpellent le secteur financier. Cette partie du rapport donne un bref aperçu des principaux enjeux du développement d'un secteur financier viable.

Il est de plus en plus évident que les systèmes et les normes économiques mondiaux feront bientôt l'objet

d'un bilan critique. Le développement humain a été remarquable au cours des quelques derniers siècles, et les transformations technologiques et sociétales qui ont entraîné ce développement ont généralement permis d'améliorer le bien-être de milliards de personnes. Toutefois, il est désormais évident que l'ancien modèle économique présente des défauts importants et qu'à l'heure actuelle, le statu quo n'est tout simplement pas une option.

**Fig.21 : Décalage : difficultés du système financier à réaliser les objectifs souhaités**



Le développement économique et technologique a eu un coût terrible pour l'environnement. Nous sommes maintenant confrontés à une catastrophe climatique et environnementale. La vie de milliards de personnes est ou sera précaire en raison des phénomènes météorologiques extrêmes de plus en plus fréquents. En outre, à l'intérieur des pays et entre eux, l'inégalité des revenus et des richesses entre les nantis et les démunis s'accroît à un rythme effrayant. Dans de nombreux pays, la croissance économique se fait de plus en plus sans les emplois décents qu'elle est censée

apporter, alors que les fruits de cette prospérité économique apparente ne reviennent qu'à une poignée de personnes. Dans de nombreux pays, la chère classe moyenne a pratiquement disparu, laissant de nombreuses communautés dont la vie et les moyens de subsistance étaient centrés sur un travail décent et sûr, confrontées à une incertitude et une pauvreté croissante. Dans les pays développés et en développement, les communautés sont confrontées aux mêmes incertitudes, aux mêmes risques pour leurs moyens de subsistance, à la précarité et à la dégradation de l'environnement.

Le but de tout système économique est de maximiser le bien-être social en tant que fonction d'utilité sociale de tous les agents économiques. L'objectif d'un système économique efficace est de permettre aux sociétés d'atteindre un meilleur niveau de vie. Ainsi définies, les performances économiques et la prospérité seront comprises dans le sens le plus large possible. Les objectifs qui coïncident avec les principes de la charia sont d'assurer une vie décente et prospère à tous les êtres humains et de veiller à ce que chacun ait un niveau de bien-être minimum, garantissant ainsi tous les besoins fondamentaux de l'homme.

Une économie qui fonctionne bien doit pouvoir offrir :

- a. **Prospérité et croissance économique** : la prospérité doit être comprise dans son sens le plus large et doit être inclusive, ses dividendes revenant à tous. La croissance doit également être durable, sur le plan social et environnemental.
- b. **Stabilité** : le rôle d'un système économique est de favoriser la stabilité. Les économies réussies devraient réduire l'incertitude et permettre à chacun de jouir d'une certaine sécurité. La crise financière et les cycles économiques extrêmes qui caractérisent le monde d'aujourd'hui suscitent beaucoup d'angoisse et de crainte chez les ménages qui se voient rappeler qu'il suffirait d'un retard de remboursement pour qu'ils perdent leur maison ou leur travail.
- c. **Équité** : équité intra (égalité) et inter (durabilité) générationnelle. Le dernier critère d'une économie prospère est celui qui ne conduit pas à une concentration extrême de la richesse entre les mains d'une oligarchie, n'entraîne pas une inégalité extrême des revenus entre les chefs d'entreprise et les travailleurs, et ne favorise pas la prédation et

l'extraction de rente au détriment de la production. Souvent, les choix de politique économique sont énoncés comme un choix entre l'efficacité et l'égalité. Cependant, ce précepte ne résiste pas à l'examen. Il est de plus en plus évident que l'inégalité est en fait préjudiciable à la croissance, selon la recherche universitaire et les résultats de recherche du FMI et de l'OCDE. Les choix économiques, l'efficacité et l'égalité s'inscrivent dans un cadre de différentes approches philosophiques du bien-être et de la justice sociale, ce qui conduit à des définitions différentes de la fonction d'utilité sociale et à des objectifs différents en matière de politique et de système économiques.

Le rôle du gouvernement et des marchés est primordial dans le développement d'un système économique performant. Les actions politiques d'un gouvernement se déroulent dans les domaines monétaire, fiscal et institutionnel (statutaire, juridique et réglementaire). En utilisant ces leviers, l'objectif d'un gouvernement est d'optimiser les performances économiques en s'attaquant aux défaillances du marché et aux externalités, en fournissant des biens publics, en apportant certitude et protection par le biais de lois et de réglementations et en redistribuant les revenus pour obtenir des résultats plus équitables. Les marchés assurent une affectation efficace des ressources, bien que dans des conditions très rigoureuses et restrictives. En cas de défaillance des marchés, les gouvernements doivent intervenir pour améliorer les résultats. La portée des interventions gouvernementales est de plus en plus déterminée par des préoccupations plus globales telles que la coordination nécessaire pour lutter contre les changements climatiques, la réglementation des marchés financiers mondiaux, la lutte

contre l'évasion fiscale internationale, la fraude et les flux illicites. Plus généralement, la fourniture de biens publics internationaux est une question qui a été mise en avant dans le cadre des évolutions récentes.

Il existe un nombre croissant de preuves empiriques suggérant que le choix entre efficacité et égalité est un faux choix. Les deux sont en fait complémentaires. Les gouvernements peuvent viser une répartition plus égalitaire des revenus et des richesses par une myriade d'interventions politiques, sans que la prospérité de l'économie en pâtisse. L'amélioration de la société ne peut être réalisée que si ses membres peuvent jouir collectivement des droits fondamentaux (salaire décent, logement abordable, environnement propre, etc.). Ces droits ne sont pas en contradiction flagrante avec la croissance et l'efficacité économiques. L'alternative à cela est une demande globale anémique, une polarisation et des bouleversements environnementaux, sociaux et politiques endémiques. Il existe une fenêtre d'opportunité avec les nouvelles technologies pour s'engager sur la voie d'une croissance économique plus juste et plus propre. Il s'agit là de coûts irrécupérables importants et d'une irréversibilité des choix que nous faisons aujourd'hui ; c'est pourquoi nous pouvons collectivement utiliser les tendances et les défis actuels pour nous engager et nous enfermer sur une voie meilleure, plus verte et plus juste.

Les objectifs énumérés ci-dessus ont été de plus en plus intégrés et acceptés, et ont trouvé leur place dans l'agenda politique mondial (ODD, COP22). Toutefois, des efforts de coordination au niveau mondial ont été déployés depuis la seconde guerre mondiale avec le développement du système de Bretton Woods. Le multilatéralisme a généralement été une force du bien en favorisant un cadre cohérent ; cependant, le type de fondamentalisme et de

libéralisme de marché qui s'est d'abord imposé dans le monde anglo-saxon depuis les années 1980 semble avoir un impact de plus en plus important sur le reste du monde. En faisant le bilan des 60 à 70 dernières années, il est juste de dire que tous les objectifs d'un système économique réussi n'ont pas été atteints. Les systèmes financiers qui sont censés être un outil permettant d'obtenir des résultats économiques souhaitables semblent être uniquement axés sur la croissance économique sans avoir autant d'impact sur les autres résultats. La stabilité (crise financière de plus en plus dévastatrice) et l'équité (inégalité toujours élevée) ont systématiquement diminué au cours des 40 dernières années.

Ces objectifs universels sont inscrits dans les maqassid de charia qui énonce les principes directeurs de la finance islamique. Les différentes définitions et classifications des maqassid de charia convergent vers la garantie d'avantages à l'individu dans une société protégée avec les plus hauts niveaux de bien-être.<sup>82</sup> L'industrie financière islamique est apparue comme une alternative au système financier conventionnel. Cependant, la finance islamique n'a pas réussi dans une certaine mesure à se positionner comme une alternative fondamentalement éthique. Là où la finance islamique a échoué, c'est dans la manière dont elle peut utiliser son sens moral élevé pour offrir des solutions aux maux de l'architecture économique moderne à grande échelle. À cet égard, la proposition contenue dans ces pages vise à suggérer un paysage économique et financier alternatif qu'il est possible de créer en appliquant progressivement la norme éthique de la charia. Les changements porteront sur des réformes politiques et pédagogiques à court et à moyen terme, qui aboutiront à des économies plus fortes, plus prospères et plus équitables à long terme.

**La pandémie de coronavirus  
a atteint l'économie de plein fouet**

Des mesures financières peuvent  
permettre d'en surmonter les effets  
négatifs

A man with a white surgical mask is holding a white sign with blue text. The sign reads "WELCOME WE' RE OPEN". The man is looking directly at the camera. The background is a blurred outdoor setting with a fence and trees.

WELCOME WE' RE  
**OPEN**

## 2.2

### LE SECTEUR FINANCIER DOIT CHANGER DE CAP

#### Nécessité d'un nouveau baromètre

Les objectifs d'un système économique optimal n'ont pas été atteints et ont été inversés à bien des égards, notamment après la crise financière. L'une des raisons de cet échec est le mauvais alignement des incitations des agents économiques sur les objectifs économiques globaux. La situation actuelle est, à son tour, le résultat de politiques et d'institutions qui ne donnent pas lieu à un tel alignement. Par exemple, au niveau des gouvernements, la prédominance de la croissance de la production mesurée à l'aune de la croissance du PIB réel dans la définition des différentes politiques, a conduit à des résultats négatifs concernant la nature de cette croissance. En définissant le montant de la production en dollars comme l'unique mesure de la performance économique (au niveau global, des sociétés, des entreprises, voire des ménages et des individus), les fonctions objectives, qu'il s'agisse de fonctions d'utilité ou de profit, privilégient la production par rapport à tout le reste.

Cette approche de la gestion économique fait l'impasse sur de nombreuses questions importantes relatives à la répartition des revenus et des richesses, au nombre et à la qualité des emplois créés, au bien-être et au niveau de vie, aux coûts de production liés à l'environnement et aux ressources naturelles. Naturellement, beaucoup a été fait pour introduire ces complexités dans la politique et la planification économiques, mais pas à un niveau fondamental. Ces considérations devraient s'appliquer à tous les niveaux de l'économie, et les normes sociétales s'adapter.<sup>83</sup>

Le système financier actuel a donné lieu à des incitations négatives. De nombreux éléments montrent que la finance est devenue trop extractive. Les agents opérant dans le secteur n'ont pas d'incitations alignées sur celles du reste de l'économie. Les comportements de recherche de rente et le laxisme des normes professionnelles ont suscité une prise de risque excessive, à des bulles de prix des actifs et, en fin de compte à un système financier trop complexe et inadapté.<sup>84</sup>

**Fig. 22 : Facteurs d'évaluation inadéquats : le PIB comme mesure du progrès**



Source: BID

Dans son rapport, la commission chargée de mesurer les performances économiques et le progrès social<sup>85</sup> a exposé les raisons pour lesquelles les mesures de performance économique actuelles, qui sont uniquement fondées sur le PIB, ne sont pas adéquates. Elle déclare

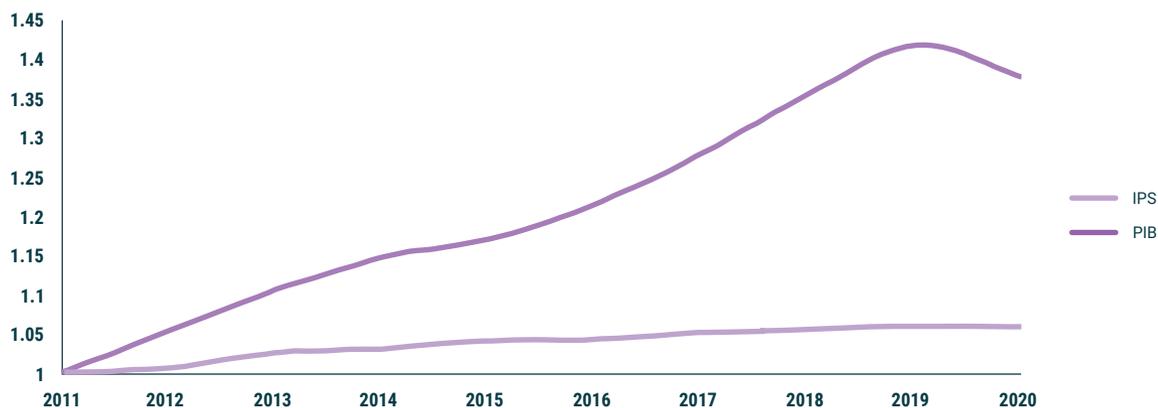
que « ...le PIB est un instrument de mesure inadéquat pour évaluer le bien-être dans le temps, notamment dans ses dimensions économiques, environnementales et sociales, dont certains aspects sont souvent assimilés à la durabilité ».

Le rapport souligne l'importance des indicateurs statistiques pour définir et évaluer les politiques visant à faire évoluer les sociétés, ainsi que pour évaluer et influencer le fonctionnement des marchés économiques. Les politiques ont historiquement été peu judicieuses par rapport aux leviers appropriés pour atteindre leurs objectifs et ne peuvent donc pas créer les incitations souhaitées pour les agents économiques. L'un des aspects de cette mauvaise appréciation est la focalisation sur le PIB comme baromètre international du bien-être économique.

L'une des recommandations du rapport est de préconiser le passage de l'évaluation de la production économique à l'évaluation du bien-être, en s'inscrivant dans un contexte de durabilité. Or, le PIB, surtout lorsqu'il est exprimé par habitant, ne correspond pas nécessairement aux expériences individuelles. Lorsqu'il y a de grands changements dans la répartition des revenus par exemple, le PIB par habitant ne donnera pas une image fidèle de l'expérience de la plupart des individus.

Il existe des activités qui contribuent positivement au chiffre du PIB mais qui, globalement, n'améliorent pas le bien-être. Il s'agit des dépenses dites défensives. Une autre faiblesse est l'incapacité à prendre en considération toutes les externalités, et donc le coût réel en termes d'épuisement du capital naturel engagé dans la production de biens et de services. Le chiffre du PIB ne tient pas compte de l'épuisement des ressources et de la dégradation de l'environnement. En outre, les mesures de performance économique fondées sur le PIB ne sont pas assez larges, car elles ne tiennent pas compte de la richesse nationale, de nombreuses activités non marchandes et s'adaptent rarement à la qualité des biens et des services. Enfin, le rapport recommande également de considérer le revenu et la consommation conjointement avec la richesse, d'accorder plus d'importance à la distribution du revenu, de la consommation et de la richesse, et de se focaliser davantage sur les dommages à l'environnement causés par les activités économiques.

**Fig. 23 : (PIB et progrès social 2011-2020)**



Alors que le PIB s'est amélioré, le progrès social a stagné au cours de la dernière décennie.

Source: FMI, Indice du progrès social. Calcul de la BID.

## Encadré 2 : PIB comme mesure erronée du bien-être économique

---

Les exemples de paramètres erronés dans la définition de l'intervention stratégique sont nombreux et variés. À l'approche de la crise financière mondiale, les décideurs politiques se sont demandé s'il était souhaitable d'inclure des variables macroprudentielles dans la fixation du taux directeur de la Fed. Le président de la Fed de l'époque a défendu la doctrine selon laquelle une banque centrale ne devait pas tenir compte des prix des actifs pour fixer son taux directeur, doctrine qui, a posteriori, s'est avérée extrêmement coûteuse. Un autre domaine stratégique où l'utilisation aveugle du PIB peut avoir des effets négatifs est celui des programmes d'ajustement structurel défendus par le FMI à l'époque du consensus de Washington. Les pays en proie à une crise financière se voyaient fixer des objectifs de déficits et de niveaux d'endettement qui étaient des ratios du PIB. Il n'est pas du tout difficile d'imaginer le type de politiques auxquelles ces pays ont eu recours pour atteindre ces objectifs. Souvent, ils réduisaient les dépenses publiques, ce qui affectait les services de base tout en réduisant la charge réglementaire imposée à certaines entreprises pour investir dans les secteurs d'extraction des ressources, dans l'espoir d'attirer des capitaux internationaux.

Soucieux de rendre l'économie plus compétitive, les pays étaient poussés à réduire les mesures de protection de l'environnement et du marché du travail, créant ainsi un mélange toxique de réduction des normes environnementales et sociales, et des services publics essentiels. En fait, à court terme, ces programmes conduisaient souvent à une amélioration des ratios (déficits fiscaux et commerciaux, ratio dette/PIB et ratio de réserve pour n'en citer que ceux-là). Mais dans la misère infligée par ces politiques, il ne faut pas du temps pour que ces pays commencent à faire face à de nouveaux déboires.

## 2.2

# LE SECTEUR FINANCIER DOIT CHANGER DE CAP

## Réviser les institutions

Fig. 24 : Machine de Rube Goldberg : optimisation incontrôlée du profit et institutions infra-optimales



Source: BID

Les systèmes financiers et monétaires sont le produit de milliers d'années d'évolution, d'ajustements au coup par coup et d'innovations. D'aucuns pensent que ce processus s'apparente aux processus évolutifs d'essais et d'erreurs et d'amélioration progressive. Toutefois, cette opinion est remise en question par deux faits. D'abord, la financiarisation actuelle de l'économie n'en est qu'à ses débuts si on la replace dans une perspective historique, et l'on peut se demander si les avantages qu'elle génère l'emportent sur les coûts sociaux et environnementaux. À cet égard, on pourrait considérer que la version actuelle du système financier devrait, à terme, s'autocorriger par rapport à sa conception infra-optimale actuelle.

Ensuite, il est largement admis que les marchés ne sont pas efficaces et qu'ils ne convergeront donc pas nécessairement de manière intrinsèque vers une conception optimale, même si l'on se place dans le contexte étriqué des rendements financiers. Mais plus important encore, la boucle de rétroaction par l'ajustement des politiques ne semble pas non plus être efficace. L'asymétrie de l'accès aux décideurs politiques entre ceux qui bénéficient de la conception actuelle et tous les autres pourrait être une des raisons de la lenteur et de

la partialité des réformes politiques. La persistance de tels mécanismes dans des institutions infra-optimales est largement reconnue. Acemoglu et Robinson<sup>86,87</sup> montrent le lien de causalité entre le sous-développement et les institutions établies il y a des centaines d'années, et la persistance de ces institutions infra-optimales.

Le système financier a indéniablement construit des couches de complexité au cours de siècles d'évolution. Pour preuve, les crises financières à répétition montrent que le mécanisme est si complexe qu'il ne peut être totalement expliqué et encore moins prédit, par un quelconque modèle avancé. Dans le contexte d'une conception institutionnelle inélastique, les crises sont le résultat de l'asymétrie de l'information et de la déconnexion des compétences entre la finance et les régulateurs, auxquelles s'ajoute une structure d'incitations biaisée qui favorise, de manière rationnelle, la prise de risques excessifs, le chargement en amont des flux de trésorerie et le chargement en aval des risques.

## 2.2

# LE SECTEUR FINANCIER DOIT CHANGER DE CAP

## Nécessité d'un nouveau modèle de croissance

**Fig. 25 : Modèle d'endettement axé sur la croissance et systèmes financiers fragiles**



Source: BID

L'instabilité et les crises sont endémiques aux marchés financiers. La création et l'expansion rapides du crédit en période de forte croissance économique sont le résultat d'un relâchement des normes de crédit, ce qui entraîne une détérioration de la qualité du crédit. Le crédit ainsi créé trouve son chemin dans une économie en finançant l'achat d'actifs (immobilier, obligations et actions) qui sont eux-mêmes utilisés comme garanties. Cette situation entraîne une distorsion supplémentaire des prix des actifs à la hausse, ce qui fait que ces garanties prennent de la valeur et que les agents peuvent emprunter encore plus.

Le contexte réglementaire laxiste et l'ingénierie financière qui semble toujours être en avance sur les réglementations exacerbent le cycle. Les crises financières peuvent présenter certaines différences, mais qu'il s'agisse de la monnaie d'appel finançant des activités spéculatives sur le marché boursier ou des prêts hypothécaires à risque titrisés par les biais d'obligations garanties par des créances opaques, la technologie conduisant à l'expansion rapide du crédit et aux bulles de prix des actifs est rarement bien comprise avant le début de la crise. En outre, ces crises, qui sont causées par un petit nombre d'institutions financières d'importance systémique, imposent leur charge la plus lourde au reste de l'économie. En fin de compte, l'effondrement du crédit

et l'apparition de la faillite bancaire augmentent le risque de déflation de la dette et de dépression et conduisent à l'austérité, au chômage, aux défauts de paiement et aux confiscations.

Les crises économiques qui en résultent réduisent la production courante et aggravent les inégalités de revenu et de richesse. Bien qu'ils puissent éviter une dépression économique, les types de réponses politiques qui résultent d'une crise financière ne contribuent pas à réduire les inégalités économiques. En fait, ces politiques aggravent la situation. Il est de plus en plus évident que l'assouplissement quantitatif n'a pas créé le type de crédit aux entreprises et à l'industrie qui aurait entraîné une reprise économique robuste. Au contraire, il a soutenu les marchés de capitaux, poussant les prix des actifs à la hausse, aggravant ainsi les inégalités de richesse. Dans le meilleur des cas, on a constaté que le resserrement monétaire accroît les inégalités. En luttant agressivement contre l'inflation par exemple, les salaires sont maintenus sous pression, tandis que les effets d'une augmentation du taux d'intérêt ne sont pas ressentis uniformément dans l'ensemble de l'économie, les travailleurs et les secteurs faiblement rémunérés étant plus touchés.

La politique fiscale est également en cause. La volonté politique est toujours présente pour soutenir les institutions

trop grandes pour faire faillite sous le prétexte quelque peu abusif d'un effondrement systémique. Ces renflouements ne font pas qu'emmagasiner davantage de problèmes à venir puisqu'ils faussent les incitations des institutions financières peu réglementées, mais ils laissent également présager une longue période d'austérité, de faibles dépenses publiques et de déréglementation environnementale. Après la crise financière mondiale, de nombreux pays se sont lancés dans des mesures d'austérité pour réduire les importantes dettes accumulées en raison des programmes de sauvetage. Ces mêmes gouvernements ont trouvé plus facile de réduire les budgets qui ont des impacts positifs sur la réduction des inégalités et l'amélioration de l'environnement. En outre, ces types de réponses politiques encouragent les institutions financières à rester systématiquement importantes, garantissant ainsi leur survie lors de la prochaine crise.

La financiarisation et la part de plus en plus importante de la finance dans l'économie ont également conduit à la ponction d'un important volume de rentes des secteurs productifs. L'augmentation de l'effet de levier des économies, la suprématie de la valeur actionnariale, les structures de rémunération des dirigeants et les bulles de prix des actifs sont responsables de la culture de court-termisme de la planification financière et commerciale dans la plupart des entreprises. Le comportement de recherche de rente des systèmes financiers sans entraves, qui conduit à une part croissante et disproportionnée des bénéfices revenant à l'industrie financière sous forme de rentes, est la quintessence du résultat que les lois islamiques sur l'usure sont censées empêcher. Lorsque la finance est si extractive, il en résulte une baisse des salaires, une augmentation des inégalités, une baisse de la demande globale et une faible croissance économique.



## 2.3

# LES PAYS MEMBRES DE LA BID SONT-ILS PRÊTS À FAIRE FACE À L'AVENIR?

Le système financier international est étroitement lié à des tendances de rupture. Compte tenu du niveau de pénétration des systèmes financiers dans les pays membres de l'OCI, le premier impératif consiste à répondre aux défis structurels du système afin de faire fond sur la croissance future. L'avenir de la finance dans les pays membres de la BID dépendrait donc de plusieurs facteurs, notamment la gouvernance, la disponibilité des ressources naturelles, l'utilisation des technologies, le développement du capital humain, l'importance accordée à la viabilité environnementale et la poursuite résolue des ODD. Les décideurs des pays membres doivent améliorer le taux d'éducation et d'alphabétisation afin de réduire les inégalités de revenus, renforcer les infrastructures

technologiques pour étendre la portée des services financiers dans les zones reculées et tirer parti des ressources naturelles et rendre les économies financièrement indépendantes.

Les pays membres de la BID peuvent être classés en trois catégories selon leur niveau de préparation aux exigences du développement économique futur, à savoir les taux élevé, moyen et faible, et chaque catégorie aura différentes priorités et stratégies pour la construction d'une nouvelle architecture financière à même de relever les défis.

Cette section présente le classement des pays membres de la BID en fonction de leur état de préparation et examine brièvement les domaines prioritaires nationaux communs pour le secteur financier.

### PAYS DANS UN ÉTAT DE PRÉPARATION FAIBLE

Mali  
Guyana  
Gambie  
Sénégal  
Burkina Faso  
Comores  
Mozambique  
Togo  
Niger  
Bénin  
Irak  
Tadjikistan  
Cameroun  
Soudan  
Afghanistan  
Yémen  
Côte d'Ivoire  
Turkménistan  
Guinée  
Tchad  
Guinée-Bissau  
Djibouti  
République arabe syrienne  
Somalie  
Libye  
Palestine

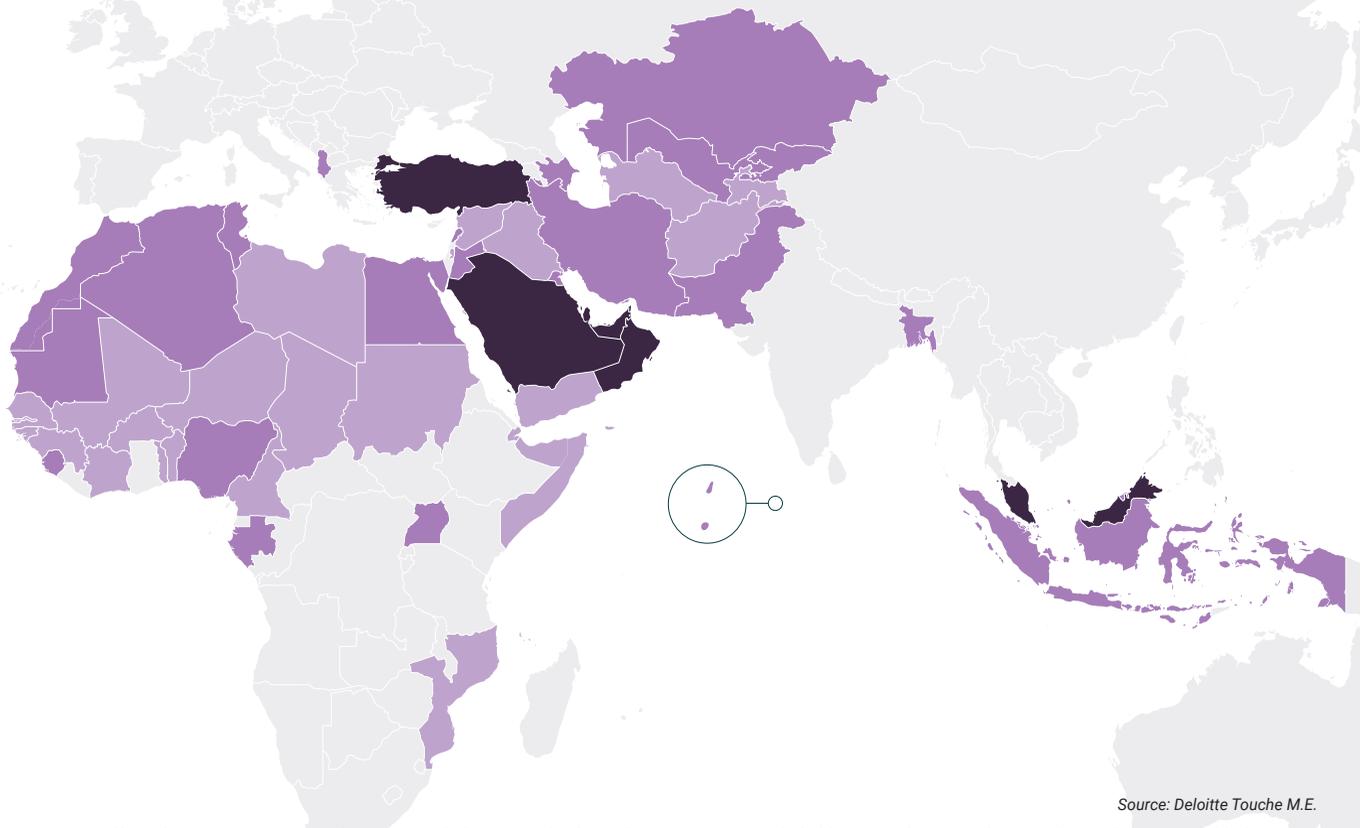
### PAYS DANS UN ÉTAT DE PRÉPARATION MODÉRÉ

Albanie  
Kazakhstan  
Brunei Darussalam  
Maroc  
Indonésie  
Pakistan  
Koweït  
Liban  
Suriname  
Tunisie  
Jordanie  
Ouzbékistan  
Ouganda  
Mauritanie  
Bangladesh  
Nigéria  
Azerbaïdjan  
Iran  
Algérie  
Gabon  
Sierra Leone  
Égypte  
République kirghize  
Maldives



## PAYS AYANT UN NIVEAU DE PRÉPARATION PLUS ÉLEVÉ

Qatar  
Malaisie  
EAU  
Bahreïn  
Turquie  
Arabie saoudite  
Oman



Source: Deloitte Touche M.E.

**Note d'analyse :** Ces paramètres ont été rationalisés selon une fourchette de scores (sur une échelle graduelle de 0-1). Une fois les valeurs minimale et maximale déterminées, nous avons utilisé cette fourchette pour attribuer un score élevé (5), moyen (3), et faible (1) à chaque pays. Le score moyen des

pays a été déterminé en attribuant des valeurs pondérées aux paramètres et en les multipliant par le score de paramètre individuel. Le taux de préparation final est mesuré sur une échelle de 0 à 1, pour être défini comme élevé, moyen ou faible.

*La présente classification a été préparée par Deloitte Touche M.E. La BID n'en garantit pas l'exactitude. En tant que telle, elle n'appuie pas son contenu et n'en donne pas son approbation. Elle ne saurait pas être tenue pour avoir donné aucune garantie, fait aucune déclaration ou pris aucun engagement lié à la présente classification.*

## 2.3

# LES PAYS MEMBRES DE LA BID SONT-ILS PRÊTS À FAIRE FACE À L'AVENIR?

## *Pays ayant un niveau de préparation plus élevé*

Les pays tels que la Malaisie et ceux du CCG sont dans cette catégorie. Ce sont évidemment des pays qui contribuent le plus à la coopération sud-sud encouragée par la BID. En plus d'avoir de meilleurs systèmes de gouvernance et des réglementations, ils ont un système financier déjà en place et sont également riches en ressources naturelles, surtout le pétrole. Ces économies relativement développées parmi les pays membres de la BID ont pris plusieurs initiatives pour améliorer leurs systèmes financiers, en mettant en œuvre des stratégies au niveau national. La Malaisie détient le niveau d'inclusion financière le plus élevé en Asie du Sud-Est. Ces pays sont pour les autres pays membres de la BID des modèles de pays ayant renforcé leur système financier.

Forts de leur succès dans le renforcement des systèmes financiers et soutenus par un niveau élevé de technologie et d'investissement dans le capital humain, les acteurs des services financiers de ces pays ont

comme priorités stratégiques la numérisation, l'innovation et l'amélioration de la cybersécurité. Comme préconisé dans le présent rapport, des pays de cette catégorie ont déjà commencé à réfléchir sur la transformation de leur système financier de manière à réaliser simultanément des résultats économiques, sociaux et environnementaux positifs, indiquant ainsi clairement l'objectif stratégique consistant à institutionnaliser un système équitable et durable.

**Fig.26: Futures priorités de développement des pays ayant un niveau de préparation élevé pour le développement économique**



Source: BID

### NUMÉRISATION

Lors d'un forum sur l'avenir de la finance tenu à Kuala Lumpur, le gouverneur de Bank Negara Malaysia (la Banque centrale de Malaisie) a décrit le processus par lequel ce pays développe son système financier en se basant sur l'innovation et la technologie. En examinant le système financier évolué de la Malaisie, les autres pays peuvent également lui emboîter le pas. En premier lieu, la Malaisie est en train de construire des infrastructures interopérables qui seront basées sur l'accès libre à une infrastructure de paiement partagée pour les institutions bancaires et non-bancaires. La numérisation des finances sera possible à condition qu'il y ait une forte

adoption de la technologie. Il est donc important d'avoir des infrastructures de grande envergure en place, comme **un système national d'identité numérique, une connectivité à large bande passante à l'échelle nationale, un cadre pour une API et des services bancaires ouverts, ainsi qu'une politique d'informatique en nuage claire.**

### CADRE RÉGLEMENTAIRE FIABLE

La Malaisie est aussi en train de renforcer les plateformes de collaboration, avec sa Bank Negara Malaysia qui coopère avec des acteurs de l'industrie des finances pour l'établissement

d'une plateforme de renseignement sur les menaces financières ont établi des groupes de travail conjoints avec le secteur pour explorer l'application de la technologie et améliorer les infrastructures de marché telles que l'Interface de programmation des application ouverte (API ouverte) et la technologie de grand livre distribué pour le processus de financement du commerce. La stratégie Fintech du Qatar a été élaborée en collaboration avec les institutions financières locales et les entreprises technologiques. La Banque centrale du pays est en train de préparer le développement d'un cadre réglementaire actualisé pour appuyer les initiatives innovantes. Celle du Koweït a annoncé en 2018 avoir conçu un cadre réglementaire "bac à sable" pour Fintech, encourageant les entreprises et les particuliers à tester leurs innovations basées sur le paiement électronique de fonds ou associées à celui-ci, dans un environnement sécurisé. Les technologies transformatrices telles que la chaîne de blocs ont également un impact remarquable sur l'avenir des initiatives de finance dans ces pays. Aux EAU, le Marché mondial d'Abu Dhabi (MMAD) a adopté une stratégie Fintech pour encourager les applications et les solutions axées sur la technologie de la chaîne de blocs.<sup>88</sup> Le MMAD a été le premier dans la région MENA à établir un cadre réglementaire ouvert et consacré à la Fintech. Le laboratoire réglementaire du MMAD est l'un des bacs à sable réglementaires mondiaux de Fintech les plus actifs au monde. En 2018, il a été élu centre financier de l'année pour la troisième fois consécutive, pour avoir renforcé l'efficacité des services financiers et soutenu l'inclusion financière. Bien que le MMAD ait été le premier à lancer un large éventail d'initiatives régionales, certaines d'entre elles préconisent des solutions Fintech de pointe, le lancement d'une licence globale pour les startups technologiques et d'un programme d'entrepreneuriat pour la communauté des PME, ainsi que l'établissement d'un cadre réglementaire pour les cryptoactifs.

## **INFRASTRUCTURE OUVERTE POUR LE PARTAGE DE L'INFORMATION**

Les pays les mieux préparés œuvrent à la création d'un cadre pour une infrastructure ouverte afin de renforcer le partage de l'information entre les acteurs du système financier, tout en collaborant avec les représentants du secteur industriel pour prendre des mesures contre les menaces cybernétiques de plus en plus présentes. Ils utilisent la

Fintech pour équiper la classe ouvrière et créer des emplois. De nouvelles approches réglementaires innovantes telles que la création du "bac à sable" de directives de réglementation sont encouragées pour attirer les entreprises innovantes afin de créer une infrastructure financière plus inclusive. Les pays expérimentent également des technologies de transformation telles que la chaîne de blocs pour améliorer la transparence et renforcer l'obligation redditionnelle.

## **VERS UN FINANCEMENT DURABLE**

Alors que les meilleures pratiques en matière de financement continuent de se développer à l'échelle planétaire, un certain nombre de grandes institutions financières mondiales améliorent déjà la situation de leurs portefeuilles avec des actifs durables, mettent au point des produits et services liés au développement durable, appliquent des politiques internes de gestion de l'énergie et des déchets. Elles utilisent à cet effet des mécanismes plus récents tels que la gestion des risques environnementaux.

### **DÉFINITION DE PRINCIPES DIRECTEURS**

En janvier 2020, « Dubai Financial Services Authority » (Autorité de contrôle des services financiers), la Banque centrale des **EAU (Émirats Arabes Unis)**, l'Autorité des assurances, « Securities and Commodities Authority », Nasdaq Dubai et d'autres organismes ont publié leurs premiers principes directeurs sur le financement durable.<sup>89</sup> Le panel a créé un groupe de travail pour promouvoir les pratiques de financement durable qui sont toutes alignées sur l'Agenda vert 2030 des EAU, qui soutient la création d'une économie compétitive basée sur la connaissance, le développement social et l'amélioration de la qualité de vie, la viabilité environnementale, l'énergie propre, et l'utilisation durable des ressources. **La Malaisie** a créé un écosystème propice à une finance islamique durable en définissant ses cadres et lignes directrices, grâce à la participation de ses six principaux investisseurs ESG institutionnels, à savoir Khazanah Nasional Berhad, le fond de retraite et le fonds de prévoyance des employés (signataires des principes pour l'investissement responsable des Nations Unies), en utilisant une main-d'œuvre hautement qualifiée dans le domaine de la finance islamique, en sensibilisant sur les questions ESG et en obtenant un soutien du gouvernement

## 2.3

grâce à des mécanismes de politique et des incitations. Le modèle d'intermédiation axé sur la valeur adoptée par Bank Negara Malaysia dans le but de réorienter les modèles de travail fondés sur la finance islamique vers la réalisation des finalités de la charia est une initiative phare. **Bahreïn**, l'un des plus grands centres du Golfe arabe, discute de plus en plus des possibilités de financement durable conformément à la Vision économique 2030. L'Association des banques du Bahreïn a déjà créé un comité permanent pour examiner les voies et moyens pour les banques du pays de contribuer davantage à la réalisation des objectifs stratégiques du développement durable. Le Pakistan s'est doté de la Stratégie nationale d'inclusion financière (NFIS) qui définit la vision, le cadre, le plan d'action et les cibles de l'inclusion financière. Ce cadre est soutenu par une initiative clé, « Digital Pakistan » de 2019, devant créer un écosystème numérique avec des infrastructures et des cadres institutionnels nécessaires à des services, applications et contenus numériques innovants. La State Bank of Pakistan (SBP) a lancé la Stratégie nationale des systèmes de paiement et l'initiative Raast qui permettent des paiements numériques instantanés, de bout en bout, entre particuliers, entreprises et entités publiques.

### **INCITATION DU SECTEUR PRIVÉ À S'ENGAGER DANS DES PROJETS DURABLES**

Le fait que les pays du CCG sont en train de construire de nouveaux projets infrastructurels crée déjà une excellente dynamique en faveur des infrastructures durables régionales. Au cours de ces dernières années, Bahreïn a lancé de nouveaux projets et amélioré ses infrastructures dans divers secteurs tels que, l'habitat social, les soins de santé, les transports, et l'énergie. La durabilité est au cœur des projets des secteurs public et privé de la région. Différentes institutions de financement du développement, dont Tamkeen et le Fonds arabe pour le développement économique et social œuvrent pour la promotion de l'entrepreneuriat, en vulgarisant la connaissance et en apportant des financements pour des projets durables. Un basculement rapide et radical vers des stratégies commerciales durables pourrait permettre de débloquer plus de 637 milliards de dollars des États-Unis et générer 12,4 millions d'emplois dans toute la région d'ici 2030.<sup>90</sup> Un certain nombre de pays exportateurs de pétrole au sein du MENA, dont l'Arabie Saoudite, Bahreïn, Oman, le Qatar et les EAU, ont lancé leurs plans de diversification économique, au

moment où les prix du pétrole baissent et que les combustibles fossiles perdent de leur primauté. Toutefois, le bénéfice économique total pourrait être bien plus élevé si les autres secteurs tels que les technologies de l'information et de la communication et la réalisation de l'égalité des genres, sont pris en considération. Les entreprises privées auront à combler le déficit d'investissement nécessaire pour atteindre les ODD dans la région. Les entreprises de la région auront à formuler des solutions pour promouvoir l'inclusion et la connectivité qui, à leur tour, permettront de créer des emplois décents avec des salaires et des conditions équitables, mais aussi de lutter contre le chômage, en particulier chez les jeunes et les femmes.

Le financement durable dans les pays où le niveau de préparation est plus élevé repose principalement sur une collaboration étroite entre différents secteurs du gouvernement, et la création de groupes de travail pour aligner le programme sur les objectifs de développement à long terme. Ce financement est aussi soutenu par les grandes institutions de ces pays. Parallèlement, leurs gouvernements encouragent la mise en valeur des talents pour créer un écosystème de travail durable.

### **AIDE AU DÉVELOPPEMENT POUR LES PAYS MOINS DÉVELOPPÉS**

Le fait que les pays membres de la BID appartenant à cette catégorie apportent une aide au développement aux pays les moins avancés du Groupe remet en question l'idée selon laquelle le développement ne peut être réalisé en grande partie que grâce à l'aide étrangère. À l'échelle mondiale, les pays qui ont enregistré des avancées considérables l'ont fait en intégrant les marchés et en s'engageant dans le commerce international. Les pays de l'OCI peuvent donc appliquer un modèle similaire et élaborer des politiques dans les domaines clés suivants:<sup>91</sup>

- 1. Réforme des politiques commerciales internationales** afin que les pays les moins avancés puissent obtenir une part plus grande des avantages du commerce.
- 2. Reconnaissance de la migration internationale** en tant qu'élément de la politique commerciale et comme un moyen très sûr de réduire la pauvreté.
- 3. Réforme la finance pour mettre fin au détournement** des revenus et des actifs des pays les moins avancés vers les pays riches par les élites nationales et les entreprises.

## 2.3

# LES PAYS MEMBRES DE LA BID SONT-ILS PRÊTS À FAIRE FACE À L'AVENIR?

*Pays dans un état de préparation modéré*

Des pays comme le Maroc, le Gabon, l'Indonésie, l'Égypte et le Bangladesh sont classés dans la catégorie de ceux qui présentent un niveau modéré d'inclusion financière, une gouvernance moyenne à faible et un niveau modéré d'adoption des technologies et d'investissement dans le capital humain. Face à l'avenir,

ces pays devront avant tout faire fond sur les ressources naturelles disponibles et développer les ressources humaines. Naturellement, des politiques de gouvernance fortes et l'inclusion financière les aideront à prendre le train de la croissance. Les priorités de développement économique dans ces pays se présentent comme suit :

**Fig.27 : Futures priorités de développement des pays dans un état de préparation au développement économique modéré**

Inclusion financière  
axée sur la  
technologie

Mise à profit  
des ressources  
disponibles

Source: BID

## RENFORCEMENT DE LA TECHNOLOGIE POUR AMÉLIORER L'INCLUSION FINANCIÈRE

L'inclusion financière est un objectif essentiel pour le développement économique. Elle permet d'élargir l'accès aux moyens de paiement et d'affectation de capital aux couches largement mal desservies de la population. Certes, l'inclusion financière a été le mot à la mode ces dernières années, mais les services financiers axés sur la technologie ont propulsé l'innovation pour améliorer l'inclusion et rendre les opérations financières quotidiennes accessibles et conviviales. Les économies émergentes telles que la Chine, le Kenya et l'Indonésie sont en train de dépasser le monde développé.

### CONCRÉTISATION DES AVANTAGES DE LA FINTECH POUR L'INCLUSION

L'Indonésie se prépare à faire face aux bouleversements futurs grâce à la vision « Go Digital » du gouvernement pour

2020, qui vise à stimuler la croissance globale, améliorer les compétences de la classe ouvrière et créer des emplois. La « Jakarta One Card » est un bon exemple de système de paiement numérique, qui allie aide sociale et transports publics. **L'innovation Fintech gagne en ampleur, ainsi qu'en témoignent l'augmentation constante du nombre d'opérateurs de prêts entre particuliers enregistrés et agréés** par l'Autorité des services financiers (OJK), ainsi que celui des entreprises Fintech offrant des services de paiement autorisés par la Banque centrale d'Indonésie. En mai 2019, la Banque centrale d'Égypte (CBE) a publié le cadre de son bac à sable réglementaire Fintech pour son laboratoire de technologie financière innovante, afin d'encourager de nouvelles solutions Fintech dans le système financier égyptien, d'aider la CBE à répertorier les

problèmes réglementaires auxquels fait face le secteur de la Fintech, d'accroître les investissements dans le ledit secteur et d'amener la CBE à mieux le comprendre pour définir des politiques plus rigoureuses. Pour faciliter davantage l'accès aux institutions financières, **la Banque centrale du Nigeria prévoit d'octroyer des agréments à un plus grand nombre de prestataires de services de paiements dans le but d'améliorer le taux d'inclusion financière de 20 %, en amenant 80 % de la population dans le système financier, au plus tard à la fin de l'année 2020.** Bangladesh, plus de 70 % de la population étant exclus du secteur financier, il est essentiel que la Fintech y fasse son entrée pour répondre aux besoins de l'importante masse non bancarisée. L'une des plateformes de la Fintech est le « **Digital Financial Services** » (**Services financiers numériques - DFS**), qui comprend une large gamme de services financiers tels que les paiements, le crédit, l'épargne, les transferts de fonds et l'assurance, fournis par des canaux numériques.

### MODÈLE DES PAIEMENTS NUMÉRIQUES

Souvent, le terme Fintech se représente faussement en renvoyant à l'adoption des smartphones et la disponibilité des réseaux de télécommunications à haut débit. Si l'infrastructure technologique est l'épine dorsale de la Fintech, elle ne constitue pas la difficulté majeure à résoudre pour améliorer l'inclusion financière. Mis au point au Kenya, « m-Pesa » est un exemple classique de téléphone mobile simple pour les transferts d'argent, le financement et les services de microfinance. Depuis sa création, il a été adopté dans 7 pays, dont l'Égypte et le Mozambique. Un modèle similaire est actuellement testé par d'autres pays. Au Bangladesh, « bKash » est un acteur majeur des services financiers mobiles qui traite plus de 5 millions de transactions par jour, pour une valeur annuelle de 30 milliards de dollars des États-Unis.<sup>92</sup> Tous deux, « m-Pesa » et « bKash » ont mis au point une interface basée sur des données de service supplémentaires non structurées et accessible par le téléphone le moins cher. Ils disposent

également d'un vaste réseau de points de vente de détail où les utilisateurs peuvent déposer de l'argent sur leurs comptes et recevoir des fonds, notamment des salaires, des prêts et des transferts de fonds nationaux.

### PAS SEULEMENT « M-PESA »

Après avoir expliqué comment le modèle « m-Pesa » peut être reproduit, il importe également de souligner ce que le Nigeria a fait pour promouvoir l'inclusion. Le « Nigerian Interbank Settlement System » (Système de règlement interbancaire du Nigeria – NIBSS) est une infrastructure de services partagés visant à faciliter les paiements et à promouvoir les paiements électroniques dans l'ensemble du secteur des services financiers nigériens. Le NIBSS, qui appartient à la Banque centrale du Nigeria et à toutes les banques de dépôt autorisées dans le pays, stimule la collaboration avec toutes les banques nigérianes, les systèmes de cartes, les processeurs, les prestataires de services de terminaux de paiement, de services financiers mobiles, de services de télécommunications et autres services de paiement, dans le but de consolider le paiement électronique au Nigeria. La présence du NIBSS est l'une des raisons pour lesquelles la réussite de « m-Pesa au Kenya » n'a pas pu être reproduite dans le pays.<sup>93</sup>

Les banques devront fournir les fonds, le réseau et les économies d'échelle nécessaires pour cibler les personnes non bancarisées grâce à des produits innovants. Les banques établies et les startups pourraient tout aussi bien investir dans un modèle d'entreprise permettant de réaliser des économies d'échelle, en proposant des services bancaires par l'intermédiaire d'un agent ou des services mobiles dans le cadre d'un réseau qui fait fond sur la synergie créée par chaque produit pour se développer. L'essentiel est que les entreprises qui cherchent à reproduire des activités qui ont si bien fonctionné dans d'autres pays doivent apprendre à **relever les facteurs exogènes ayant pu être le secret du miracle.**

## VALORISATION DU CAPITAL HUMAIN

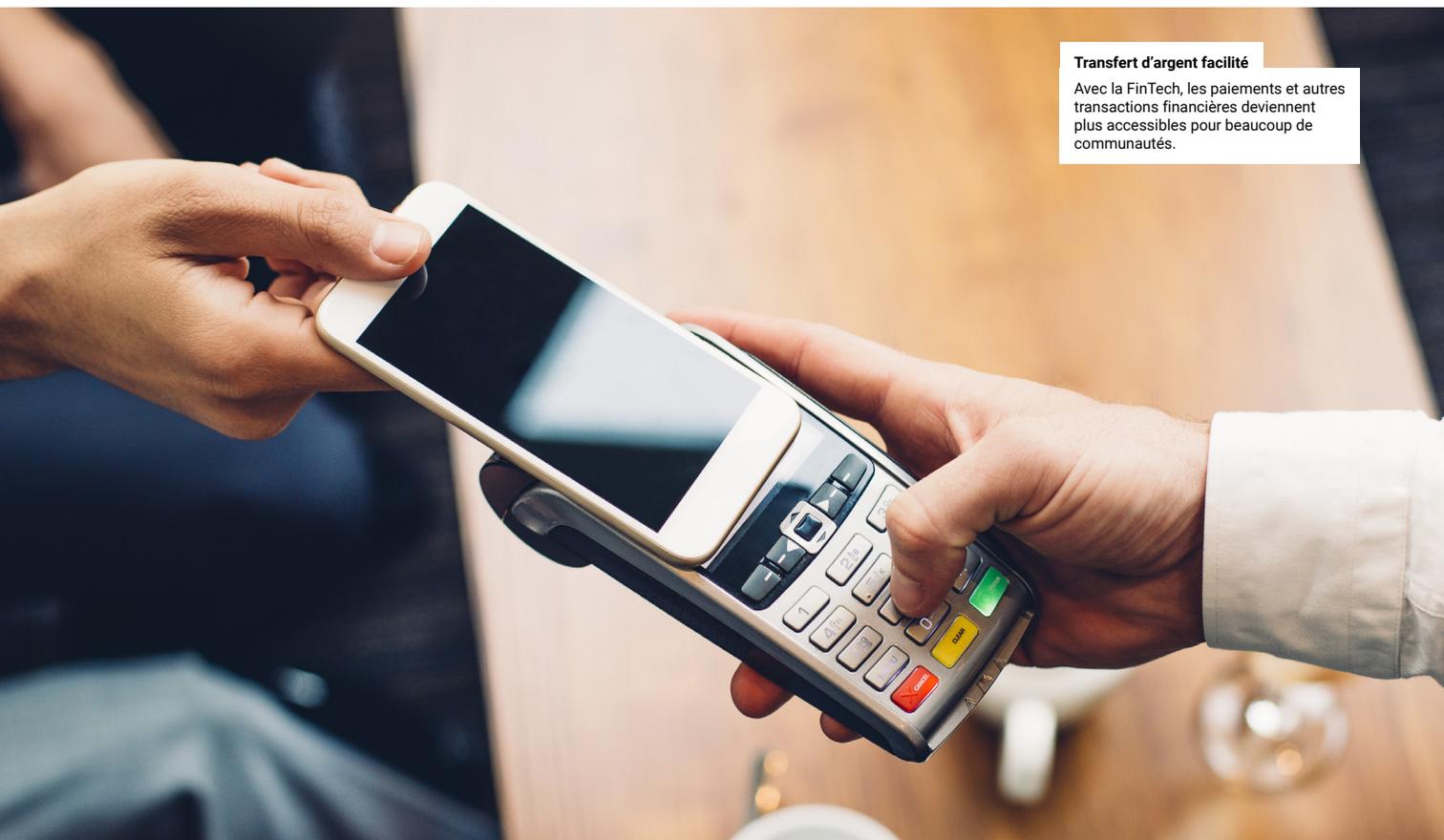
L'optimisation des ressources naturelles et la diversification de l'économie ne peuvent être réalisées si les personnes participant à l'économie ne réunissent pas les compétences requises. Les questions de croissance et de déclin économiques engagent la population. Le capital humain est une source d'augmentation de la productivité et de progrès technologiques. La principale différence entre les pays développés et les pays en développement est le taux de progression du capital humain. Pour améliorer le capital humain d'un pays, il est important de préparer la population par le biais de l'éducation et de la formation formelles.

Parmi les pays membres de la BID, le Maroc et l'Indonésie se focalisent exceptionnellement sur l'aspect du développement du capital humain. Au Maroc, le Cadre de partenariat national a approuvé en 2019 un projet de 700 millions de dollars des États-Unis pour accélérer l'adoption de la technologie

numérique comme source d'amélioration des services, de la croissance et de l'emploi. L'un des piliers de ce cadre sera axé sur le capital humain, permettant ainsi à l'éducation de jouer un rôle dans la transformation de l'économie. Ce pilier sera également focalisé sur la mise à niveau des filets de sécurité sociale et l'amélioration des performances du secteur de la santé, afin de garantir le bien-être à long terme de chaque Marocain. Huit banques nationales indonésiennes dont les actifs cumulés représentent jusqu'à 46 % de l'ensemble des actifs du pays, ont lancé, en collaboration avec le WWF-Indonésie, « Indonesia Sustainable Finance Initiative » (Initiative de financement durable de l'Indonésie) qui vise à développer des programmes de ressources humaines afin de renforcer la mise œuvre des fonctions de gestion des risques ESG en particulier, créer des produits et services financiers durables, tout en accompagnant le gouvernement dans les forums sur la durabilité.

### Transfert d'argent facilité

Avec la FinTech, les paiements et autres transactions financières deviennent plus accessibles pour beaucoup de communautés.



## 2.3

# LES PAYS MEMBRES DE LA BID SONT-ILS PRÊTS À FAIRE FACE À L'AVENIR?

## *Pays dans un état de préparation faible*

Cette catégorie comprend des pays comme le Soudan, l'Afghanistan, la Syrie, la Palestine et le Tadjikistan. Parmi leurs principaux problèmes figurent l'inadéquation du cadre réglementaire, la gouvernance déficiente, l'absence de systèmes financiers fiables et l'exploitation des ressources naturelles. Ces

problèmes fondamentaux et les conséquences des guerres civiles ont contribué à la pauvreté économique et à l'instabilité politique, et constituent souvent un cercle vicieux. Beaucoup doit être fait à la base pour garantir la viabilité de ces économies. Leurs priorités majeures consistent entre autres à

**Fig. 28 : Futures priorités de développement des pays peu préparés au développement économique**



Source: BID

## **RENFORCER LA REDEVABILITÉ ET LA TRANSPARENCE**

La gouvernance déficiente des affaires publiques, les limites des lois et règlements, les bas niveaux de salaire dans le secteur public et l'insuffisance de redevabilité sont autant de contraintes à une gouvernance efficace. L'inefficacité, l'iniquité dans la dépense publique et l'absence de réformes structurelles efficaces nécessaires pour améliorer les institutions, la gestion des ressources humaines et les infrastructures accentuent les problèmes de gouvernance. Les institutions financières de développement et les autorités de contrôle ont un grand rôle à jouer dans l'amélioration de la situation de ces pays.

Le rôle le plus important consiste à renforcer la surveillance et le contrôle des dépenses publiques. La gouvernance est une question transversale qui doit être

traitée au même titre que la lutte contre la corruption, et nécessite une concentration des efforts sur la gestion des finances publiques. Les institutions de financement du développement comme la BAD et la BID devront s'attacher à fournir des services publics, développer les infrastructures et réformer le système financier. Pour promouvoir la transparence, il faudra que ces institutions et les gouvernements s'efforcent de créer une agence d'audit suprême qui puisse contrôler les décaissements et l'utilisation des fonds dans les services publics et les systèmes de passation des marchés. Les institutions devraient orienter les fonds vers l'appui à la modernisation de l'administration fiscale et piloter le paiement électronique des aides et subventions aux gouvernements.

## RÉFORMER LE SECTEUR FINANCIER

Dans ces pays, la plupart des ménages fonctionnent presque entièrement dans le cadre d'une économie monétaire. Cela signifie qu'ils doivent faire de l'épargne sous forme de biens physiques, comme le bétail ou les bijoux. L'argent liquide est dépensé, les animaux meurent et les bijoux peuvent être perdus ou volés. La principale raison pour laquelle ces pays ont une économie basée sur l'argent liquide est l'insuffisance de confiance dans ce secteur.

Les banques de développement et les organisations à but non lucratif comme la Fondation Bill et Melinda Gates peuvent s'associer aux gouvernements pour œuvrer à la réforme du secteur. Avant tout, cette réforme passe par l'instauration de la confiance. Ensuite, et c'est important, il faudra que les gouvernements s'approprient le programme de réforme. La stratégie de réforme devra tenir compte des pauvres qui constituent la majorité de la population. L'approche la plus catalytique consiste à stimuler le développement de systèmes de paiement numériques à même de favoriser l'expansion rapide de l'utilisation des DFS, l'égalité des sexes pour permettre aux femmes de bénéficier des avantages de l'inclusion financière et à la définition de stratégies nationales et régionales capables d'accélérer les progrès pour les pauvres.<sup>94,95</sup> Il s'agira d'adopter une approche pérenne pour trouver des moyens innovants d'améliorer l'accès aux marchés et de les encourager à déterminer les produits et les canaux les plus efficaces.

Les activités de Fintech sont très limitées dans ces pays. Les exigences structurelles consistant à laisser la technologie s'infiltrer dans le secteur financier sont souvent violées, car les banques centrales souffrent de l'instabilité des gouvernements. À la date d'octobre 2019, la Somalie, la Libye, la Syrie et le Yémen détenaient ensemble 3,6 % de l'ensemble des solutions Fintech dans le monde arabe.

En raison de l'absence d'un système financier structuré dans ces pays, l'appui au développement d'un écosystème Fintech se trouve limité. Cependant, les paiements mobiles sont une réussite indiscutable.

Les gouvernements peuvent accélérer l'inclusion financière en définissant des cadres réglementaires, des politiques et des mesures d'incitation visant à garantir l'équité dans la concurrence entre les divers prestataires de services financiers numériques, tout en protégeant les consommateurs et le système financier. Pour éradiquer la pauvreté, il est essentiel de les doter de moyens d'utiliser des mécanismes et services tels que les comptes bancaires, l'argent mobile et le crédit. Promouvoir la numérisation des programmes de protection sociale peut contribuer à l'amélioration de leur rapidité, leur efficacité, leur sécurité et leur précision, et à l'incitation des femmes à utiliser plus largement les comptes numériques.



**Marchés mondiaux et commerce international**

Les pays les mieux préparés pour l'avenir peuvent apporter leur appui à ceux qui le sont moins, grâce à de nouvelles politiques commerciales.

Port maritime industriel de Mersin (Turquie)



# 3

**COMMENT LIBÉRER LE  
POTENTIEL DES PAYS  
MEMBRES DE LA BID  
DANS UN MONDE  
EXTRÊMEMENT  
INSTABLE?**

**SORTIR DES SENTIERS BATTUS 88**

**CANAL DU SYSTÈME MONÉTAIRE 100**

**FEUILLE DE ROUTE POUR RÉALISER LE POTENTIEL DE L'INDUSTRIE FINANCIÈRE 106**

Objectif à court terme : développer la boîte à outils de l'économie sociale 108

Objectif à moyen terme : monnaie numérique alternative 110

Objectif à moyen terme : mécanismes alternatifs de stabilisation financière 111

Objectif à moyen terme : développer la RateTech 113

Objectif à moyen terme : définir un nouveau paysage pour le secteur financier 114

Objectif à long terme : système bancaire à réserve complet 119

# 3.1

## SORTIR DES SENTIERS BATTUS

### PLANTER LE DÉCOR POUR FAIRE FACE À L'AVENIR

Comme indiqué dans les parties précédentes de ce rapport, il existe des preuves irréfutables de lacunes fondamentales dans le système financier actuel. Ne pas corriger ces lacunes peut conduire à l'exacerbation des insuffisances actuelles. C'est pourquoi des voix de plus en plus nombreuses s'élèvent pour réclamer de meilleures politiques et institutions afin de remédier à ces défaillances et de mettre en place un nouveau système permettant de tenir les promesses d'une prospérité durable et partagée. Dans la section 2.1, le rapport donne une vue d'ensemble des principaux défis sur lesquels les décideurs politiques et les acteurs doivent se pencher rapidement. Dans la présente section, sont proposées des interventions essentielles qui serviront de base aux décideurs. Pour stimuler ce changement, il s'agira de définir et poursuivre de meilleurs objectifs pour l'économie, d'adapter les politiques gouvernementales (économiques et sociales) et la réglementation (financière) pour permettre d'atteindre les nouveaux objectifs, et enfin de refondre l'architecture et les institutions monétaires et

financières, en s'appuyant sur les progrès technologiques et institutionnels. Le programme progressiste pour le secteur financier préconisé dans ce rapport s'inscrit naturellement dans les principes de la charia.

### SORTIR DES SENTIERS BATTUS

Il est largement reconnu que la prédominance mondiale du PIB comme mesure de référence du progrès économique a biaisé les politiques publiques, amenant à sous-estimer les effets des externalités et des résultats négatifs du marché tels que l'inégalité, l'épuisement des ressources naturelles et la destruction de l'environnement. Il est également reconnu que le fait de fonder les politiques publiques et la gestion économique sur des mesures statistiques plus complètes du développement socio-économique, telles que celles qui prennent en considération la qualité de vie, les activités non marchandes, l'épuisement du capital naturel et les inégalités, conduira sans aucun doute à des politiques mieux ciblées et à une augmentation du bien-être général.

**Fig. 29 : Théorie du changement pour un système financier donnant de meilleurs résultats financiers**



Source: BID

Définir des mesures statistiques alternatives pour orienter les politiques publiques n'est pas une tâche facile. De nombreuses mesures du développement social ont été

mises au point au fil des ans, mais aucune n'a été largement acceptée comme référence mondiale définitive.

En effet, tout nouvel indicateur de développement socioéconomique durable doit à la fois capter un récit intuitif susceptible de façonner l'opinion publique et s'appuyer sur une théorie économique solide pour orienter les politiques de manière crédible. Dans de nombreux cas, les indices alternatifs saisissent un côté de l'équation mais pas l'autre. À titre d'exemple, l'indice de la planète heureuse propose un récit très convaincant, mais il est considéré comme éloigné de la réalité. Par contre, l'indice de développement humain est quant à lui largement utilisé par les gouvernements du fait de sa simplicité, même s'il ne tient pas compte des préoccupations environnementales. Cependant, quelques indicateurs se distinguent comme des candidats potentiels

pour une nouvelle mesure universelle au-delà du PIB (voir encadré 3).

L'un des principaux obstacles aux progrès dans ce domaine est la difficulté de regrouper les facettes multidimensionnelles du bien-être en une mesure qui puisse être combinée de manière cohérente avec le PIB basé sur la monnaie. En outre, il est nécessaire de développer une nouvelle théorie économique qui fournisse des bases solides pour toute évolution crédible "au-delà du PIB". En tant que science sociale, la théorie macroéconomique s'appuie fortement sur des relations empiriques. Changer l'indicateur avancé nécessiterait de reconsidérer en profondeur les éléments de base de la théorie macroéconomique.

### Encadré 3 : Exemples d'indicateurs alternatifs du progrès social

**L'épargne nette ajustée (ENA)** : est un indicateur qui vise à saisir le véritable taux d'épargne de l'économie. Il est défini comme "l'épargne nationale brute corrigée des variations annuelles du volume de toutes les formes de capital". En d'autres termes, il va au-delà des mesures traditionnelles de la richesse/épargne nationale et comprend des mesures de l'épuisement des ressources naturelles, des dommages causés par la pollution et des investissements dans l'éducation.

**L'indicateur de progrès véritable (IPV)** : est un indicateur basé sur l'indice de bien-être économique (ISEW), qui a été mis au point par Herman Daly et John Cobb. L'ISEW est un compte monétaire élargi qui a été conçu pour partir d'une base de consommation personnelle (un peu comme le PIB) et pour ajuster ce chiffre afin de tenir compte d'un certain nombre de coûts et d'avantages supplémentaires qui ne sont pas inclus dans la mesure du PIB, comme la production non marchande et la dégradation de l'environnement.

**L'indice de progrès social (IPS)** : est un indicateur mis au point par le Massachusetts Institute of Technology et l'Université de Harvard, influencé par le prix Nobel Amartya Sen et les travaux de la Commission sur la mesure des performances économiques et du progrès social.

Toutefois, étant donné le besoin urgent d'un paradigme alternatif et l'attention portée à ce sujet, l'on s'attend à ce que dans les années à venir plusieurs pays explorent les «voies non empruntées» jusqu'à présent. Des innovations

dans la définition des politiques fiscales et monétaires axées sur le bien-être, notamment grâce à l'accélération de la mise au point de meilleurs indicateurs et mesures du bien-être, détermineront l'avenir du secteur financier.

# 3.1

## TENIR UN NOUVEAU DISCOURS MONDIAL

Toute nouvelle mesure nécessite une large reconnaissance et une acceptation générale pour créer un consensus et atteindre ses objectifs au niveau national et mondial. Comme démontré par Lehtonen et al.<sup>96</sup> pour qu'une mesure puisse influencer efficacement les politiques publiques, il faut que son propre exposé soit intériorisé dans le système de croyances des décideurs politiques qui agiront en conséquence, ainsi que dans la vision mondiale et nationale des agents économiques non gouvernementaux, afin d'obtenir une adhésion du sommet à la base et de la base au sommet. Une coordination mondiale est donc essentielle pour conférer une légitimité et une crédibilité au nouvel indicateur de bien-être.

Heureusement, les principes de bien-être discutés dans ce rapport, qui sont les sujets pris en considération par le nouvel indicateur, font de plus en plus partie du débat économique international. Ils sont également largement partagés par les ménages en tant que consommateurs qui exigent davantage des producteurs, et en tant qu'investisseurs qui souhaitent voir leur épargne investie dans le respect de l'éthique.

Les ODD sont des indicateurs "aspirationnels" qui ont réussi à faire l'objet d'un consensus mondial et sont adoptés par presque tous les pays. Certes, il est très utile de converger vers la définition d'indicateurs fondamentaux du bien-être, mais cela ne suffit malheureusement pas pour définir la théorie économique qui serait à la base de l'établissement d'un lien entre la politique budgétaire et monétaire et l'amélioration optimale de chaque indicateur. Comme indiqué plus haut, les indicateurs des ODD ne sont pas facilement traduisibles en une mesure équivalente de la "production" qui pondère chaque composante du tableau de bord.

Néanmoins, les ODD ont focalisé le discours mondial sur un ensemble spécifique d'indicateurs sectoriels très détaillés qui ont entraîné une amélioration considérable de la coordination et de la complémentarité de l'aide mondiale et du financement du développement. Ils ont fourni aux gouvernements un point de départ pour les discussions au niveau national et un tableau de bord pour mesurer les progrès.

Comme ce fut le cas pour les ODD, la communauté internationale doit de toute urgence se rallier à un indicateur de référence alternatif universel pour le bien-être économique et social qui aille au-delà du PIB.

## APPUI AUX POLITIQUES NATIONALES

**Fig. 30 : Répercussion des indicateurs économiques cibles dans les politiques nationales**



Source: BID

Avec un indicateur accepté au niveau mondial doublé d'une alternative solide au cadre de politique fiscale et monétaire existant, les gouvernements nationaux ont le choix d'adapter, de piloter puis d'intégrer le changement de paradigme du bien-être à leurs contextes nationaux.

Sont présentés dans cette section les mécanismes proposés grâce auxquels les gouvernements peuvent généraliser cette théorie du changement dans les contextes nationaux. Les trois leviers envisagés sont :

- La définition des priorités et la planification au niveau national
- La fiscalité et la réglementation
- La politique monétaire

## **DÉFINITION DES PRIORITÉ ET PLANIFICATION AU NIVEAU NATIONAL**

Le premier et plus simple mécanisme de changement est l'inclusion de l'indicateur dans la fonction « utilité » du gouvernement. Cela signifie qu'en reconnaissant une mesure donnée du bien-être multidimensionnel comme l'objectif à optimiser par les politiques nationales, tous les postes de dépenses seront évalués dans la perspective d'augmenter ces avantages. Cette approche peut être pilotée aux niveaux régionaux du gouvernement pour générer des preuves contextuelles solides avant d'être étendue au niveau national. Un exemple de cette approche est l'adoption de l'indice de progrès réel dans le budget annuel de l'État du Maryland.

D'autres pays ont déjà adopté une planification et une hiérarchisation des priorités axées sur le bien-être à l'échelle nationale et les effets de cette politique sur le bien-être commencent à se faire sentir.

La Nouvelle-Zélande a adopté un instrument d'analyse des coûts et avantages sociaux appelé CBAX dans le contexte du Cadre des niveaux de vie (CSV).<sup>97</sup> Cet instrument est utilisé par tous les ministères et agences dans leurs soumissions budgétaires, avec les mesures traditionnelles de la production pour équilibrer les priorités

pour des secteurs sociaux tels que la santé, l'éducation et la préservation du capital naturel.

Au Paraguay, le gouvernement a adopté l'indice de progrès social comme mesure d'orientation des dépenses budgétaires, au même titre que le PIB. Ce changement est largement attribué au dédoublement des dépenses consacrées aux programmes de nutrition.<sup>98</sup>

## **FISCALITÉ ET RÉGLEMENTATION**

L'avantage offert par un indicateur universel en tant que mesure agréée des activités économiques contribuant à la fonction de bien-être global, est qu'il favorise la responsabilisation des agents économiques individuels pour leur contribution au bien-être collectif. La taxation des externalités négatives n'a rien de nouveau ; cependant, une taxation directe basée sur un indicateur universel est sans précédent.

### **Fiscalité**

#### Secteur non financier

Le secteur financier et les grandes entreprises sont notés sur leur solidité financière depuis des décennies. Les notations vertes et ESG sont apparues plus récemment pour répondre à la demande d'investissements respectueux de l'éthique et de l'environnement. Il est donc possible d'introduire progressivement une exigence plus large en matière de notation du bien-être. Les nouvelles technologies qui faciliteraient la mise en œuvre d'une telle notation sont étudiées dans le présent rapport.

#### Secteur financier

Les banques et les intermédiaires financiers auront également des notes de bien-être tenant compte entre autres, de la somme pondérée des notes des entreprises dans leur portefeuille. La contribution excessive d'une banque aux externalités négatives peut finir par lui coûter une facture fiscale plus élevée, ce qui incitera les banques à équilibrer leurs portefeuilles en allouant davantage de fonds aux activités maximisant le bien-être.

## Réglementation pour une plus grande stabilité

On peut dire que les bulles financières sont inhérentes au système financier. La conception du système financier joue un rôle majeur dans la création de ces bulles, et leur apparition répétée a façonné la structure du système économique de telle sorte qu'il minimise les pertes des actionnaires, des cadres et des professionnels des banques résultant de leurs retombées, ce au détriment des contribuables.

Il existe de nombreux moyens réglementaires innovants de résoudre ce problème. L'un de ces palliatifs consiste à exiger des banques et des intermédiaires financiers qu'ils participent aux fonds propres des secteurs sujets à des bulles de prix d'actifs, tels que les biens immobiliers.<sup>99</sup> Ce mécanisme vise à créer un alignement naturel des intérêts entre les banques et le reste de l'économie lorsqu'il s'agit de la formation de bulles alimentées par le crédit.

Une autre approche, plus systématique, consisterait à exiger de tous les intermédiaires financiers une participation obligatoire sous forme de prise de participation dans un fonds national de développement. Les recettes du fonds seraient réaffectées, par l'intermédiaire de banques étroites et de gestionnaires d'actifs du secteur privé, aux secteurs productifs et non rentiers de l'économie qui maximisent le bien-être social. L'investissement requis sera légèrement supérieur au sous-investissement de l'intermédiaire financier déterminé. Comme il s'agit d'un investissement et non d'une taxe, il est peu probable qu'il y ait des pertes sèches, tandis que la défaillance du marché que constitue l'affectation insuffisante aux secteurs productifs du fait de la financiarisation serait résolue.

Cette mesure, toutes choses étant égales par ailleurs, entraînera une baisse du financement disponible pour les secteurs à bulles à la recherche de rentes. En effet, le secteur financier s'ajustera en orientant l'excès de liquidité vers le secteur non-demandeur de rente qui, à son tour, contribue davantage au bien-être de l'économie. L'avantage supplémentaire est qu'elle créera un large matelas de fonds propres qui absorbera les pertes systématiques et alignera suffisamment les intérêts pour forcer la coordination.

Un autre mécanisme de stabilisation innovant et remarquable destiné aux marchés financiers, est le concept de Fonds de stabilité du marché du Dr Sami Al-Suwailem<sup>100</sup>. Ce mécanisme autofinancé ne souffre pas des inconvénients de la taxe Tobin et agit comme stabilisateur en rééquilibrant l'excès d'offre ou de demande. Une partie de l'excédent est conservée dans un fonds pendant une période de « refroidissement » et n'est donc pas réglée et ne contribue pas au mouvement à court terme des prix.

## POLITIQUE MONÉTAIRE

Outre la politique et la réglementation fiscales, la politique monétaire peut jouer un rôle très important en contrôlant la masse monétaire et en orientant son allocation de manière à maximiser le bien-être.

Le rôle traditionnel des banques centrales, qui consiste à contrôler l'inflation et le chômage en ajustant le taux d'intérêt de la banque centrale, est en train de changer rapidement, car les crises financières prolongées ont obligé ces banques à utiliser tous les instruments disponibles pour soutenir la liquidité.

L'un des moyens permettant de promouvoir directement les objectifs de bien-être consiste pour les banques centrales à annoncer leur volonté d'acheter des instruments du marché financier émis par les entreprises qui obtiennent un score plus élevé sur l'indicateur de bien-être. De cette façon, la masse monétaire est directement injectée dans les entreprises cibles. La Banque centrale européenne et la Banque d'Angleterre envisagent cette approche dans leurs programmes d'achat d'actifs (QE).<sup>101</sup> Les banques centrales pensent également au risque dit de « cygne vert », un événement extrêmement perturbateur sur le plan financier qui pourrait être à l'origine de la prochaine crise financière. Grâce à leur rôle de réglementation et de surveillance, les banques centrales peuvent coordonner les politiques d'atténuation des changements climatiques, telles que la tarification du carbone, l'intégration de la durabilité dans les pratiques financières et les cadres comptables, ainsi que le développement de nouveaux mécanismes financiers au niveau international.<sup>102</sup>

La Commission européenne a adopté le 14 juillet une série de propositions visant à adapter les politiques de l'Union européenne en matière de climat, d'énergie, de transport et de fiscalité à la réduction d'au moins 55 % des émissions nettes de gaz à effet de serre à l'horizon 2030. Parmi ces propositions, celle qui fournit aux entreprises, investisseurs et décideurs des définitions adéquates des activités économiques qui peuvent être considérées comme durables sur le plan environnemental. La taxonomie établit six objectifs environnementaux, à savoir :

- l'atténuation des changements climatiques
- l'adaptation aux changements climatiques
- l'utilisation durable et la protection des ressources en eau et des ressources marines
- la transition vers l'économie circulaire
- la prévention et contrôle de la pollution
- la protection et la restauration de la biodiversité et des écosystèmes

Est présentée dans ce rapport une idée originale pour une politique monétaire potentielle sans achat direct d'actifs (voir annexe 2). L'approche proposée ne désigne pas spécifiquement les gagnants et les perdants, mais adopte une vue d'ensemble de l'économie et ajuste la masse monétaire à l'aide des instruments facilement disponibles de la banque centrale. En tant que telle, cette approche peut être mise en œuvre assez facilement et s'appuie sur les preuves empiriques et théoriques solides qui sous-tendent les modèles utilisés.

Les banques centrales visent à stabiliser les prix et à contrôler le chômage en fixant et en atteignant des objectifs d'inflation et de chômage, celui-ci étant lié à l'écart de production par la loi d'Okun. Le principal levier utilisé par les banques centrales pour atteindre cet objectif est l'ajustement des taux d'intérêt.

En effet, la règle de Taylor est largement utilisée pour déterminer des ajustements de taux en fonction de l'écart de production et de l'inflation. En séparant les volets de la production en composantes « positives » et « négatives », on peut ajuster la règle de Taylor de trois façons. Premièrement, on peut spécifier une production potentielle « positive » et une production potentielle « négative ». Celles-ci représentent les niveaux de production respectifs qui maximisent le bien-être social – auquel s'ajoute désormais le nouvel indicateur de bien-être. Deuxièmement, la règle de Taylor s'ajustera séparément et avec des pentes différentes aux écarts de production positifs et négatifs. Troisièmement, pour chaque composante de l'écart de production, la règle sera asymétrique en réponse à l'expansion et à la contraction de la production.

Des ajustements similaires pourraient être introduits dans toutes les règles alternatives, tant qu'elles sont fondées sur une réponse à l'écart de production. Par exemple, la

règle de McCallum,<sup>103</sup> qui ajuste la masse monétaire ( $M0$ ,  $M1$ ) à l'écart de production et donne de meilleurs résultats en cas de crise financière, peut être modifiée.

La politique monétaire qui en résulte favorise une croissance « positive » de la production en permettant une politique plus expansionniste en dessous du potentiel et moins contractionniste au-dessus du potentiel. Pour les productions « négatives », l'effet résultant est l'inverse : plus de politique contractionniste quand elle est supérieure au potentiel et moins de politique expansionniste quand elle est inférieure au potentiel.

Comme il apparaîtra dans les sections suivantes, une telle politique annoncée de la banque centrale va déplacer le comportement rationnel et de maximisation des profits du secteur financier. En anticipant une augmentation du coût du capital et une diminution des marges, le secteur financier ajustera son allocation aux investissements générant une « production positive ».

Le même effet devrait également déplacer l'équilibre du marché du travail, car l'effet différentiel de l'emploi dans les différents secteurs conduira à une demande accrue de main-d'œuvre dans le secteur « positif ».

## **LA TECHNOLOGIE COMME INSTRUMENT DE CHANGEMENT**

Le monde assiste à une nouvelle révolution industrielle axée sur les données. Dans tous les secteurs économiques, l'émergence de nouvelles technologies alimentées par d'énormes quantités de données et une progression accélérée de la puissance de calcul provoquent des changements tectoniques dans les paysages concurrentiels. Cette tendance ne fait que se renforcer au niveau mondial et les pays de l'OCI sont généralement à la traîne.

Toutefois, il existe des exceptions notables. De nombreux pays de l'OCI ont été attentifs à cette tendance et se placent à l'avant-garde de la nouvelle révolution industrielle. Ces gouvernements ont mené des efforts d'intégration et d'encouragement de l'utilisation de technologies de pointe telles que les mégadonnées, l'apprentissage automatique et l'IDO pour promouvoir l'émergence de nouveaux modèles d'entreprises capables de défier les industries en place et de fournir un bien-être social accru.

En plus de ces efforts, et dans le contexte de l'économie du bien-être, il est prévu que les gouvernements soutiendront la mise en place d'un service auxiliaire entièrement nouveau, basé sur la technologie : la RateTech.

La quantité de données qui imprègne l'infrastructure informatique de toute entreprise est une mine d'informations qui peut fournir des signaux fiables en temps réel sur les aspects opérationnels de l'entreprise, y compris le score de bien-être.

Par conséquent, comme c'est actuellement le cas pour l'audit financier, les gouvernements pourraient exiger des entreprises qu'elles désignent des fournisseurs certifiés de notation du bien-être. Une approche réglementée et fondée sur des principes pourrait révolutionner la manière dont les indicateurs au niveau de l'entreprise sont collectés.

En créant une demande d'évaluation du bien-être des entreprises, les gouvernements ouvriront la voie à l'émergence d'une nouvelle industrie auxiliaire.

Les nouvelles technologies ont des applications plus larges que les scores de bien-être des entreprises. L'asymétrie de l'information entre l'investisseur et l'entreprise bénéficiaire est une caractéristique inefficace du système financier actuel. Cette inefficacité se manifeste sous de nombreuses formes. D'abord, les incitations de l'entreprise bénéficiaire et des investisseurs ne sont pas totalement alignées, ce qui conduit à des pratiques de gestion qui ne maximisent pas le bien-être social. Ensuite, l'asymétrie engendre une surallocation vers des instruments qui partagent moins les risques, comme les dettes non

garanties. L'investissement en actions souffre donc de coûts de transaction relativement élevés, car il nécessite le coût fixe élevé d'une connaissance approfondie de l'entreprise bénéficiaire de l'investissement, ainsi que la capacité de contrôler l'évaluation de l'investissement.

La réduction de l'asymétrie de l'information grâce aux solutions technologiques créera sans aucun doute de nouvelles opportunités pour le secteur financier qui étaient hors de portée par le passé.

## **APPUI AU SECTEUR FINANCIER**

Le secteur financier s'adaptera sans aucun doute si les orientations politiques décrites ci-dessus se concrétisent. Sera présentée dans cette section, la réponse comportementale attendue du secteur financier et la manière dont cette réponse façonnera un nouveau paysage où de nouvelles opportunités s'offrent aux acteurs agiles du marché.

La réponse du secteur financier sera analysée par rapport à chacune des affirmations ci-dessus et en conclusion, un tableau complet de l'orientation que prendront les forces combinées du secteur sera présenté.

## **IMPACT DE LA FISCALITÉ ET DE LA RÉGLEMENTATION**

Outre la stabilité interne et la solvabilité, les réglementations seront probablement plus axées sur l'incitation des intermédiaires financiers à minimiser le risque de bulles systémiques des prix des actifs financiers. Comme indiqué plus haut, les banques en particulier seront encouragées soit à investir dans des fonds de développement nationaux alignés sur les incitations, soit à se spécialiser suffisamment pour réaliser de telles prises de participation.

Le rapport coût-bénéfice de la spécialisation poussera probablement les banques à tirer parti de leur relation actuelle avec le secteur non financier pour se spécialiser dans des domaines spécifiques où elles possèdent un

avantage concurrentiel. Cela se matérialisera par leur plus grande inclusion en tant qu'investisseurs en capital dans les chaînes d'approvisionnement spécialisées.

Cette tendance est renforcée par le fait que le Fonds national de développement allouera des capitaux aux banques qui ont les antécédents appropriés et un avantage technique par rapport à la concurrence.

Ces mesures sont également un stimulant pour renforcer les gestionnaires de fonds d'actions qui peuvent soumissionner pour des allocations du Fonds national de développement et pourraient créer une concurrence entre les banques et les gestionnaires d'actifs, poussant les marges vers le bas et augmentant le bien-être social.

D'autre part, la fiscalité selon l'indicateur de bien-être social ajustera directement le risque-rendement attendu des investissements dans les secteurs présentant des externalités négatives. Ainsi, les banques ajusteront naturellement l'affectation de leur portefeuille, augmentant la part des secteurs à externalités positives. Comme indiqué ci-dessus, de telles forces les pousseront à se spécialiser dans ces nouveaux secteurs afin de générer de meilleurs rendements.

## **IMPACT DE LA POLITIQUE MONÉTAIRE**

Le rapport présente deux canaux potentiels de réponse de la politique monétaire dans un modèle économique basé sur des indicateurs de bien-être. Le premier est un assouplissement quantitatif ciblé sur les institutions financières qui ont l'habitude de financer des secteurs à externalités positives. Pour profiter pleinement de cette tendance, les banques se positionneront avec des guichets « spécialisés dans l'optimisation du bien-être ». Ces guichets seront en mesure d'acquérir l'expertise et les antécédents nécessaires pour bénéficier de la politique monétaire ciblée. Par la suite, ils émettront des titres que la banque centrale pourra acheter à prime pour soutenir des secteurs spécifiques à externalités positives.

Les banques sont donc susceptibles de prendre en considération les secteurs souffrant d'une défaillance

du marché en raison de rendements du risque inférieurs au taux du marché, en particulier si l'assouplissement quantitatif est assuré en cas de crise économique où les banques se disputeraient les liquidités. Le bien-être social serait ainsi une police d'assurance pour les banques les plus participatives, alignant les objectifs de maximisation des profits des actionnaires de la banque sur les objectifs de bien-être économique global.

Le deuxième mécanisme présenté ci-dessus est la notion de fonction de réponse différenciée de la banque centrale aux signaux d'expansion de la production et d'inflation. Associé au levier fiscal, ce mécanisme conduira à un effort collectif de tous les agents financiers pour minimiser les coûts futurs attendus du capital. Ainsi, la coordination pour sous-investir collectivement dans les externalités négatives et équilibrer les portefeuilles vers les externalités positives constituera l'équilibre Pareto efficient.

## **IMPACT DE LA RATECH ET LA FINTECH**

Alors que les gouvernements font pression pour obtenir des solutions technologiques plus rentables et plus fiables afin d'insuffler de la transparence et de résoudre l'asymétrie de l'information, la Fintech et la RateTech vont probablement occuper une place centrale dans l'organisation industrielle du secteur financier.

La rupture technologique du secteur financier est bien engagée dans les pays développés, les banques en place devant faire face à une concurrence agressive de la part d'une nouvelle génération de banques, en plus des menaces existentielles imminentes des géants de la technologie.

Le modèle prédominant de la banque universelle sera le plus remis en question, et de nouveaux modèles d'entreprise spécialisés émergeront pour tirer parti des possibilités offertes par les nouvelles technologies.

La baisse des coûts de transaction et l'accès accru aux données opérationnelles au niveau de l'entreprise en temps réel signifient que les institutions financières ne seront plus liées par une intermédiation monolithique de la dette. Les

algorithmes alimentés par l'apprentissage automatique joueront un rôle déterminant dans l'ouverture d'un nouveau chapitre de la diligence raisonnable automatisée et de l'évaluation précise et privée des titres en temps réel.

Il s'agira probablement d'un changement de donne qui augmentera considérablement les possibilités d'un paysage financier plus diversifié.

## NOUVEL ESPOIR

Les forces descendantes évoquées ci-dessus sont susceptibles de façonner un paysage financier totalement nouveau d'ici à 2030.

### Plus forte concurrence

En conséquence de ce qui précède, la concurrence sera probablement plus forte dans le secteur financier. La technologie et une politique monétaire et fiscale ciblée ouvriront la voie à de nouveaux acteurs désireux d'allouer des capitaux à des secteurs maximisant le bien-être social.

### Plus grande stabilité

Les mécanismes de stabilisation limiteront la tendance du système à générer des bulles et permettront d'internaliser les incitations à éviter les bulles plus tôt qu'avant.

### Spécialisation renforcée

Les banques universelles chercheront à renforcer leur spécialisation sectorielle en prenant des participations et en se battant pour maintenir leurs marges dans de nouveaux secteurs qui étaient historiquement mal desservis.

Il est prévu une émergence de banques de développement sectoriel qui ciblent les PME, les entreprises sociales, les infrastructures vertes, etc.

En particulier, le secteur financier devrait s'intéresser beaucoup à l'entrée dans le secteur des entreprises philanthropiques. Les institutions financières se feront concurrence pour collecter les dépôts philanthropiques et tirer parti de l'assouplissement quantitatif ciblé des banques centrales activistes afin de fournir une nouvelle gamme de produits aux entreprises sociales et aux ONG.

## CHANGEMENT DES INCITATIONS À L'ÉGARD DU SECTEUR NON FINANCIER

### ENTREPRISES

Les pressions réglementaires évoquées ci-dessus et le déplacement probable de l'affectation des fonds entre les secteurs qui en résultera, pousseront certainement le secteur des entreprises à s'aligner davantage sur les objectifs d'aide sociale.

#### Gouvernance

La structure de gouvernance des entreprises est essentielle pour les indicateurs au niveau des entreprises présentés précédemment. Conséquence directe de cette réglementation, la gouvernance des entreprises, en vertu de l'optimisation de l'utilité rationnelle, sera probablement plus transparente et plus inclusive à l'avenir. En effet, chaque entreprise disposera d'un signal obligatoire « propre » et comparable à la concurrence pour sa contribution au bien-être économique. Ce signal alimente directement la tranche d'imposition applicable par le gouvernement par le biais de la fiscalité, et la tranche de coût du capital applicable par les banques et les investisseurs par le biais des différents canaux de politique monétaire évoqués plus haut.

La structure de gouvernance des entreprises aura un impact plus direct et plus important sur le coût de leur capital. La probabilité d'un changement réel dans la gouvernance d'entreprise est donc considérée comme une possibilité distincte à moyen terme.

#### Choix d'investissement

Dans le même ordre d'idées, en vertu de l'ajustement de la fonction d'utilité des entreprises, leur réponse rationnelle sera de prendre davantage de décisions d'investissement qui ne maximisaient pas nécessairement les profits dans le passé, comme la recherche et le développement, les sources d'énergie propres, les chaînes d'approvisionnement durables, les programmes de développement communautaire, etc.

## **LES PME ET L'ENTREPRISE SOCIALE**

Étant donné que des financements plus importants sont désormais disponibles pour les PME et les entreprises sociales, il est prévu une croissance substantielle de ces marchés mal desservis. Cela entraînera à son tour une plus grande concurrence entre les agents économiques, avec éventuellement un renforcement des normes de professionnalisme dans ces secteurs..

## **STIMULATION DE L'AJUSTEMENT DES INVESTISSEMENTS ET DE LA CONSOMMATION DES MÉNAGES**

Les ménages sont de plus en plus conscients des problèmes d'inégalité de bien-être, des défis des changements climatiques et des effets néfastes des pratiques spéculatives et de recherche de rente. Comme ces croyances intrinsèques se renforcent avec la disponibilité de signaux « propres » et comparables sur les différents agents économiques avec lesquels les ménages échangent, il est très probable que ces croyances se matérialisent dans différents modèles de comportement qui apporteront un réel changement vers une économie de bien-être.

Max Webber attribue en partie la révolution industrielle à la prédominance de la doctrine protestante. Des données plus contemporaines montrent que les ménages réagissent de manière significative à l'information lorsqu'ils prennent des décisions, et que ce qui ressemble à un manque d'intérêt est en réalité un manque d'accès à des signaux fiables.<sup>104</sup>

Les ménages agissent à la fois comme des épargnants et des consommateurs. La théorie du changement présentée ci-dessus a également un impact sur leur comportement de manière directe et indirecte.

## **LES MÉNAGES EN TANT QUE CONSOMMATEURS**

La disponibilité de données d'indicateurs sur tous les produits permettra aux ménages de faire la distinction entre les producteurs durables et non durables. À prix et qualité

égaux, les ménages choisiront naturellement les produits qui offrent de meilleurs résultats en termes de bien-être.

## **LES MÉNAGES EN TANT QU'INVESTISSEURS**

La même logique s'applique aux décisions des ménages en tant qu'investisseurs. La disponibilité de signaux fiables de score de bien-être les incitera à allouer facilement leurs investissements aux entreprises qui maximisent le bien-être social.

## **REPRISE DES AFFAIRES**

Les entreprises subiront également une pression ascendante de la part des ménages, en tant que consommateurs et investisseurs, pour maximiser leur score de bien-être social. Cela alimentera encore plus la concurrence entre les entreprises pour différencier les produits afin d'attirer une plus grande part de marché d'investisseurs de plus en plus militants.

## **INCITATION AU CHANGEMENT DE COMPORTEMENT DANS L'ENSEMBLE DU SYSTÈME**

Un changement de comportement individuel peut entraîner une amélioration durable et significative des résultats. Il est bien établi que les individus ne font pas des choix économiques optimaux et qu'ils doivent parfois être poussés à prendre des décisions optimales. Les attitudes individuelles à l'égard de la pollution et de la protection de l'environnement sont un facteur important dans la détermination des résultats environnementaux globaux. Bien que les dangers liés aux changements climatiques et la nécessité d'améliorer leur empreinte carbone collective soient reconnus par le plus grand nombre, l'éducation seule ne suffit pas pour susciter le changement de comportement nécessaire pour améliorer les résultats. Tout autant qu'elles le sont à l'égard de nombreux autres phénomènes

## 3.1

socialement néfastes tels que la corruption, certaines attitudes individuelles peuvent être extrêmement favorables à la pollution et aux changements climatiques ; pourtant les gens sont peu enclins à modifier leur consommation d'énergie et leur empreinte carbone individuelle. Toutefois, lorsque différentes techniques d'incitation sont appliquées (utilisation de la technologie, défaut vert, analyse par les pairs, etc.), l'impact environnemental des individus a plus de chances de s'améliorer considérablement.

Les connaissances issues de l'économie comportementale, de la théorie du coup de pouce et des avancées significatives des technologies numériques telles que les mégadonnées, l'IA et la Fintech offrent une alternative crédible pour déployer rapidement de multiples systèmes d'incitations numériques avec un retour d'information instantané, de meilleures données et recherches pour découvrir les modèles qui fonctionnent le mieux et, en fin de compte, mettre à l'échelle les modèles réussis et toucher un public plus large rapidement et à moindre coût. Enfin, en s'appuyant sur les principes islamiques, on peut envisager l'utilisation de ces instruments dans les trois domaines que sont la finance, le développement social et le développement environnemental.<sup>105</sup>

**Finance sociale islamique** : les techniques d'incitation et l'activité bancaire numérique peuvent être utilisées pour aider à une meilleure prise de décisions financières, en augmentant l'épargne et en prenant de meilleures décisions d'investissement, par exemple en utilisant des robots-conseillers qui peuvent comprendre le profil financier des individus et faire des recommandations spécifiques.

Ensuite, dans le domaine de la **solidarité sociale, de la charité et de la philanthropie**, la participation des particuliers à la zakat et au waqf peut être améliorée par l'utilisation systématique de la technologie et par la garantie d'une transparence et d'une assurance qualité aux particuliers, ce qui leur permettra de voir comment leurs contributions sont utilisées en temps réel (la technologie des contrats intelligents le permet).

Enfin, les individus peuvent être orientés vers de **meilleures décisions d'investissement**, en liant leur épargne et leurs investissements aux ODD et en utilisant le bon modèle. Cela peut à la fois améliorer le taux d'épargne et permettre de canaliser cette épargne vers des régions ou des secteurs déterminés pour en optimiser les bénéfices.

De même, la théorie et la technologie des coups de pouce peuvent être utilisées pour encourager le développement environnemental en réduisant l'utilisation des ressources, l'empreinte carbone et la dégradation de l'environnement. L'éventail de technologies et de capacités permettant de mettre en œuvre différentes politiques peut avoir un effet durable sur les attitudes des individus et des communautés à l'égard de l'environnement et de la cohésion sociale, ce qui, d'un point de vue islamique, est une priorité et devrait être pleinement intégré dans la conception et la mise en œuvre de l'architecture financière islamique idéale.<sup>106</sup>

**Ouvriers dans une usine de fabrication d'automobiles en Malaisie**

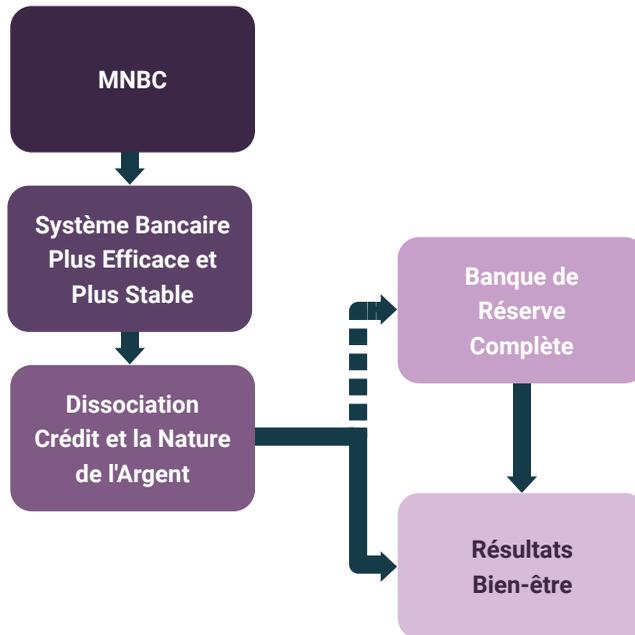
Il est essentiel de financer les secteurs compétitifs pour maintenir l'évolution de la croissance



## 3.2

# CANAL DU SYSTÈME MONÉTAIRE

**Fig.31 : MNBC et potentiel du système bancaire à réserve complet pour un système financier plus stable et plus efficace**



## CANAL DU SYSTÈME MONÉTAIRE

Le développement du système monétaire et de crédit moderne a reflété le développement de la société humaine, sa configuration institutionnelle et technologique étant autant un produit de la conception que de l'opportunité. Par exemple, l'émergence du système de la Réserve fédérale a été le résultat de multiples crises bancaires aux États-Unis, tandis que la promulgation de la loi Glass-Steagall a été un moment de sobriété dans l'histoire de la réglementation financière américaine, autant que son abrogation a été, rétrospectivement, une erreur de jugement.

La Grande Dépression, qui a servi de toile de fond à la loi Glass-Steagall, aurait facilement pu être le théâtre de réformes monétaires et financières beaucoup plus radicales et profondes. Au milieu des déboires induits dans un premier temps par un krach boursier, puis par une crise bancaire généralisée entraînant un resserrement considérable du crédit, il était évident que l'arrangement existant était gravement défectueux, ce qui a incité de nombreux universitaires à proposer le plan dit de Chicago

pour les réformes bancaires. Il s'agissait d'un mécanisme fondé sur un système de réserves bancaires à 100 %, dans lequel tous les crédits bancaires sont garantis par des crédits publics ou des dépôts d'investissement à long terme, tandis que dans sa forme extrême le seul type d'instrument de dette autorisé est celui de l'émetteur souverain, toutes les autres formes de financement privé étant fournies par le biais d'instruments de type actions.<sup>107</sup>

Les conditions qui ont mené à la première refonte radicale du système monétaire et financier ne sont pas tout à fait réunies, même si nous en avons été très proches lors de la crise financière mondiale de 2008. Néanmoins, le type de problèmes auxquels notre monde est confronté aujourd'hui n'est pas une raison de moins pour justifier une refonte fondamentale des systèmes monétaires et financiers.

Bien que le système bancaire à réserve complet ne soit pas une option souhaitable ni réalisable dans un avenir immédiat, il existe de nombreuses raisons de penser qu'un système hybride peut être une alternative viable.

Les cryptomonnaies constituent aujourd'hui à la fois une menace et une opportunité pour les banques centrales et le système monétaire. Elles défient de plus en plus la monnaie fiduciaire/bancaire en place, à un moment où les banques centrales sont de plus en plus dépendantes de la politique monétaire non conventionnelle (QE). Par contre, l'opportunité vient du potentiel offert par les nouvelles technologies pour permettre aux banques centrales d'émettre une monnaie numérique de banque centrale (MNBC) directement au public, à un faible coût. Cela peut constituer une alternative politique efficace à la conduite de la politique monétaire en temps normal comme en période de crise financière.

Sont présentées ci-après quelques propositions à la fois réalisables et souhaitables, pouvant être propices au type de système financier islamique souhaité.

1. La création d'un système de monnaie souveraine partielle par l'adoption de la MNBC. Avec cette monnaie, la banque centrale permettra au public de détenir directement des dépôts auprès d'elle. Elle sera en mesure d'agir en intermédiaire pour les dépôts en accordant des prêts de gros non remboursables à des banques d'investissement ou de développement sectoriel qui investissent ces dépôts dans des projets à long terme et réalisent ainsi une transformation des échéances socialement souhaitable.<sup>108</sup> Ce système permettra toujours aux banques commerciales d'accepter des dépôts et de faire concurrence à la MNBC, tandis que la banque centrale s'engagera à respecter le niveau socialement optimal de transformation des échéances et renoncera au soutien fiscal des dépôts qu'elle détient pour le public. Les banques d'investissement et de développement peuvent réaliser l'agenda des ODD tout en recherchant des rendements financiers. L'objectif du nouveau système hybride est de parvenir à une meilleure intermédiation, à une meilleure inclusion et à orienter les financements vers des banques d'investissement et de développement capables de produire des résultats sociaux et économiques.
2. Un système monétaire entièrement souverain qui

adopte les caractéristiques d'un système bancaire à réserve complet. Dans ce système, toute la masse monétaire est émise par la banque centrale. Bien que les banques commerciales puissent encore servir d'intermédiaires, il y aurait deux types de dépôts. Le premier serait constitué par les comptes de transaction de la MNBC détenus auprès des banques commerciales ou de la banque centrale et utilisés par le public à des fins de transaction uniquement. Le second type serait constitué de comptes d'investissement détenus par des banques commerciales ou d'investissement et garantis par des investissements dans des projets ou des actifs à long terme. Ces comptes exigent un préavis de retrait important et ne peuvent offrir de rendements garantis. Dans un tel système, la banque centrale a un contrôle total sur la masse monétaire qu'elle souhaite injecter dans l'économie.<sup>109</sup>

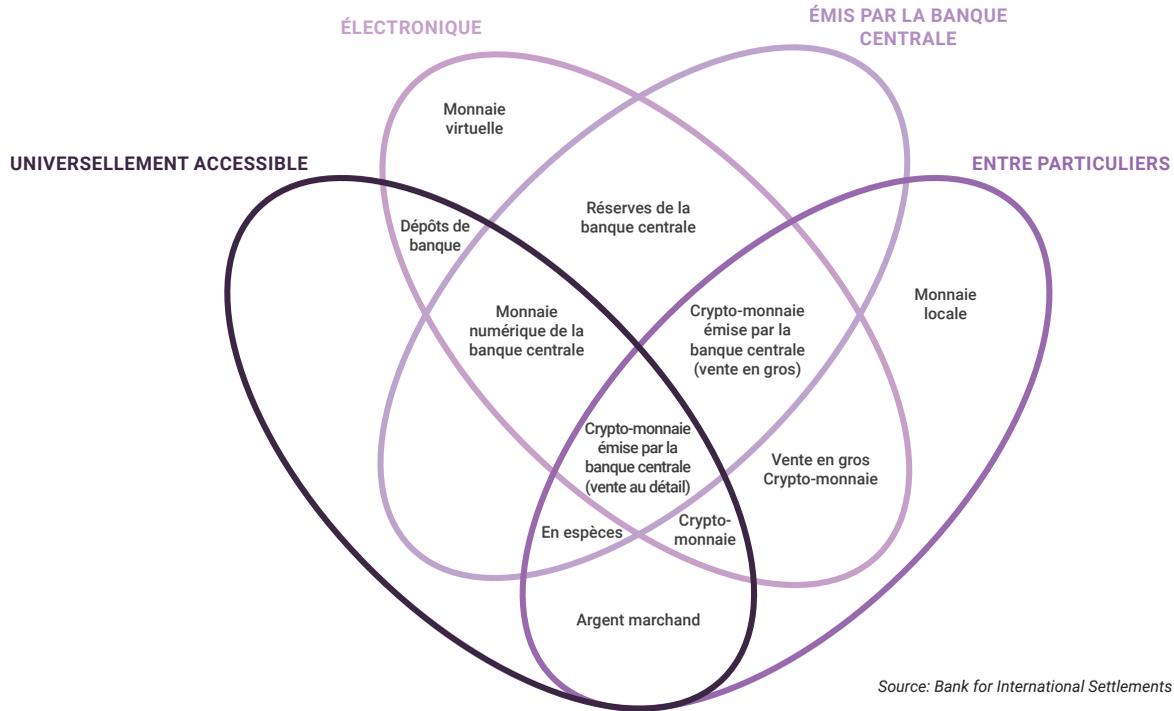
Dans les deux cas, la banque centrale peut élargir sa panoplie d'outils dans la conduite de la politique monétaire. En outre, l'on peut envisager comment des interventions de type QE peuvent être utilisées pour orienter des fonds vers les entreprises et les PME, les projets d'infrastructure et les secteurs liés aux ODD en général.

## **MONNAIES NUMÉRIQUES DES BANQUES CENTRALES**

La MNBC est généralement définie comme une nouvelle forme de monnaie de banque centrale. En fait, les banques centrales fournissent déjà de la monnaie numérique sous forme de réserves ou de soldes de comptes de règlement détenus par les banques commerciales et certaines autres institutions financières auprès d'elle.

Une distinction essentielle entre la monnaie basée sur un compte et le jeton pour enregistrer la valeur de la monnaie numérique est la forme de vérification nécessaire lors de l'échange. Avec l'argent liquide, le souci est la contrefaçon, tandis que dans le monde numérique, il s'agit de savoir si le jeton a déjà été dépensé ou s'il est authentique (contrefaçon électronique). Qu'elle soit centralisée ou décentralisée, il est essentiel de disposer d'une autorité qui garantisse l'intégrité

**Fig.32 : Taxonomie de l'argent inspirée de « Central Bank Cryptocurrencies »**



du jeton et de toutes les transactions pour développer un marché de la monnaie numérique fiable.

Le diagramme de Ven permet de visualiser le spectre de la monnaie, du physique au numérique, et à en déduire ses applications.

La combinaison de quatre propriétés clés permettra

de définir le champ d'utilisation de la monnaie : l'émetteur (banque centrale ou autre), la forme (numérique ou physique), l'accessibilité (large ou restreinte) et la technologie (à jeton ou à compte). Les banques centrales jouent le rôle principal dans la détermination de la propriété de la monnaie. Il existe différents choix de conception pour une MNBC, notamment

### Encadré 4 : Initiative MNBC

L'Islande a été le premier pays à adopter une législation autorisant l'émission de la monnaie numérique sous l'autorité du ministère des Finances par le biais de sa loi sur la monnaie souveraine de 2018. Le protocole technologique garantira l'anonymat tout en reliant chaque compte à une identité gouvernementale vérifiée, à la fois cryptée et privée.

Bien que le FMI ait publié un rapport mettant en garde contre les risques d'une telle initiative principalement liés au fait que les crypto-monnaies constituent une seconde forme de monnaie légale et au niveau de gouvernance, de nombreux pays étudient et pilotent cette initiative.

l'accès (large ou restreint), le degré d'anonymat (allant de complet à nul), la disponibilité opérationnelle (allant des heures d'ouverture actuelles à 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7) et les caractéristiques de paiement d'intérêts (oui ou non), avec différentes implications pour les systèmes de paiement, la transmission de la politique monétaire ainsi que la structure et la stabilité du système financier.<sup>110</sup>

Les objectifs visés, indépendamment de la technologie sous-jacente au système de paiement, sont toujours d'améliorer la transparence, l'accessibilité, la vélocité de l'argent et la capacité de contrôle. Le choix technologique influencera l'efficacité et la robustesse de la plateforme qui sous-tend le marché des devises.

Dans le cadre d'une série de collaborations d'un groupe de banques centrales, la Banque des règlements internationaux a publié le premier rapport évaluant la faisabilité de la MNBC disponible publiquement pour aider les banques centrales à atteindre leurs objectifs, conjointement avec la Banque du Canada, la Banque centrale européenne, la Banque du Japon, la Sveriges Riksbank, la Banque nationale suisse, la Banque d'Angleterre et le Conseil des gouverneurs de la Réserve fédérale. Le rapport énonce les principes fondamentaux communs et les caractéristiques essentielles d'une MNBC, afin de préserver la stabilité monétaire ou financière et de garantir que les MNBC coexisteront avec les formes de monnaie existantes et les compléteront, en favorisant l'innovation et l'efficacité.<sup>111</sup>

### **PROPOSITION DE MISE EN ŒUVRE (COURT TERME):**

La technologie va de plus en plus favoriser les banques centrales en leur fournissant des outils efficaces et en leur permettant de remplir leur mission. Les monnaies numériques ont révélé la plupart des difficultés et des opportunités qu'elles présentent. Les banques centrales du monde entier étudient leurs applications potentielles. En répondant aux conditions préalables d'un point de vue technique et de gouvernance, telles que la confidentialité des données, le blanchiment d'argent, l'infrastructure de surveillance de la stabilité financière/des prix et la capacité volumétrique, et la protection du consommateur les banques centrales seront bientôt en mesure d'envisager une place pour les monnaies numériques.

Elles pourraient émettre des monnaies numériques labellisées éligibles pour les services et équipements gouvernementaux ou pour payer les impôts, à titre de projet pilote en attendant leur adoption à plus grande échelle par le public. Une telle initiative permettra aux banques centrales de tester de nouveaux instruments de politique monétaire pour gérer la masse monétaire et surveiller le système financier grâce aux avantages offerts par les nouvelles technologies en termes d'efficacité, de transparence et de confiance, sans perturber le système financier actuel.

## **MODÈLE DU SYSTÈME BANCAIRE À RÉSERVE COMPLET**

Le modèle de banque à réserve intégrale a retrouvé sa pertinence après la crise de 2008. Un document de travail du FMI a entrepris une analyse empirique du modèle de banque à réserve intégrale afin de valider les avantages potentiels mis en avant par ses partisans. Comme mentionné, le modèle envisage la séparation des fonctions monétaires et de crédit du système bancaire en exigeant que les dépôts soient garantis à 100 % par de la monnaie émise par la banque centrale ou de la monnaie "souveraine".

Sur la base de l'économie américaine, l'article peut fournir des preuves solides de la viabilité du modèle système bancaire à réserve complet et étayer les affirmations formulées pour la première fois par l'économiste Irving Fisher en 1936. Ces avantages sont les suivants:<sup>112</sup>

1. Un bien meilleur **contrôle de la principale source de fluctuations du cycle économique, des augmentations et contractions soudaines du crédit bancaire et de l'offre de monnaie créée par les banques.**

Le volume d'argent et le volume de crédit deviennent complètement indépendants l'une de l'autre. Les banques compteront sur l'obtention d'un financement extérieur avant de pouvoir prêter, devenant ainsi de véritables intermédiaires. La politique permettra ainsi de contrôler ces deux agrégats indépendamment et de confier le contrôle direct de la masse monétaire à une institution à but non lucratif comme la banque centrale par le biais d'une règle économique systématique.

2. Une **élimination complète de la panique bancaire.**

## Encadré 5 : Initiatives de monnaie souveraine

Des initiatives de monnaie souveraine ont vu le jour dans différents pays, comme la proposition de monnaie positive au Royaume-Uni ou l'initiative " Monnaie Pleine " en Suisse, qui a même fait l'objet d'un référendum en 2018.

La théorie monétaire moderne est la théorie macroéconomique alternative la plus avancée qui intègre le modèle de l'argent souverain contrôlé par la politique budgétaire.

À la condition que le système bancaire soit doté (1) des engagements monétaires entièrement garantis par des réserves constituées par le gouvernement, transférant ainsi l'intégralité du risque à une institution qui a la capacité de créer de la monnaie et (2) des actifs de crédit financés par des engagements non monétaires non soumis aux retraits, la stabilité financière sera renforcée et les banques pourront mieux dérouler leur modèle d'entreprise par rapport aux transactions et services de base.

### 3. Une **très forte baisse de la dette publique (nette)**.

Le stock de réserves ou d'argent nouvellement émis par le gouvernement n'est pas une dette du gouvernement mais devient son propre capital.

### 4. Une **très forte baisse de la dette privée**.

La situation très négative de la dette publique nette permettra de consacrer une partie de la manne financière à une solution financière de réduction des risques, stimulant ainsi le financement de secteurs et de projets en droite ligne des objectifs nationaux.

Le présent document encourage fortement le modèle du système bancaire à réserve complet en raison des avantages susmentionnés, sans pour autant que le fonctionnement de base du système financier privé soit affecté. La simulation du modèle a même révélé des avantages allant au-delà de ce qui avait été proposé par ses premiers défenseurs. Le modèle favorise un gain durable en termes de croissance de la production, ce pour deux raisons principales :

1. Une **réduction proche de zéro du taux d'intérêt réel**, car la baisse des niveaux de dette nette amène les investisseurs à exiger des écarts plus faibles sur les dettes publiques et privées.

### 2. Une **inflation en régime permanent pour tomber à zéro**

sans poser de problèmes pour la conduite de la politique monétaire. Ces avantages offrent une grande valeur économique grâce à une politique monétaire simplifiée et un cadre permettant aux banques islamiques de rivaliser sur un pied d'égalité avec leurs homologues conventionnelles sans enfreindre leurs principes.

## PROPOSITION DE MISE EN ŒUVRE (MOYEN TERME) :

Le modèle du système bancaire à réserve complet peut être mis en œuvre par l'intermédiaire de l'autorité de la banque qui octroie des licences bancaires dans le cadre d'un modèle économique bancaire redéfini. La banque centrale sera ainsi la seule autorité à pouvoir introduire de la monnaie dans l'économie. Les banques agréées auront alors une activité séparée avec des lignes d'activité de compte de dépôt/transaction et de compte d'investissement/gestion d'actifs. La séparation du portefeuille de dépôts des activités d'investissement permettra d'éviter de futurs Krachs financiers systémiques dans le secteur bancaire.

L'activité de dépôt par compte de transaction se concentrera sur la fourniture des facilités de transaction les plus efficaces aux prix les plus compétitifs, en s'appuyant sur la technologie numérique comme nouveau modèle économique bancaire. Les banques pourront créer un compte à la banque centrale au nom des déposants et, parce que toutes les transactions nationales y seront centralisées, réduire considérablement le coût des transactions et le risque de liquidité, tout en améliorant la rapidité.

Le secteur d'activité des comptes d'investissement sera organisé en activités de financement spécialisées, allant du financement des particuliers et des entreprises à des

besoins en capitaux plus patients, comme dans le cas du financement de projets.

Étant donné que les banques seront responsables de la mobilisation des fonds pour le financement élargi, que ce soit sur les marchés financiers en concevant des produits destinés à exploiter le bassin d'épargne des particuliers et des investisseurs institutionnels ou le programme d'injection de fonds du gouvernement, elles seront incitées à développer une expertise sectorielle, ce qui entraînera une concurrence et une spécialisation accrues. Ce rôle d'intermédiaire transformera le modèle économique des banques, réduisant ainsi le profil de risque de leurs activités par rapport aux banques traditionnelles. Leur modèle d'entreprise intégrera davantage les données et les informations dans leur écosystème technologique et deviendra un élément central de l'approvisionnement en données financières.

Les banques seront organisées en un réseau de fournisseurs de données financières à travers les activités sectorielles pour produire de l'intelligence économique

autour des besoins et des perspectives de chaque secteur de l'économie. L'objectif sera de briser le processus industriel linéaire et cloisonné pour en faire un complexe industriel interconnecté dans une économie circulaire, favorisant l'innovation, la concurrence et le libre accès. Cela permettra de redéfinir la chaîne de valeur financière et d'apporter résilience, durabilité et efficacité à l'ensemble du processus industriel bancaire.

Dans le cadre de ce nouveau modèle économique, les nouvelles banques seront en mesure de concevoir des produits financiers pour orienter les financements vers des projets synergiques et optimiser l'affectation des ressources dans l'économie.

Les banques centrales auront la capacité de surveiller l'affectation de la masse monétaire, de déceler les risques de concentration de manière proactive et d'encourager les secteurs sous-financés, ce qui leur donnera les moyens d'orienter efficacement l'économie vers une trajectoire durable.



# 3.3

## FEUILLE DE ROUTE POUR RÉALISER LE POTENTIEL DE L'INDUSTRIE FINANCIÈRE

Objectif à Court Terme    Objectif à Moyen Terme    Objectif à Long Terme

Développer la Boîte à Outils de l'Économie Sociale



Monnaie Numérique Alternative



Mécanismes Alternatifs de Stabilisation Financière

Systeme Bancaire à  
Réserve Complet

6



Définir un Nouveau Paysage  
pour le Secteur Financier

5



4

Développer la RateTech

## 3.3

# FEUILLE DE ROUTE POUR RÉALISER LE POTENTIEL DE L'INDUSTRIE FINANCIÈRE

Objectif à court terme : développer la boîte à outils de l'économie sociale



## Objectif

Fig. 33 : Théorie du changement pour la boîte à outils de l'économie du bien-être



Source: BID

La BID invite les pays membres à se donner la main pour l'aboutissement des efforts collectifs en vue de l'élaboration de politiques fiscales et monétaires innovantes qui faciliteront un meilleur alignement des agents économiques sur les objectifs de bien-être de l'économie.

En partant des objectifs universels de prospérité, de stabilité et d'équité, la BID et ses partenaires **convergeront vers un ensemble de principes** adaptés aux circonstances et aux aspirations communes des pays membres.

Le résultat sera la mise au point d'une **boîte à outils pour les politiques de l'économie du bien-être**, qui servira de point de départ aux pays membres intéressés pour leur adaptation et leur amélioration afin d'élargir le processus de prise de décision et d'apporter des informations supplémentaires au profit des politiques nationales.

La BID soutiendra ensuite les pays membres partenaires dans le pilotage des **recommandations issues de cette boîte à outils sur les politiques d'économie sociale** afin de fournir des preuves justifiant leur intégration à plus grande échelle.

## Plan d'Action

Fig. 34 : Feuille de route proposée pour la mise en œuvre



Source: BID

La BID prévoit de mettre en place un groupe de travail multipartite chargé de créer et **de mettre en œuvre la boîte à outils de l'économie sociale**. La boîte à outils sera ensuite maintenue et améliorée par le groupe de travail permanent et ses recommandations seront soumises chaque année aux gouverneurs de la BID pour examen. The working group Le groupe de travail coordonnera les efforts selon trois axes:

#### Axe 1 : Sélection des indicateurs statistiques

Le premier élément constitutif de la boîte à outils est la sélection des indicateurs statistiques quantifiant le degré de réalisation des objectifs d'une économie. Le groupe de travail s'appuiera sur la littérature existante et collaborera avec toutes les parties prenantes concernées pour recommander un ensemble d'indicateurs préliminaires et de méthodologies statistiques et d'évaluation du bien-être.

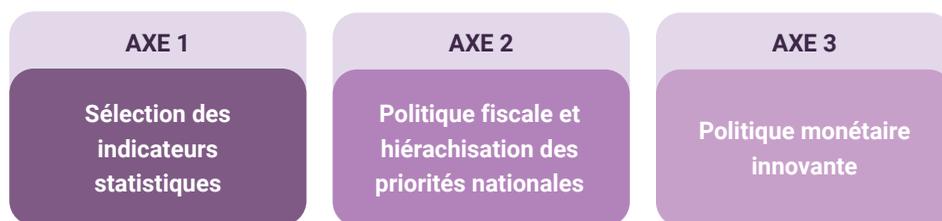
#### Axe 2 : Politiques fiscales et hiérarchisation des priorités nationales

The working group will develop the **outils d'analyse coûts-avantages et de hiérarchisation** qui tiennent compte des indicateurs du tableau de bord. En outre, il **recommandera des politiques fiscales et d'imposition** permettant un meilleur alignement du secteur privé sur les objectifs de bien-être.

#### Axe 3 : Politique monétaire innovante

Le groupe de travail étudiera des approches innovantes de politique monétaire permettant de mieux cibler la masse monétaire et ses qualités redistributives pour servir les objectifs de bien-être selon les orientations présentées dans ce rapport. MNBC + QE des populations.

**Fig. 35 : Différentes étapes de la mise en œuvre de la Politique d'économie du bien-être**



Source: BID

## Partenaires

- Gouvernements : ministère des Finances, ministère de la Planification / de l'économie, des affaires sociales, banque centrale
- Autorités de contrôle : AAOFI, CIBAFI, notation ESG
- Milieu universitaire : universités, groupes de réflexion
- Partenaires au développement : agences de l'ONU, BMD

## 3.3

# FEUILLE DE ROUTE POUR RÉALISER LE POTENTIEL DE L'INDUSTRIE FINANCIÈRE

*Objectif à moyen terme : monnaie numérique alternative*



## Objectif

La BID invite les pays membres à travailler ensemble pour étudier la pertinence des approches alternatives de politique monétaire dans les pays membres de l'OCI. L'objectif est d'établir une opinion éclairée sur les évolutions récentes du discours sur la politique monétaire en vue de prendre en considération et de manière proactive les contextes et les aspirations des pays membres de l'OCI. La menace que représentent les cryptomonnaies pour ces pays est claire. Par conséquent, leurs banques centrales doivent prendre l'initiative et commencer à réfléchir à l'émission de la monnaie numérique qui répond le mieux à leurs besoins propres. Les avantages de la MNBC sont nombreux, qu'il s'agisse de gérer et d'administrer des programmes sociaux par le biais de paiements directs, de réduire les fuites et le gaspillage dans ces programmes ou de passer à une économie sans numéraire avec un système de paiement plus efficace et plus rapide. La MNBC sera également un tremplin pour des mesures plus innovantes en matière de

gestion monétaire et financière comme évoqué plus haut, ainsi qu'un moyen de susciter une adoption plus rapide et plus forte de la technologie, une meilleure conception et mise en œuvre des politiques.

## Plan d'Action

La BID prévoit de créer un groupe de travail multipartite chargé d'étudier les tendances évoquées dans le rapport et de produire régulièrement un dossier de recommandations politiques à l'intention de ses gouverneurs.

Le groupe de travail produira un premier rapport technique pour faire le point sur l'état de préparation des pays membres de la BID à l'utilisation d'une monnaie numérique alternative et mènera une étude approfondie avec des experts du secteur, pour dresser une feuille de route pour la mise en œuvre des cas d'utilisation répertoriés dans le rapport.

**Fig. 36 : Feuille de route proposée pour la mise en œuvre**

Rapport technique sur  
une monnaie numérique  
alternative

Pilotage des  
recommandations  
stratégiques du rapport

Source: BID

## Partenaires

- Gouvernements : ministère des Finances, banque centrale
- Autorités de contrôle : FMI, AAOFI, CIBAFI
- Milieu universitaire : universités, groupes de réflexion
- Secteur privé : banques commerciales, entreprises de technologie, représentants du secteur

## 3.3

# FEUILLE DE ROUTE POUR RÉALISER LE POTENTIEL DE L'INDUSTRIE FINANCIÈRE

*Objectif à moyen terme : mécanismes alternatifs de stabilisation financière*



## Objectif

La BID invite les pays membres à examiner les mécanismes de stabilisation financière proposés dans ce rapport. Alors que le monde se remet de la pandémie sanitaire et de la décennie de faible croissance, le moment est venu de concevoir des stratégies pour renforcer la résilience des marchés financiers.

L'idée centrale de la proposition de la BID est d'exiger des banques et des intermédiaires financiers qu'ils participent au capital des entreprises des secteurs sujets aux bulles de prix des actifs, comme l'immobilier. Cela permettra de créer un alignement naturel des intérêts entre les banques et le reste de l'économie lorsqu'il s'agit de la formation de bulles alimentées par le crédit.

À cet effet, un Fonds national de développement sera créé et recevra une participation obligatoire des intermédiaires financiers qui sont sous-investis dans les secteurs cibles.

Les recettes du Fonds seront réaffectées par l'intermédiaire de banques étroites et de gestionnaires d'actifs gérés par le secteur privé, aux secteurs productifs et non rentiers de l'économie qui optimisent le bien-être social. Comme il s'agit d'un investissement et non d'une taxe, il est peu probable qu'il introduise des pertes de poids mort tout en résolvant la défaillance du marché que constitue l'insuffisance des affectations aux secteurs productifs due à la financiarisation.

Un autre mécanisme de stabilisation innovant ciblant cette fois les marchés financiers est le concept de Fonds de stabilité du marché de Dr Sami Al-Suwailem. Ce mécanisme autofinancé repose sur l'idée de rééquilibrer l'excès d'offre ou de demande. Une partie de l'excédent est conservée dans le Fonds de stabilité du marché pour une période de « refroidissement » et n'est donc pas réglée, et ne contribue pas au mouvement à court terme des prix.

**Fig. 37 : Mécanismes de stabilité financière proposés**



Source: BID

## Plan d'Action

La BID prévoit de créer un groupe de travail multipartite chargé d'étudier la faisabilité technique de ces mécanismes

et de soumettre un rapport technique ainsi que des recommandations de politique générale à ses gouverneurs.

**Fig. 38 : Feuille de route proposée pour la mise en œuvre**

---



Source: BID

## **Partenaires**

- Gouvernements : ministère des Finances, banque centrale
- Autorités de contrôle : FMI, CIBAFI
- Milieu universitaire : universités, groupes de réflexion

## 3.3

# FEUILLE DE ROUTE POUR RÉALISER LE POTENTIEL DE L'INDUSTRIE FINANCIÈRE

*Objectif à moyen terme : développer la RateTech*



## Objectif

Alors que les gouvernements font pression pour obtenir des solutions technologiques plus rentables et plus fiables à des fins de transparence et pour résoudre l'asymétrie de l'information, les RateTech joueront probablement un rôle important dans l'organisation industrielle du secteur financier.

La quantité de données qui baignent l'infrastructure informatique de toute entreprise est une mine d'informations qui peut fournir des signaux fiables en temps réel sur les aspects opérationnels de l'entreprise. Par conséquent, comme c'est actuellement le cas pour l'audit financier, les régulateurs pourraient exiger des entreprises qu'elles désignent des agences de notation certifiées pour évaluer leur degré d'alignement sur les objectifs de bien-être national. Une approche réglementée et fondée sur des principes pourrait révolutionner la

manière dont les indicateurs sont collectés au niveau de l'entreprise. En créant une demande d'évaluation du bien-être des entreprises, les gouvernements favorisent l'émergence d'une nouvelle industrie auxiliaire.

La BID invite les pays membres et les entreprises de technologie à travailler main dans la main pour étudier le potentiel de ce nouveau secteur qu'est la RateTech.

## Plan d'Action

La BID prévoit de créer un groupe de travail multipartite chargé d'étudier les tendances évoquées dans le rapport et de produire régulièrement un dossier de recommandations stratégiques à l'intention de ses gouverneurs.

**Fig. 39 : Feuille de route proposée pour la mise en œuvre**

Rapport technique sur  
la RateTech

Pilotage des  
recommandations  
stratégiques du rapport

Source: BID

## Partenaires

- Gouvernements : ministère des Finances, banque centrale
- Autorités de contrôle : FMI, AAOFI, CIBAFI
- Milieu universitaire : Universités, groupes de réflexion
- Secteur privé : Entreprises de technologie, experts en matière d'ESG et de notation verte

## 3.3

# FEUILLE DE ROUTE POUR RÉALISER LE POTENTIEL DE L'INDUSTRIE FINANCIÈRE



*Objectif à moyen terme : définir un nouveau paysage pour le secteur financier*

## Modèle

La BID invite les pays membres et le secteur financier à travailler ensemble pour étudier le paysage financier possible de l'avenir et mieux se préparer aux forces concurrentielles de demain, comme expliqué dans les premières et deuxièmes sections.

Dans ce premier rapport, la BID recense trois transformations institutionnelles majeures probables induites par les mégatendances du progrès technologique, les pressions environnementales et sociales ainsi que le besoin probable d'une incitation économique substantielle pour mieux reconstruire après la pandémie. Ces trois transformations sont appelées à définir l'avenir des institutions financières.

## BANQUES DE DÉVELOPPEMENT SPÉCIALISÉES : CRÉER UN MARCHÉ POUR LE FINANCEMENT DU DÉVELOPPEMENT

### Objectif

Mue par la nécessité d'aligner l'affectation des capitaux privés sur les priorités nationales de développement pour inverser la faible croissance de la dernière décennie et contrer les effets économiques de la pandémie, la BID invite les pays membres à étudier la possibilité de créer des institutions financières de développement spécialisées suivant un modèle de banque de développement étroite.

Le modèle proposé s'appuie sur les possibilités que les MNBC offrent aux acteurs privés de participer plus activement au financement du plan de développement national.

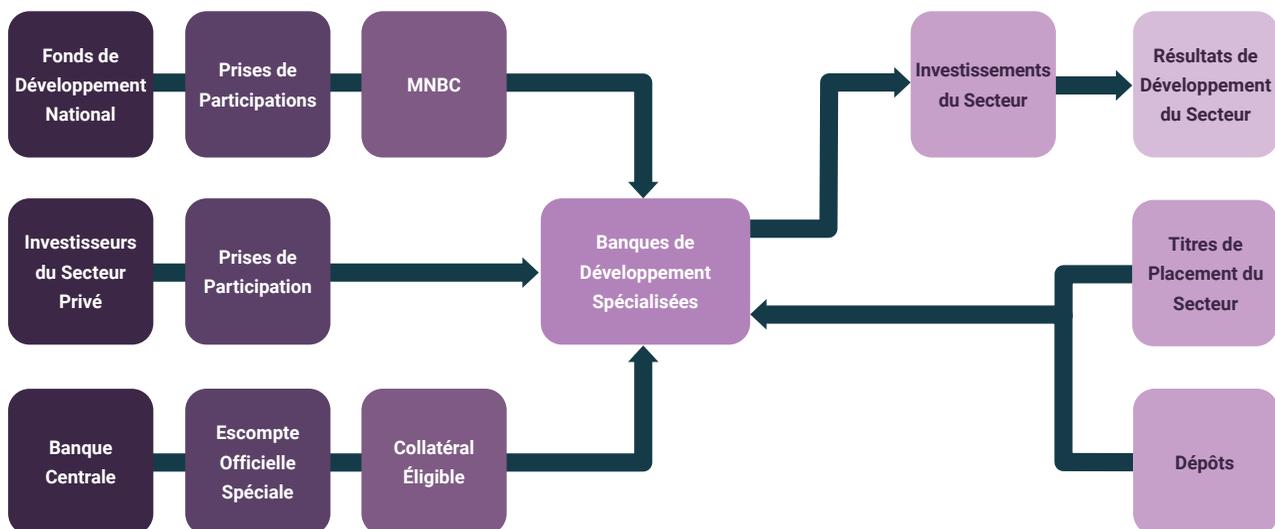
Les banques de développement spécialisées (BDS) joueront également un rôle important dans l'approfondissement des marchés de capitaux locaux en créant une nouvelle catégorie de titres investis présentant un profil risque-rendement attractif en plus de l'impact sur le développement.

Les BDS sont des entités gérées par le secteur privé qui se battent pour obtenir des autorités de contrôle nationales un nombre limité d'agrèments afin de remédier aux défaillances du marché dans des secteurs donnés (infrastructures, énergies renouvelables par exemple). Ces agrèments sont attribués en fonction de la capacité de la BDS à faire des résultats. Elle reçoit un investissement en capital d'un fonds de développement national dans le cadre des dépenses gouvernementales dans le secteur cible. Cet investissement s'inscrit dans le cadre d'un contrat de performance dans lequel les remises sur les dividendes sont liées à la réalisation de résultats de développement. D'autre part, les BDS bénéficient d'un prêt spécial et de programmes d'achat d'actifs de la banque centrale pour équilibrer leur profil risque-rendement. En outre, ces institutions constitueraient un cas d'utilisation approprié pour l'émission de MNBC. La monnaie peut être spécialement émise pour la capitalisation du Fonds national de développement, ce qui offre une transparence et une souplesse supplémentaires pour l'affectation des fonds aux secteurs souhaités. En vertu de la concurrence et de la certification axée sur les résultats, le risque moral est réduit au minimum. Grâce à l'appui sans réserve du gouvernement et de la banque centrale, les BDS peuvent lever des fonds auprès d'investisseurs privés qui cherchent de l'exposition dans un secteur spécialisé. Ces banques peuvent être soit de nouvelles institutions à part entière, soit des guichets d'institutions financières.

## Structure Financière Stylisée

ACTIFS	PASSIFS
Portefeuille d'actifs du secteur	Dépôts sécurisés
Prises de participations	Fonds propres
MNBC	Capital du Fonds national de développement
	Titres du secteur

**Fig. 40 : Structure financière d'une BDS**



Source: BID

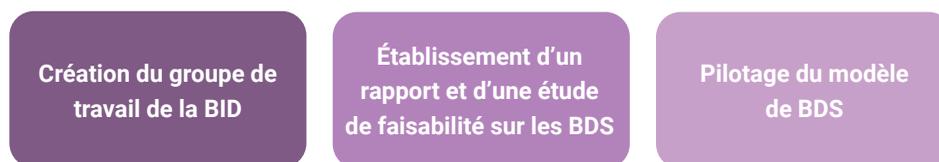
## Plan d'Action

La BID prévoit d'établir un groupe de travail pour développer le concept proposé de BDS sous forme de rapport complet comprenant une étude de faisabilité technique et des recommandations stratégiques. Le groupe de travail multipartite fera appel à des experts techniques dans le cadre d'une série

d'ateliers et présentera les résultats et les conclusions aux gouverneurs de la BID pour examen pendant l'année en cours.

En application des orientations de son Conseil des gouverneurs, la BID poursuivra le pilotage de la mise en œuvre des recommandations dans certains pays membres.

**Fig. 41 : Feuille de route proposée pour la mise en œuvre**



Source: BID

## Partenaires

- Gouvernements : ministère des Finances, ministère de la Planification / Economie
- Autorités de contrôle : banque centrale
- Milieu universitaire : universités, groupes de réflexion
- Secteur privé : banques commerciales, investisseurs institutionnels
- Partenaires en technologie : experts en monnaie numérique

# 3.3

## BANQUE DE DÉVELOPPEMENT SOCIAL : CRÉER UN MARCHÉ POUR LES RÉSULTATS SOCIAUX

### Objectif

Comme les BDS ci-dessus, les banques de développement social sont des institutions à but lucratif gérées par le secteur privé et spécialisées dans le financement des entreprises sociales et des populations cibles vulnérables. Le modèle de la banque de développement social est fondé sur la concurrence privée pour un nombre limité d'agrémentés réglementées par le gouvernement. Ces agréments offrent certains avantages aux institutions certifiées et sont soumises à un contrat axé sur les résultats entre le gouvernement et l'institution.

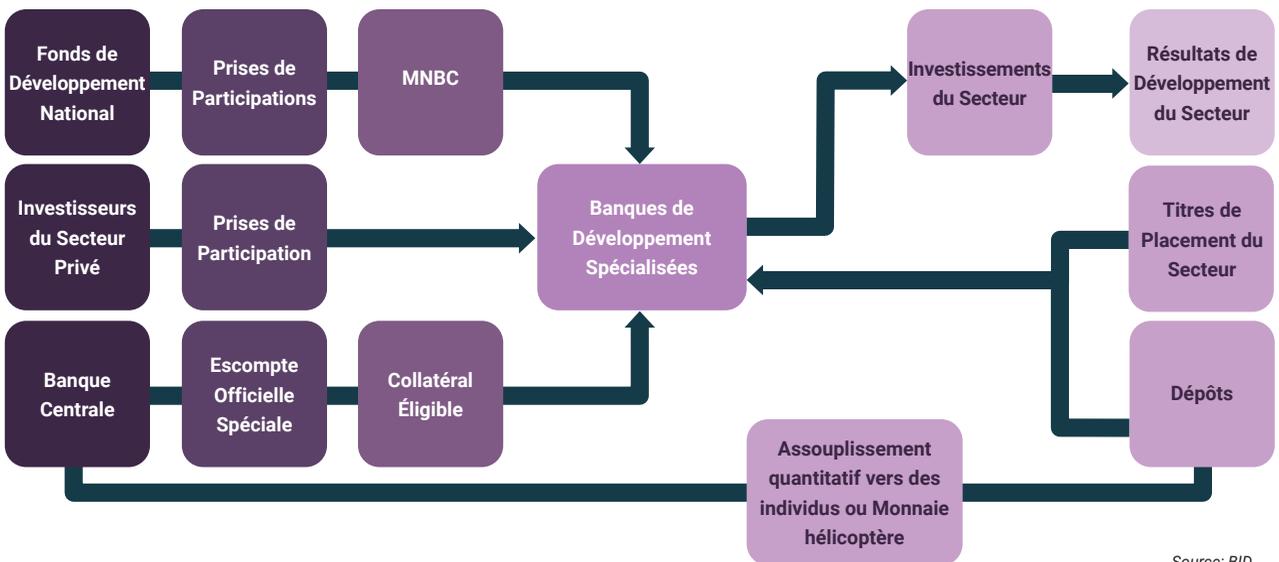
Les banques de développement social auront pour mission de recevoir et d'utiliser les contributions philanthropiques et la zakat des entreprises et des particuliers. En raison de la concurrence entre l'offre et la demande,

le capital philanthropique sera alloué à l'institution qui présente les meilleurs résultats en termes de gestion et d'impact.

Les banques de développement social seront le principal moyen de mettre en œuvre des mesures d'assouplissement quantitatif « directes ». En outre, les institutions certifiées bénéficieront d'un arrangement spécial avec la banque centrale et le Fonds national de développement.

La cryptomonnaie solidaire et d'autres innovations en matière de monnaie numérique seront au cœur du modèle économique des banques de développement social. Comme les institutions sont jugées sur les résultats, elles disposent de la liberté nécessaire pour innover en termes de mobilisation de ressources et d'offre de produits.

Fig. 42 : Structure financière d'une BDS



Source: BID

## Structure Financière Stylisée

ACTIFS	PASSIFS
Portefeuille d'actifs du secteur	Dépôts sécurisés
Prises de participations	Fonds propres
Cryptomonnaies solidaires	Capital du Fonds de développement national
Actifs sociaux islamiques	Titres d'investissement social

## Plan d'Action

La BID prévoit d'engager une consultation des parties prenantes sur le modèle et de rechercher des partenariats avec les pays membres intéressés pour piloter le modèle. Elle présentera les résultats et les conclusions des parties prenantes et soumettra une recommandation stratégique détaillée sur la proposition à ses gouverneurs pour examen lors de sa réunion annuelle de 2021.

En application des orientations des gouverneurs, la BID poursuivra le pilotage de la mise en œuvre des recommandations dans certains pays membres.

**Fig. 43 : Feuille de route proposée pour la mise en œuvre**



Source: BID

## Partenaires

- Gouvernements : ministère des finances, ministère des affaires sociales, ministère des awqaf, banque centrale.
- Milieu universitaire : universités, groupes de réflexion
- Secteur privé : institutions de microfinance
- Secteur social : Fondations, ONG
- Partenaires en technologie : experts en monnaie numérique.

## 3.3

### BANQUE MARCHANDE COMMERCIALE ISLAMIQUE

#### Objectif

Les technologies émergentes de l'IA et des chaînes de blocs offrent l'opportunité de supprimer certains des obstacles aux activités bancaires participatives. En effet, des outils peu coûteux et très efficaces sont désormais disponibles ou pourraient être mis au point pour réduire considérablement l'asymétrie de l'information et abaisser les coûts de transaction des opérations basées ou non sur la dette. La BID invite la communauté financière à étudier un nouveau modèle de banque d'affaires qui cristallise les tendances évoquées ci-dessus et offre une nouvelle opportunité à la finance islamique de mettre en œuvre une intermédiation financière non fondée sur l'endettement.

Les nouvelles banques d'affaires sont agiles et fonctionnent comme des Fintech avec une prise de décision plus efficace basée sur l'IA et un accès plus large aux données et aux informations. Ces nouvelles banques d'affaires devront être plus compétitives et rentables, en offrant un parcours de crédit « de bout en bout » à leurs clients. Cela sera possible grâce au système bancaire ouvert, aux mégadonnées et aux services externalisés tels que les services sans fil évolués (SSFE) AWS qui offrent l'IA et l'analytique pour l'automatisation des prêts, le service de gestion des risques et l'expérience client qui réduiront les barrières à l'entrée des nouvelles start-ups financières sur le marché. Grâce à l'IA et à l'accès aux données, les banques seront agiles et s'attacheront à offrir les produits différenciés aux clients en temps voulu et de manière rentable. Ces banques agiles proposent des services bancaires directs et utilisent plusieurs canaux de distribution et points d'accès. Avec la numérisation basée sur l'expérience personnalisée du client, l'accès ouvert aux données, l'automatisation, les mégadonnées, la concurrence et les multiples canaux de distribution directe, de réelles perspectives sont offertes pour plus d'inclusion et de personnalisation. Si les banques d'affaires islamiques acceptent tout le potentiel de la numérisation et adoptent le nouveau modèle commercial bancaire, elles auront la possibilité d'acquérir une plus grande part de marché et de renforcer l'inclusion financière dans les pays membres.<sup>113</sup>

#### Plan d'Action

La BID prévoit d'engager une consultation des parties prenantes sur le modèle et de rechercher des partenariats avec le secteur privé des pays membres pour piloter le modèle. Elle présentera les résultats et les conclusions des parties prenantes et soumettra une recommandation stratégique détaillée sur la proposition à ses gouverneurs pour examen lors de sa réunion annuelle de 2021. L'éventail des questions qui doivent être abordées comprend :

- L'évaluation de l'état de préparation des banques opérant dans les pays membres à adopter pleinement la numérisation et le modèle de banque « marchande » proposé ici ;
- La possibilité pour les pays membres d'évaluer la réglementation et les lois autorisant l'ouverture de services bancaires et garantissant une gouvernance et une protection des données solides, la cybersécurité et le renforcement du cadre institutionnel pour faciliter la numérisation ;
- L'investissement dans les systèmes et les infrastructures permettant au système bancaire moderne de prospérer ;
- Les possibilités de favoriser une plus grande concurrence et promouvoir l'innovation par le biais d'entreprises de Fintech et de start-ups similaires aux nouvelles banques commerciales numériques envisagées ici.

#### Partenaires

- Gouvernements : ministères des Finances
- Autorités de contrôle : banque centrale
- Secteur privé : banques commerciales, investisseurs institutionnels, Fintech, entreprises de technologie, représentants du secteur.

## 3.3

# FEUILLE DE ROUTE POUR RÉALISER LE POTENTIEL DE L'INDUSTRIE FINANCIÈRE

## Objectif à long terme : système bancaire à réserve complet



### Objectif

Un élargissement naturel de la MNBC à long terme consiste à converger vers un système où toute la monnaie est MNBC. Dans un tel système, la seule monnaie en circulation sera la monnaie « souveraine », auquel cas les banques ne seront plus en mesure de créer de la monnaie de dépôt. Dans ce système qui équivaut au système bancaire à réserve complet, les banques deviendront des intermédiaires de la monnaie souveraine. De plus, la création monétaire ne dépendra pas de la création de dette, rompant ainsi le lien entre la monnaie comme moyen de paiement et le crédit. La banque centrale pourra avoir un contrôle total de la masse monétaire et injecter de l'argent supplémentaire de plusieurs manières

- Accorder des crédits au fonds de développement national à un taux préférentiel, une proposition dans le cadre de ce que l'on appelle l'assouplissement quantitatif (QE) au Royaume-Uni, où la Banque d'Angleterre prêterait directement à une banque de développement national pour investir dans un vaste programme d'infrastructures;<sup>114</sup>
- Utiliser l'argent créé pour réduire la dette publique, les impôts ou financer les dépenses publiques ;
- Fournir des facilités de liquidité aux banques qui financent des investissements à long terme en associant des comptes d'investissement et des marchés de financement de gros (marché des soukook);
- Promouvoir l'assouplissement quantitatif et l'achat d'actifs à grande échelle sur les marchés secondaires ;
- Prêt direct de la banque centrale aux banques commerciales qui à leur tour prêtent aux entreprises.
- Parmi les avantages d'un tel système, on peut citer la réduction de la dette dans l'économie, un meilleur contrôle de la masse monétaire, une politique monétaire plus efficace, un système monétaire plus stable - qui n'est pas sujet à l'alimentation de bulles, à une offre exubérante de crédit et à des crises de crédit catastrophiques détruisant l'argent - et enfin le fait que les revenus dérivés de la création monétaire reviendront entièrement à l'État.

Certaines des critiques formulées à l'encontre de l'utilisation généralisée de la MNBC et à la limite de la prééminence de cette monnaie, tournent autour de la crainte de la désintermédiation, de l'augmentation du coût de l'emprunt, de la multiplication du bilan de la banque centrale qui l'amène à prendre un risque de crédit important et de l'ingérence politique.<sup>115</sup> Ces problèmes doivent être résolus avant qu'un tel système puisse être mis en place, notamment en garantissant une gouvernance forte, l'indépendance de la banque centrale et en s'assurant que les décisions sur la masse monétaire optimale sont prises indépendamment d'autres considérations. Au cours de la transition vers un tel modèle, la MNBC sera complétée par les méthodes de paiement existantes telles que les espèces, la monnaie électronique et les dépôts bancaires pour répondre aux besoins de divers segments de l'économie.

### Plan d'Action

Amener les banques centrales, les ministères des finances et les universitaires des pays membres à comprendre la conception d'un système monétaire « souverain » et à mettre au point progressivement les outils de politique monétaire pour lancer pleinement le nouveau système par la généralisation puis la domination de la MNBC, en développant les outils de gestion de la masse monétaire par les différents canaux énumérés ci-dessus et en établissant la condition préalable institutionnelle et de gouvernance pour minimiser le risque de capture politique de la banque centrale par exemple. Par exemple, la règle de politique monétaire et la masse monétaire doivent être décidées par un organe indépendant, tandis que des politiques claires, orientées vers le marché et fondées sur des preuves, doivent régir la manière dont l'argent est injecté dans l'économie.

### Partenaires

- Gouvernements : ministère des Finances, banque centrale
- Autorités de contrôle : AAOFI, CIBAFI
- Organisations internationales : FMI
- Milieu universitaire : universités

**La BID invite les pays membres à œuvrer de concert pour un avenir de prospérité**

Accompagner les gouvernements dans la recherche et la planification afin d'améliorer les systèmes financiers et promouvoir des économies florissantes



## CONCLUSION

Le système économique actuel, conçu pour maximiser les indicateurs matérialistes, et un système financier qui, à l'inverse, se concentre sur la maximisation du profit dématérialisé, ont créé des externalités réelles qui ont imposé la revue des agendas mondiaux. Le système financier joue un rôle transversal dans la conduite de l'économie, de l'offre à la demande, du secteur privé au secteur public, des produits de base aux services. Son architecture et ses règles peuvent influencer non seulement la manière dont le capital est alloué et la richesse distribuée dans l'économie, mais aussi redéfinir la dynamique socio-environnementale. Un système financier soutenu par un nouveau cadre technologique a la capacité non seulement de relancer la machine économique pour remédier à l'échec du marché, mais aussi de créer une synergie entre les interactions sociales, de protéger les ressources naturelles, de rendre compte de l'impact et de rétablir la confiance. Toutefois, pour y parvenir, le système financier tel que nous le connaissons doit se réinventer.

La Banque islamique de développement a fait de la finance islamique une mission essentielle. Dès les premiers jours de son existence, elle s'est employée à jeter les bases d'un système financier islamique, à créer des marchés pour les produits islamiques, à élaborer sa réglementation et sa politique et à permettre la création d'institutions financières islamiques dans l'ensemble de ses pays membres. Aujourd'hui, la finance islamique s'est fermement établie dans le lexique financier mondial. Depuis la première émission en 1990, le volume global des émissions de soukook a dépassé 1 350 milliards de dollars des États-Unis en 2020, dont plus de la moitié au cours des cinq dernières années. Au cours des neuf premiers mois de l'année dernière, les émissions de soukook ont dépassé 130 milliards de dollars.<sup>116</sup> De même, les actifs financiers islamiques mondiaux se sont chiffrés à 2 870 milliards de dollars et devraient atteindre 3 700 milliards de dollars, contre 1 760 milliards de dollars en 2012. Les actifs bancaires islamiques représentaient près de 70 % de l'ensemble des actifs financiers islamiques en 2019.

Le secteur de la finance islamique est particulièrement bien placé pour relever certains des défis auxquels sont

confrontés les pays membres. Le monde évolue très rapidement avec de nombreuses tendances convergentes, ce qui signifie que l'avenir ne sera pas de tout repos. Les changements climatiques, les tendances démographiques, l'augmentation des niveaux d'endettement, les inégalités, la pandémie et les grandes perturbations causées par les technologies nouvelles et évolutives sont autant de forces auxquelles nous devons faire face. Mais c'est notre choix collectif de saisir les opportunités que ces tendances nous offrent ou de continuer à faire comme si de rien n'était et de nous diriger vers des crises et des catastrophes toujours plus grandes. Pour illustrer ces choix, prenons l'exemple des changements climatiques. Le monde a pris conscience du risque énorme que les changements climatiques font peser sur notre planète, mais c'est à nous de décider si nous voulons tergiverser ou nous lancer dans des plans de développement vert de grande envergure, capables de créer les emplois et les compétences de demain et d'améliorer notre niveau de vie au sens le plus large. Malheureusement, le jury n'a pas encore tranché.

En tant que créateur de marché, la BID peut montrer la voie en faisant entrer le secteur de la finance islamique dans la nouvelle ère industrielle. Les fondements éthiques de la finance islamique doivent devenir plus importants, et toutes les parties concernées doivent être en phase avec ce que signifie réellement le développement pour aller au-delà du PIB, de la valeur actionnariale et des rendements financiers purs, quelle que soit la manière dont ils sont obtenus. La finance doit créer de la valeur, induire la productivité et améliorer le bien-être, et elle doit être non usuraire, équitable et inclusive.

Par le biais de ce rapport, la BID appelle ses pays membres à se joindre à ce projet ambitieux visant à redéfinir les industries financières islamiques à tous les niveaux et à promouvoir l'adoption rapide de nouvelles technologies et de nouveaux modèles d'entreprise. Tirer parti de l'impulsion donnée par les défis et les tendances identifiés et les opportunités offertes par la plateforme de la BID avec ses pays membre pour lutter contre les changements climatiques à travers la finance verte et sociale pour réaliser nos ambitions collectives.

## ANNEXE 1 – L'ARGENT COMME LEVIER DU CAPITAL SOCIAL : MONNAIES COMPLÉMENTAIRES

**B**eaucoup a été dit sur les inconvénients de la monnaie fiduciaire. Accusée d'être inflationniste, produite par le secteur privé à partir d'un simple enregistrement comptable, elle prospère grâce à l'expansion du crédit par les banques commerciales qui maximisent leurs profits et favorise les bulles spéculatives ainsi que la mauvaise répartition du capital, qui montent en flèche en période de crise. Bien sûr, l'argent n'est pas la source de tous ces problèmes mais certainement un facteur aggravant.

De plus en plus défendu par le biais de différentes initiatives, le concept de « marché libre de l'argent » est en train de prendre racine, à la faveur de la dynamique de la crise et des avancées technologiques.<sup>117</sup>

Le modèle de la monnaie complémentaire a permis à ce marché de se développer et de prouver ses prétentions. Les monnaies complémentaires (MC) sont des moyens

d'échange qui fonctionnent en parallèle à la monnaie nationale en la complétant. N'ayant généralement pas cours légal, elles sont basées sur un accord mutuel entre les parties qui échangent la monnaie. L'objectif des monnaies complémentaires peut tourner autour de :

- La resocialisation et l'émancipation
- La prévention du ralentissement économique (pénurie de monnaie nationale)
- Le renforcement de la stabilité financière
- La réduction des émissions de carbone en encourageant la localisation des échanges et des relations commerciales
- La promotion des ressources sous-utilisées
- La reconnaissance de l'économie informelle
- La promotion des entreprises locales
- Le renforcement de l'inclusion financière

### Encadré 6 : Initiatives de monnaies complémentaires

Bien que le concept de monnaie complémentaire soit utilisé depuis 1907, plus de 70 monnaies complémentaires ont été lancées au cours des 10 dernières années rien qu'en France.

L'Eusko qui couvre la région du Pays Basque en France, a capitalisé 1,2 million de sa monnaie en circulation avec 2 700 utilisateurs. Le cadre juridique en place a permis de développer ce marché de la monnaie grâce à un « Guide pratique des monnaies complémentaires destinées à l'usage des citoyens ».

[https://www.financite.be/sites/default/files/guide\\_pratique\\_des\\_monnaies\\_complementaires\\_0.pdf](https://www.financite.be/sites/default/files/guide_pratique_des_monnaies_complementaires_0.pdf)

Les monnaies complémentaires sont toujours utilisées pour promouvoir des objectifs sociaux et environnementaux donnés. D'un point de vue économique, elles peuvent augmenter la vélocité de l'argent dans une région déterminée, grâce à un moyen d'introduction et une dynamique de la masse monétaire différents. Il existe des spécificités que les banques centrales doivent prendre en considération avant de permettre l'émission de ces monnaies, entre autres les taxes, la convertibilité en monnaie nationale, le taux de

convertibilité, la portée régionale, l'activité économique et le volume qui en influencera l'impact.

Il n'y a pas d'objectif contradictoire entre le modèle de la monnaie souveraine et le celui des monnaies complémentaires ; en fait leurs avantages sont cumulatifs. Les cryptomonnaies sont des monnaies alternatives, mais elles ne sont généralement pas considérées comme des monnaies complémentaires, à moins qu'un objectif social ne soit explicitement rempli par leur création.

Grâce à leur cadre institutionnel et à l'environnement favorable à la politique monétaire, les politiques monétaires de la banque centrale visent à tirer parti de tout le potentiel économique. Comme indiqué ci-dessus, le chômage et le sous-emploi constituent une ressource en constante augmentation qui pourrait être exploitée à des fins économiques et sociales. (Quelque 30 à 45 % de la population en âge de travailler dans le monde sont sous-utilisée, c'est-à-dire au chômage, inactifs ou sous-employés<sup>119</sup>).

Bien que créant plus que jamais des emplois précaires, l'économie à la demande a développé un nouveau modèle d'entreprise grâce à des plateformes permettant de tirer parti du potentiel humain inexploité. Ce modèle pourrait être mis à profit par les gouvernements pour créer une économie à la demande sociale offrant des emplois indépendants durables.

Les personnes détenant une richesse inférieure à la référence « nissab »<sup>119</sup> et les sans-emploi constituent une ressource considérable pouvant contribuer et contribuant parfois au progrès socio-économique mais qui, plus que jamais, doit être captée et pleinement utilisée. Les monnaies complémentaires peuvent devenir l'outil permettant d'exploiter le capital social autour d'une économie contributive. L'économie contributive est un cadre global qui stimule l'économie du partage et l'économie circulaire déjà existantes. Ce cadre disposera de différents canaux pour inciter et atteindre les ressources humaines potentielles à contribuer par le biais de la monnaie complémentaire ou de la monnaie solidaire. L'environnement favorable à l'économie contributive est constitué par :

- Une banque sociale agréée par la banque centrale pour entreprendre une activité sociale spécialisée et appuyer tous les programmes éligibles pour les personnes dont la richesse est inférieure au nissab.
- Une plateforme technologique développée par des entreprises du secteur privé pour créer et mettre en œuvre des outils d'application interactifs et attrayants, faire la publicité des programmes et suivre toutes les interactions et transactions.

### **1<sup>ère</sup> chaîne de programme - La plateforme d'appel à contribution:**

La plateforme d'appel à contribution vise à tirer parti de la plateforme actuelle de financement participatif et

des organisations à but non lucratif. Elle permettra au gouvernement de publier des programmes sociaux (appui à l'éducation, assainissement de l'environnement, distribution de vivres, etc.) auprès d'organisations à but non lucratif éligibles. La plateforme proposera des postes de bénévole pour accompagner le programme social. Les chômeurs et les personnes en dessous du seuil de pauvreté seront prioritaires et récompensés en monnaie de solidarité en fonction de leur contribution. L'organisation à but non lucratif recevra ses coûts administratifs sur une base de résultats subventionnés par le gouvernement en monnaie nationale.

### **2<sup>e</sup> chaîne de programme - La plateforme Sadaqa:**

La plateforme Sadaqa vise à soutenir la population en détresse financière. Après validation par une organisation à but non lucratif par le biais d'un dossier gouvernemental, les possibilités d'aide financière seront annoncées sur la plateforme (allègement de la dette, logement social, alimentation, éducation, santé, etc.) Les fonds seront mobilisés auprès du public via la plateforme en monnaie nationale et échangés en monnaie de solidarité. La banque centrale déterminera un taux de change de la Sadaqa qui augmentera le montant total mobilisé et lui permettra d'atteindre son objectif de masse monétaire. Cela encouragera les dons et les gestes de solidarité au sein la société.

### **3<sup>e</sup> chaîne de programme - La plateforme de l'entrepreneuriat:**

Un fonds pour l'entrepreneuriat sera alloué par la banque centrale en monnaie nationale. Un projet de type microfinance sera annoncé par les personnes éligibles pour obtenir un financement libellé en monnaie de solidarité sur un mode de financement moucharaka (avec participation aux bénéficiaires et sans échéance définie). La banque sociale sera chargée d'assurer le suivi du projet et récompensée sur la base des résultats (nombre de projets réalisés et de personnes au-dessus du nissab). Tous les bénéficiaires seront convertis en monnaie nationale et affectés à l'enveloppe de gestion des risques et de financement du fonds pour l'entrepreneuriat.

Les personnes éligibles devront créer un compte à la banque sociale, ce qui renforcera l'inclusion financière. La monnaie sociale sera acceptée dans les établissements publics et couvrira un panier de base prédéfini.

## ANNEXE 2 - PROPOSITION DE RÈGLE DE TAYLOR AJUSTÉE AU BIEN-ÊTRE

Sont présentées dans cette annexe les grandes lignes d'une règle de Taylor alternative ajustée au bien-être, comme indiqué dans le rapport.

Considérons un indicateur de bien-être multidimensionnel  $\vec{I} (I_1, \dots, I_n)$ . Ce vecteur représente des objectifs mondiaux tels que les ODD. Considérons une matrice de réponse  $RM$  représentant la définition nationale de l'intensité des changements positifs et négatifs souhaitables de l'indicateur de bien-être ci-dessus.

$$RM(\vec{I}) = \begin{pmatrix} \frac{\partial I_1}{\partial +} & \dots & \frac{\partial I_n}{\partial +} \\ \frac{\partial I_1}{\partial -} & \dots & \frac{\partial I_n}{\partial -} \end{pmatrix}$$

Considérons la production globale comme la somme de composants suffisamment granulaires qui représenteront les unités de calcul.

$$Y = \sum_j \Delta Y_j$$

Étant donné la contribution de chaque unité à la variation de l'indicateur de bien-être, on peut établir la correspondance suivante.

$$\Delta Y_j \rightarrow \begin{pmatrix} \frac{\Delta I_1}{\Delta Y_j} \\ \dots \\ \frac{\Delta I_n}{\Delta Y_j} \end{pmatrix} \left| \Delta Y_j \right|$$

L'application de la matrice de réponse à cette variation donne

$$\Delta Y_j \rightarrow \begin{pmatrix} \frac{\Delta I_1}{\Delta Y_j} \\ \dots \\ \frac{\Delta I_n}{\Delta Y_j} \end{pmatrix} \begin{pmatrix} \frac{\partial I_1}{\partial +} & \dots & \frac{\partial I_n}{\partial +} \\ \frac{\partial I_1}{\partial -} & \dots & \frac{\partial I_n}{\partial -} \end{pmatrix} \left| \Delta Y_j \right| = (\Delta Y_j^+, \Delta Y_j^-)$$

En conséquence, chaque unité de production est désormais décomposée en composantes de bien-être positives et négatives. En agrégeant toutes les productions, nous avons :

$$Y \rightarrow \left( \sum_j \Delta Y_j^+, \sum_j \Delta Y_j^- \right) = (Y^+, Y^-)$$

La règle de Taylor modifiée suivante répond d'une manière ajustable à la composition du PIB.

$$i = \pi + \bar{r} + a_\pi(\pi - \bar{\pi}) + a_{y^+}^+(y^+ - \bar{y}^+) + a_{y^+}^-(y^+ - \bar{y}^+) + a_{y^-}^+(y^- - \bar{y}^-) + a_{y^-}^-(y^- - \bar{y}^-)$$

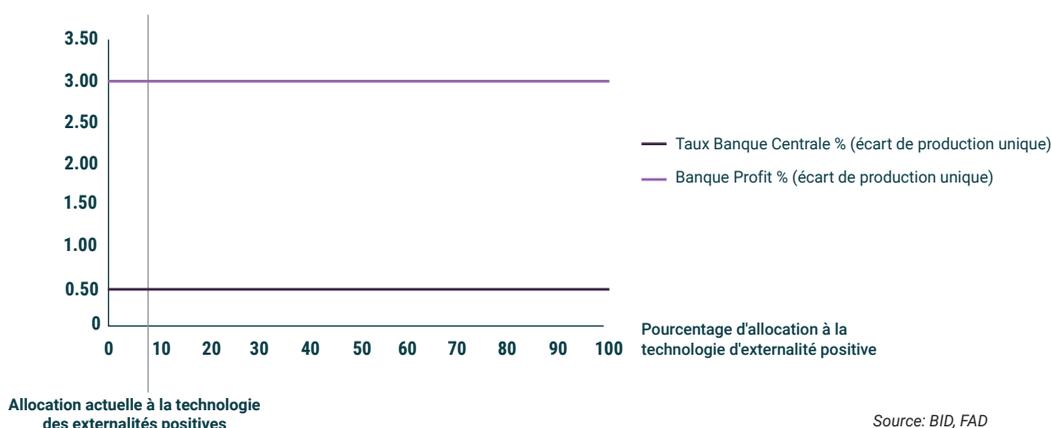
## LA RÉPONSE DU SECTEUR BANCAIRE À LA RÈGLE DE TAYLOR AJUSTÉE AU BIEN-ÊTRE

Pour illustrer la dynamique du modèle simple proposé, nous considérons une économie composée de deux technologies, l'une générant des externalités positives et l'autre des externalités négatives.

L'allocation actuelle à la technologie positive est de 10 % alors qu'il est socialement optimal d'allouer 70 % de l'ensemble des investissements.

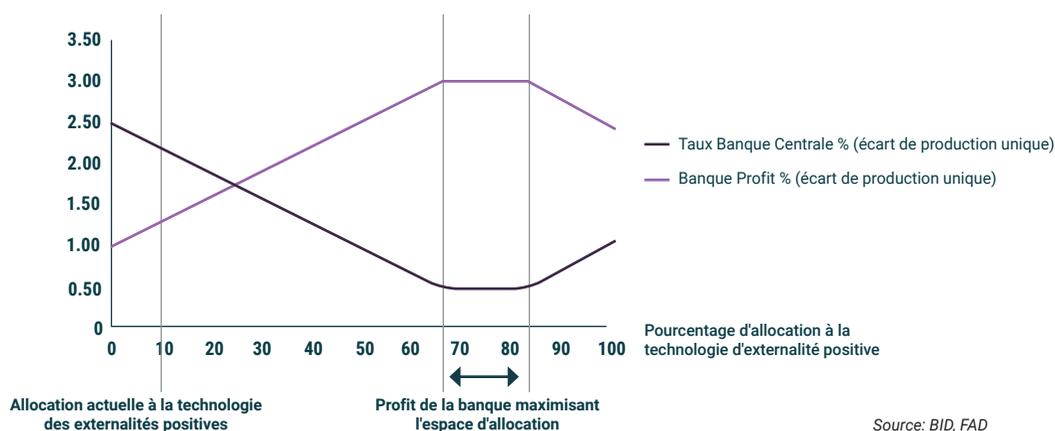
En l'absence d'une politique monétaire ajustée au bien-être, les banques ne sont pas incitées à modifier leur allocation.

**Fig. 44 : Effet stylisé de la double mesure de l'écart de production sur la politique monétaire et le comportement des banques**



Cependant, si les banques centrales annoncent l'adoption de la règle de Taylor ajustée au bien-être sur le modèle de celle proposée, la réponse optimale des banques est d'augmenter l'allocation à la technologie positive.

**Fig. 45 : Effet stylisé de la double mesure de l'écart de production sur la politique monétaire et le comportement des banques**



La règle de Taylor ajustée au bien-être joue le double rôle de ciblage de l'inflation et de maximisation des externalités positives.

## ANNEXE 3 - FINANCEMENT DES BESOINS DE L'ÉCONOMIE RÉELLE DANS LES PAYS MEMBRES DE LA BID

**G**âce à l'analyse des marchés les plus prometteurs, il est possible de mettre en évidence certains secteurs et industries d'importance. Il s'agit en général des industries les plus compétitives et donc susceptibles de créer des opportunités d'intégration verticale, d'augmentation de la productivité et de la valeur ajoutée intérieure. Ainsi, elles peuvent être considérées comme les points de départ (c'est-à-dire les 20 % qui peuvent potentiellement produire 80 % de l'impact), bien que leur liste ne soit pas exhaustive. En s'appuyant sur leurs avantages comparatifs et les dotations en facteurs, les pays membres peuvent gagner à se focaliser sur ces secteurs. Les principaux facteurs qui ont présidé à la sélection de ces industries se présentent comme suit :

1. potentiel de création de haute valeur et d'emploi
2. fort potentiel d'intégration verticale et horizontale et d'élargissement aux « industries » voisines
3. retombées importantes sur d'autres secteurs de l'économie et création d'une nouvelle dynamique d'apprentissage

### FINANCEMENT DES BESOINS DU SECTEUR AGRICOLE

Avec une production totale de 5 000 milliards de dollars des États-Unis en 2018, le secteur agricole n'a contribué qu'à hauteur de 6,4 % à la production économique mondiale.<sup>120</sup> Il s'avère de plus en plus nécessaire d'investir dans l'industrie agricole.

### BESOINS EN INVESTISSEMENT DE L'AGRICULTURE

Pour garantir une augmentation de 70 % de la production alimentaire, la Banque mondiale estime qu'un investissement annuel de **80 milliards de dollars des États-Unis sera nécessaire pour répondre à une demande alimentaire de plus en plus forte**. Le financement de l'agriculture sera un atout important dans l'éradication de la pauvreté et l'amélioration de la prospérité des ménages.

Selon les estimations, 70 % des produits alimentaires mondiaux émanent de petites exploitations agricoles (de 25 acres ou moins) qui font face à beaucoup d'obstacles pour assurer leur existence.<sup>121</sup> **Les petits exploitants n'ont pas accès aux intrants (semences, technologies et engrais) et aux financements ; ils sont victimes des inégalités fondées sur le sexe et n'ont pas accès aux marchés et au stockage. Les agriculteurs se heurtent à d'énormes difficultés pour obtenir des financements, en particulier dans les pays en développement.** Ils manquent des garanties qui peuvent être offertes pour obtenir des prêts bancaires. La croissance des marchés financiers agricoles est entravée par des politiques inefficaces, des coûts de transaction élevés pour toucher la population rurale, l'absence de mécanismes de gestion des risques et d'expertise des institutions financières pour gérer les portefeuilles de prêts agricoles.

### FINANCEMENT DE L'AGRICULTURE EN AFRIQUE

Le marché alimentaire africain devrait atteindre 1 000 milliards de dollars des États-Unis à l'horizon 2030.<sup>122</sup> Dans le but de faire de l'Afrique un exportateur net de denrées alimentaires et la placer au sommet des chaînes de valeur axées sur l'exportation, la Banque africaine de développement a mis en place la Stratégie « Nourrir l'Afrique » en 2015, et sur une période de dix ans (jusqu'en 2025), elle investira 25 milliards de dollars des États-Unis dans les activités agricoles du continent en mettant l'accent sur l'adoption de technologies et d'une agriculture durable.

### MÉCANISME ET SOURCES DE FINANCEMENT

**La majeure partie des besoins en financement du secteur agricole devront provenir du secteur privé.**<sup>123</sup> **Le renforcement des investissements dans les pratiques agricoles durables grâce à des investissements publics et privés, permettra de mieux stimuler les agriculteurs.** Les investissements transfrontaliers peuvent donner un coup de fouet à la production alimentaire mondiale en favorisant l'adoption

de nouvelles technologies et idées. Ils peuvent également permettre d'accroître les exportations, les flux commerciaux, le transfert de compétences, et d'améliorer l'emploi, en particulier sur les marchés émergents. Le fait que l'Afrique devrait être au cours de la prochaine décennie l'une des économies à la croissance la plus rapide attire les investisseurs privés pour l'exploitation de sa chaîne de valeur agricole.

En outre, les collectivités locales devront mener des études de diagnostic sur l'état du financement de l'agriculture, produire des plans d'action pour la réforme des politiques et réglementations publiques, et créer un environnement favorable à la mobilisation de fonds pour le secteur. Les politiques et les domaines d'intervention réglementaire peuvent prévoir des quotas de prêts, des plafonds de taux d'intérêt et des cadres de financement des récépissés d'entrepôt. La mise en place d'une méthodologie de financement des récépissés d'entrepôt dans les pays en développement permet aux producteurs d'utiliser lesdits récépissés comme garantie de prêt, tout en leur donnant accès aux installations de stockage, ce qui leur permet d'optimiser leurs bénéfices.<sup>124, 125</sup>

Pour satisfaire les futurs besoins de financement de l'industrie agricole et pallier l'insuffisance des fonds affectés aux PME dans les régions émergentes, des approches telles que **les initiatives de financement mixte avec des acteurs privés, le financement participatif et les actions politiques visant à permettre aux entreprises agricoles de prospérer seront prises**. Outre l'injection de fonds, la croissance de l'industrie agricole peut être réalisée en s'adossant sur la technologie pour stimuler les innovations, promouvoir la recherche et le développement avec la création de pôles et de réseaux de recherche, et encourager les pratiques de gestion des ressources agricoles et naturelles.

## **FINANCEMENT DES BESOINS DU SECTEUR PÉTROCHIMIQUE**

Selon les estimations, le marché mondial des produits pétrochimiques sera de 958,8 milliards de dollars des États-Unis d'ici 2025, avec un taux de croissance annuel moyen de 8,5 % (2019-2025). La croissance de la demande

en produits pétrochimiques tels que les emballages en plastique, les engrais, le caoutchouc synthétique et les détergents pour le linge sera telle que ces produits compteront pour plus d'un tiers de la croissance de la demande en pétrole d'ici 2030 et près de la moitié à l'horizon 2050. Toutefois, avec les raffineurs qui se tournent vers la pétrochimie, ils risquent de réduire la rentabilité du secteur. Les entreprises chimiques actuelles devront modifier leur approche et fournir des produits plus spécialisés afin de dominer les marchés des matières premières.

Ces dernières années l'industrie se heurte à des difficultés liées à une surveillance et à une réglementation plus rigoureuse des risques environnementaux de l'industrie. Les banques sont contraintes de renforcer les contrôles sur les prêts afin de gérer les risques de manière efficace. Comme solution de contournement, les entreprises pétrochimiques ont commencé à accéder à d'autres sources de financement, comme le marché obligataire, le capital-investissement et les organismes de crédit à l'exportation.

## **MÉCANISMES ET SOURCES DE FINANCEMENT**

En plus des sources traditionnelles de capitaux, des techniques de financement plus novatrices et de nouvelles sources de financement contribueront à garantir la disponibilité de fonds suffisants pour financer efficacement les futurs projets. Par rapport à d'autres secteurs infrastructurels, le financement de projets est moins utilisé dans celui de la pétrochimie. Avec le financement de projets, les banques seront la principale source d'apport de fonds. Le capital des mécanismes de financement de projets est souvent structuré de manière à encourager le refinancement après la réalisation du projet. Il attire également les fonds d'infrastructure, les fonds de pension et d'autres investisseurs institutionnels qui cherchent à investir dans les infrastructures pétrochimiques.

L'Afrique a du mal à développer son industrie pétrochimique, car n'étant pas en mesure d'accéder à des financements à long terme, de trouver des options de refinancement souples et d'atténuer le risque de change. Les gouvernements et le secteur privé sont également aux prises avec un déficit de financement

## ANNEXE 3 - FINANCEMENT DES BESOINS DE L'ÉCONOMIE RÉELLE DANS LES PAYS MEMBRES DE LA BID

des infrastructures de 130 à 170 milliards de dollars des États-Unis. Les plus grands défis pour les promoteurs de projets pétrochimiques en Afrique sont liés à l'accès au financement à long terme, la réduction du risque de change, l'obtention d'emprunts à faible coût et la possibilité d'options de refinancement flexibles. Une solution pour les projets pétrochimiques consiste à en financer les étapes initiales par une combinaison de subventions ou d'investissements directs étrangers (IDE), puis chercher des prêteurs commerciaux pour un refinancement dès que le projet commence à avoir des antécédents de croissance et de paiement fiable.<sup>126</sup>

### BESOINS EN FINANCEMENT DU SECTEUR MINIER

Pour atteindre les objectifs de l'Accord de Paris sur le climat, une transition mondiale vers les technologies à faible intensité de carbone est imminente pour lutter contre les changements climatiques. Le passage à des technologies d'énergie renouvelable devrait stimuler la demande en minéraux, qu'il s'agisse de minéraux de base ou de terres rares. Cela est principalement dû aux technologies comme l'éolien, le solaire et les batteries, qui nécessitent de grandes quantités de minéraux.

### MÉCANISMES ET SOURCES DE FINANCEMENT

Dans l'industrie minière, le financement était généralement assuré sous des formes traditionnelles comme les actions et l'emprunt. Toutefois, avec le fléchissement des prix des métaux en 2011-2016, les sociétés minières ont subi de lourdes pertes et depuis leur reprise en 2017, **elles ont commencé à se tourner vers d'autres formes de financement, notamment le capital-investissement, les redevances (financement basé sur la production) et le financement par flux. Ces mécanismes devraient continuer à se développer dans l'industrie minière à forte intensité de capital, où les entreprises tentent continuellement de limiter leurs risques et d'améliorer leur bilan.**

Comme les activités d'exploration minière sont menées dans des régions éloignées, les sources de financement

conventionnelles comme les investisseurs institutionnels ou les banques commerciales sont généralement réticentes à investir dans ces activités d'exploration qui sont coûteuses et risquées. Les sociétés de capital-investissement et de capital-risque fournissent les fonds nécessaires aux entreprises en phase de démarrage. Les accords de redevance, dans lesquels l'émetteur fournit des capitaux en échange d'une part des revenus futurs du projet, peuvent attirer des investisseurs pour une participation au financement du projet. Ces accords ne prévoient généralement aucune pénalité relative la construction ou aux retards du projet et attireront les entreprises en phase de démarrage vers ce type de financement.

Les industries minière et métallurgique ont été lentes à adopter les innovations technologiques par rapport aux autres. Pourtant, la finance numérique axée sur les chaînes de bloc est de plus en plus utilisée dans ce secteur. Alors que les cryptomonnaies et les cryptojetons ont gagné du terrain dans des pays développés comme le Canada et l'Australie, ils peuvent servir de monnaie d'échange dans le secteur minier pour les besoins de financement des pays en développement du Moyen-Orient et d'Afrique. Le financement par jetons est basé sur la valeur intrinsèque d'un gisement ou de la production de minéraux. Cela différencie ces jetons de cryptomonnaies comme le Bitcoin et l'Ethereum, qui ne sont garantis par aucun type de titre matérialisé. Les jetons sont distribués via une offre initiale de jetons ou de pièces utilisant la technologie des chaînes de bloc, qui peuvent ensuite être cotés sur des bourses tierces afin de faciliter les échanges et la liquidité. Bien que cette voie de financement soit lucrative pour les entreprises à la recherche de fonds, l'absence ou le peu de réglementation sur les financements axés sur la technologie des chaînes de bloc rend l'instrument légèrement risqué. Peut-être que la normalisation des paiements à base de jetons et leur acceptation à grande échelle faciliteront-elles la mobilisation de capital de croissance.

### EXPLOITATION MINIÈRE AU MOYEN-ORIENT ET EN AFRIQUE

Les pays du Moyen-Orient et d'Afrique augmentent leurs

investissements dans le secteur minier. « Emirates Global Aluminum » des Émirats arabes unis a annoncé avoir obtenu un financement de 750 millions de dollars des États-Unis de First Abu Dhabi Bank, Emirates NBD, et Mashreq Bank. Ce financement est destiné à ses activités d'extraction de bauxite en Guinée. Dans le cadre de la restructuration de son économie tributaire du pétrole, l'Arabie Saoudite a augmenté son fonds de 28 milliards de dollars des États-Unis. Entre autres secteurs comme la logistique, le fonds accompagnera l'industrie minière du pays avec divers produits financiers. En outre, la Société financière africaine prévoit de porter à plus de 500 millions de dollars des États-Unis ses investissements dans le secteur minier sur l'ensemble du continent africain. Elle a réservé 78 millions pour le financement du projet aurifère Segilola au Nigeria. La solution de financement comprendra une facilité de crédit, un flux d'or et des actions ordinaires.

## **BESOINS EN FINANCEMENT DU SECTEUR DE LA CONSTRUCTION**

À l'échelle mondiale, le volume de la production de l'industrie de la construction devrait augmenter de 85 % pour atteindre 15 500 milliards de dollars des États-Unis à l'horizon 2030. Trois pays, notamment la Chine, les États-Unis et l'Inde, devraient être les moteurs de cette croissance dont ils compteront pour 57 %.<sup>127</sup> L'Indonésie devrait faire un bond en avant pour dépasser le Japon en 2030. Malgré ces prévisions, des investissements annuels à hauteur de 1 000 milliards de dollars des États-Unis sont nécessaires pour combler le déficit mondial en matière d'infrastructures.<sup>128</sup>

### **MÉCANISME ET SOURCES DE FINANCEMENT**

Trouver un financement a toujours été un défi pour les sous-traitants de la construction. La plupart des banques et institutions financières ne se sentent pas à l'aise avec ce secteur et ne financent que les grandes entreprises.

Les futurs besoins de financement de l'industrie des infrastructures seront principalement alimentés par des investissements privés. Parmi les mécanismes de prêt alternatifs qui seront largement répandus dans le secteur de la construction, figurent le financement basé sur les revenus,

le prêt entre particuliers et le financement participatif sous forme de capital. Le financement basé sur les revenus n'est pas un prêt, mais un accord de vente d'une partie des futurs revenus. Le prêt entre particuliers offre aux entreprises une bonne occasion d'obtenir des prêts plus rapidement et avec moins de restrictions.

### **FINANCEMENT DES PLUS PETITES ENTREPRISES**

Pour financer les opérations et la croissance des petites entreprises, des moyens tels que le « Small business administration » (SBA) et le financement des facteurs de construction gagnent en popularité - surtout dans les pays développés. Les SBA garantissent des prêts aux banques qui permettent à celles-ci de prêter aux petites entreprises. C'est un moyen très efficace d'accorder des microcrédits. Les agents de crédit des SBA offrent également aux petites entreprises cherchant à obtenir des prêts des conseils extrêmement utiles sur la gestion d'entreprise et les finances. L'autre mécanisme est l'affacturage qui permet à une entreprise ayant un faible fonds de roulement de faire des paiements échelonnés et de donner une avance.

### **BESOINS EN FINANCEMENT DU SECTEUR TEXTILE**

L'industrie textile mondiale était évaluée à 920 milliards de dollars des États-Unis en 2018 et devrait atteindre 1 230 milliards de dollars d'ici 2024. La consommation de plus en plus forte de fibres propres telles que le coton, la soie, la laine, le chanvre et le jute devrait être le moteur de la croissance prévue. L'Asie-Pacifique est en tête du marché, suivie par l'Amérique du Nord, l'Europe, l'Amérique du Sud, le Moyen-Orient et l'Afrique.

### **MÉCANISME ET SOURCES DE FINANCEMENT**

À l'instar d'autres industries, celle du textile éprouve de nombreuses difficultés de financement. Alors que les fabricants préfèrent un prêt bancaire à terme ou une ligne de crédit, le problème est souvent de pouvoir obtenir un financement conventionnel. La meilleure option pour une entreprise de textile souhaitant obtenir un prêt bancaire est de recourir au rehaussement du SBA. Ce mécanisme utilise la garantie pour couvrir une grande partie des pertes du prêteur

## ANNEXE 3 - FINANCEMENT DES BESOINS DE L'ÉCONOMIE RÉELLE DANS LES PAYS MEMBRES DE LA BID

si l'entreprise ne rembourse pas. Les crédits alternatifs se situent à mi-chemin entre les prêts bancaires et les avances de fonds à taux d'intérêt élevé. Pour les entreprises de textile, ils sont utilisés pour financer le fonds de roulement et refinancer les dettes à taux d'intérêt plus élevés, entre autres. D'autres mécanismes de financement comme celui basé sur les actifs peuvent se présenter sous forme de prêt ou de ligne de crédit. Si une entreprise de textile essaye tous les mécanismes sans réussir à obtenir un financement, l'option d'avance de fonds lui permet de garantir un prêt contre de futures ventes.

### BESOINS EN FINANCEMENT DES SERVICES TRANSVERSAUX

Les questions transversales comme l'égalité des sexes, la réduction de la pauvreté et la durabilité environnementale sont pertinentes pour tous les volets du développement. Entre 2017 et 2019, les gouvernements et les institutions internationales ont annoncé plus de 1 milliard de dollars des États-Unis de nouveaux engagements pour promouvoir l'égalité femmes-hommes au niveau mondial. Ces investissements comprennent une entreprise commune pluriannuelle de 500 millions de dollars des États-Unis entre les Nations unies et l'Union européenne - l'initiative Spotlight axée sur l'élimination de toutes les formes de violence à l'égard des femmes et des filles ; un investissement de 133 millions de dollars des États-Unis par la France pour sa politique étrangère féministe ; un investissement de 127 millions de dollars des États-Unis par la Norvège pour mettre fin aux violences sexuelles et sexistes dans les conflits ; une contribution de 376 millions de dollars des États-Unis par le Canada. Toutefois, seul 1 % de l'ensemble de l'aide au titre de l'égalité femmes-hommes est allé à des organisations féminines. La majeure partie de cet argent est allée à des organisations internationales basées dans les pays donateurs, plutôt qu'aux groupes qui mènent les initiatives.

En 2015, il est ressorti du suivi des Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) que la proportion de la population mondiale vivant dans l'extrême pauvreté était

passée de 50 % en 1990, à 14 %. Cependant, compte tenu de la croissance démographique, le nombre absolu de personnes vivant dans la pauvreté a augmenté. Les programmes de microcrédit - pratique consistant à accorder de petits prêts aux très pauvres, parallèlement à d'autres services financiers tels que les comptes d'épargne et la formation financière - dans les pays en développement peuvent permettre à plus de 10 millions de personnes de sortir de l'extrême pauvreté. Le volume des engagements actifs en faveur de l'inclusion financière est passé de 11 milliards de dollars des États-Unis en 2007 à 42 milliards en 2017, dont la majeure partie prise en charge par des institutions financières de développement (IFD). Les services bancaires aux personnes auparavant exclues du système bancaire (l'inclusion financière) ont été perçus comme un catalyseur pour 7 des 17 ODD. Le Groupe de la Banque mondiale considère également l'inclusion financière comme un vecteur clé de réduction de l'extrême pauvreté et de stimulation de la prospérité partagée, et a proposé de faire de l'accès universel aux services financiers d'ici 2020 un objectif.

### INVESTISSEMENT DANS LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

La viabilité environnementale n'a jamais été un sujet aussi central dans l'histoire du monde qu'aujourd'hui. Les entreprises sont confrontées à d'importants défis environnementaux et sociaux qui mettent en péril leur potentiel de croissance durable. Cette évolution de la dynamique du marché fait basculer les investissements vers le volet écologique. Au cours des neuf premiers mois de l'année 2019, les investisseurs ont affecté un montant record de 89 milliards de dollars des États-Unis à des prêts liés à l'environnement et la durabilité. Le 11 décembre 2019, la Commission européenne a présenté le Pacte vert pour l'Europe, une stratégie de croissance visant à faire de l'Europe le premier continent climatiquement neutre d'ici 2050. Dans le cadre de ce pacte, la Commission européenne a présenté en janvier 2020 un plan qui mobilisera au moins 1 000 milliards de dollars des États-Unis d'investissements durables au cours de la prochaine décennie. Ce plan devrait favoriser la mise en place d'un cadre facilitant les investissements publics et

privés nécessaires à la transition vers une économie neutre pour le climat, verte, compétitive et inclusive. Un rapport récent de Refinitiv intitulé « A Deep Dive into Environmental Metrics » révèle que 63 % des entreprises figurant dans la base de données de Refinitiv sur la gouvernance sociale et environnementale (ESG), qui couvre environ 70 % de la capitalisation boursière mondiale, ont une politique de réduction des émissions.

## **INVESTISSEMENTS EN FAVEUR DU SECTEUR DE L'ÉDUCATION**

L'importance de l'éducation pour le développement d'une société non seulement durable mais aussi plus intégrée, est reconnue depuis la nuit des temps. Toutefois, l'accès à l'éducation demeure un privilège. Par exemple, les filles vivant dans des zones de conflit ont 90 % de chances de plus de ne pas être scolarisées dans le secondaire. Les gouvernements et les institutions prennent diverses initiatives dans le monde entier pour contribuer à la réalisation de l'un des ODD publiés par les Nations unies : offrir un enseignement primaire et secondaire gratuit, équitable et de qualité. Pour éradiquer la « pauvreté éducative », la Banque mondiale met l'accent sur l'alphabétisation de base avant l'âge de 10 ans. L'UNESCO a lancé l'initiative « Futurs de l'éducation » pour aller au-delà du Programme de développement durable à l'horizon 2030 et « réinventer la manière dont le savoir et l'apprentissage peuvent contribuer au bien commun mondial ». Cette initiative verra un éventail de parties prenantes encourager un débat mondial sur la manière dont l'éducation peut façonner l'avenir. Le Premier ministre britannique Boris Johnson a annoncé un investissement de 515 millions de livres sterling pour l'éducation mondiale. Ce financement sera particulièrement axé sur l'amélioration des compétences de base en matière de lecture, d'écriture et de calcul et sur la scolarisation des enfants dans les zones de conflit. Sur cet investissement, 100 millions de livres sterling seront également consacrés à la Facilité internationale de financement pour l'éducation (IFFEd). L'IFFEd s'appuie sur les subventions des donateurs pour accroître les prêts des banques multilatérales. Les Pays-Bas se sont également joints au Royaume-Uni en s'engageant à soutenir l'IFFEd.

La réalisation des objectifs nationaux en matière d'éducation nécessitera des engagements financiers additionnels au cours des prochaines années. Cependant, il se peut que les fonds ne parviennent pas aux écoles, que les décisions de dépenses ne soient pas alignées sur les objectifs d'apprentissage et que les organismes gouvernementaux n'aient pas la capacité d'utiliser les fonds de manière efficace.

Il est donc important de veiller à ce que ces ressources soient utilisées efficacement en réduisant l'inefficacité dans les dépenses que l'on retrouve dans maints systèmes éducatifs.

## **INVESTISSEMENTS POUR LES SOINS DE SANTÉ**

Le dernier rapport publié en septembre 2019 par l'OMS et ses partenaires indique que les pays doivent augmenter les dépenses de soins de santé primaires d'au moins 1 % de leur PIB pour combler les écarts et atteindre les objectifs sanitaires convenus en 2015. Les pays doivent également intensifier leurs efforts pour élargir l'accès aux services de santé. Selon le rapport de suivi de la couverture sanitaire universelle, le monde devra doubler la couverture sanitaire d'ici à 2030. Selon le rapport, si les tendances actuelles se poursuivent, jusqu'à 5 milliards de personnes n'auront toujours pas accès aux soins de santé en 2030. Investir 200 milliards de dollars des États-Unis supplémentaires par an dans l'élargissement des soins de santé primaires dans les pays à faible et moyen revenu permettrait de sauver 60 millions de vies et d'augmenter l'espérance de vie moyenne de 3,7 ans à l'horizon 2030, tout en contribuant au développement socio-économique.

Chaque pays souhaite disposer d'un système de santé performant, avec des services abordables et une équité médicale et financière. Ces objectifs sont difficiles à atteindre dans les pays à faible revenu, où le carcan budgétaire est contraignant à des niveaux de dépenses globales peu élevés. Les dépenses de santé sont en grande partie autofinancées, et comme la capacité d'augmenter les dépenses publiques intérieures est limitée, les donateurs devraient financer la majeure partie de l'augmentation.

## **CONSTRUCTION DE LOGEMENTS ABORDABLES**

Le logement est une condition préalable à la création de villes inclusives, équitables, sûres, résilientes et durables.

## ANNEXE 3 - FINANCEMENT DES BESOINS DE L'ÉCONOMIE RÉELLE DANS LES PAYS MEMBRES DE LA BID

Les indicateurs montrent que le logement est un moteur, un catalyseur et un élément contributif pour 13 des 17 ODD. Le logement contribue à la réalisation de 5 ODD, à savoir l'absence de pauvreté, l'égalité des sexes, l'eau potable et l'assainissement, l'énergie propre et abordable, et les villes et communautés durables. Avec 1,6 milliard de personnes vivant dans des logements inadéquats, dont un milliard dans des bidonvilles et des implantations sauvages, il importe de construire des logements abordables. Répondre aux besoins de logement des plus pauvres et des plus vulnérables, en particulier des femmes, des jeunes et de ceux qui vivent dans des bidonvilles, doit être une priorité dans les programmes de développement.<sup>129</sup>

En 2014, Shelter-Afrique a déclaré que « les zones urbaines africaines auront besoin de 565 millions de logements supplémentaires entre 2015 et 2030 ». La construction de 40 millions de logements modestes en une année nécessite un investissement de plus de 1000

milliards de dollars des États-Unis, ce qui a un effet multiplicateur en ajoutant 10 000 milliards de dollars au PIB du continent. Lorsqu'ils envisagent d'utiliser des terrains vacants et des bâtiments existants, les investisseurs et courtiers dans l'immobilier commercial négligent souvent une alternative viable : le logement abordable financé par les gouvernements. Les investisseurs immobiliers doivent être conscients des possibilités d'acheter des sites non aménagés ou édifices en mauvais état, en tirant parti des financements pour des logements abordables.

Des politiques et des réglementations telles que le crédit d'impôt pour logement à faible revenu encouragent à la construction ou à la réhabilitation de logements locatifs abordables pour les ménages à faible revenu. Les pays à faible revenu comme le Kenya envisagent d'introduire des incitations fiscales pour les promoteurs immobiliers afin de réduire le déficit de logements.<sup>130</sup>

**Le logement abordable, un volet incontournable du développement**

Logement de masse public, Lagos (Nigeria)



## ANNEXE 4 - RECONNECTER L'ARGENT À L'ÉCONOMIE RÉELLE (POUR DISCUSSION)

### À L'HEURE D'UN NOUVEAU BRETTON WOODS

L'architecture financière a été largement façonnée par les accords de Bretton Woods, qui ont permis d'obtenir des performances économiques exemplaires et stables dans les années 1950 et 1960. Dans le cadre de ces accords, la masse monétaire était techniquement plafonnée par la quantité totale d'or détenue par les banques centrales, ce qui exerçait une pression à la baisse sur le prix de l'or et une pression à la hausse sur sa production pour accompagner la croissance du commerce mondial. Motivée par une politique monétaire inflationniste inappropriée pour le pays à monnaie clé du système, la suspension de la convertibilité de l'or en 1971 a finalement mis fin à un aspect essentiel, laissant le dollar des États-Unis comme monnaie mondiale. Depuis lors, la masse monétaire est surveillée par les banques centrales par l'intermédiaire du système bancaire en tant que levier économique fondé sur ses effets sur l'activité économique réelle et le niveau des prix. Il en a résulté un pic de la masse monétaire mondiale agrégée stimulé par l'expansion du commerce mondial, qui a sous-tendu une financiarisation toujours plus poussée de l'économie planétaire.

Depuis la crise financière mondiale, les politiques monétaires de contrôle de la masse monétaire ont été remises en question par des données empiriques et obligé les décideurs à prendre des mesures non conventionnelles pour soutenir le secteur financier. La pandémie conjuguée aux stigmates de la crise financière mondiale a stoppé net les prévisions de croissance du PIB, laissant au secteur financier peu de perspectives de croissance de l'économie réelle. Selon Kristalina Georgieva, directrice générale du Fonds monétaire international, la pandémie a déjà coûté environ 4,4% à l'économie mondiale, ce qui représente quelque 11 000 milliards de dollars des États-Unis en termes de production d'ici à l'année prochaine. Le monde est donc à « l'heure d'un nouveau Bretton Woods » dont nous devons profiter.<sup>131</sup>

### UN PROCESSUS DE CRÉATION MONÉTAIRE BIAISÉ

Dans le système financier actuel, le processus de création monétaire est fortement influencé par le modus operandi des banques. Comme plus de 90 % de l'argent dans l'économie est constituée de dépôts bancaires, deux grandes théories permettent de modéliser la chaîne de valeur des flux monétaires et du crédit : la théorie de l'intermédiation, qui suppose que les banques organisent l'interface entre l'offre (déposants) et la demande (investisseurs) d'argent, et la théorie des réserves fractionnaires, qui confère le pouvoir de création monétaire aux banques lorsqu'elles accordent des prêts. Dans les deux cas, les banques jouent un rôle d'intermédiation où la masse monétaire reste sous la prérogative de la banque centrale grâce au levier des réserves obligatoires. Aucune des deux théories ne passe le test empirique. La théorie du crédit de l'argent stipule que l'argent est émis sous forme de dette dans l'économie où les banques créent indépendamment l'argent comme unité de compte lorsqu'elles accordent des prêts par l'émission d'une promesse de paiement d'un flux monétaire dans le futur. Selon cette théorie, la banque centrale assure la liquidité interbancaire suffisante *ex nihilo* (c'est-à-dire lorsque l'argent basé sur la dette est déjà créé et circule dans l'économie) les mettant ainsi devant le fait accompli, le levier des réserves obligatoires des banques jouant un rôle marginal dans la régulation de la masse monétaire.<sup>132</sup>

Les politiques monétaires intègrent un rôle de distribution de la richesse nationale et peuvent donc être utilisées pour influencer les inégalités de richesse. Dans le cadre d'un tel processus de création monétaire, la surveillance de la masse monétaire est principalement orientée par les objectifs du secteur privé. Pour relever les défis contemporains, l'argent doit être accumulé au profit d'objectifs nationaux communs et non privés.

## **ANNEXE 4 - RECONNECTER L'ARGENT À L'ÉCONOMIE RÉELLE (POUR DISCUSSION)**

### **L'ARGENT EN TANT QUE PATRIMOINE COMMUNAUTAIRE**

Sur la base des précédents historiques, on peut soutenir que la création monétaire sous contrôle privé a des conséquences beaucoup plus problématiques que la création monétaire gouvernementale. Dans le cadre d'un système bancaire à réserve complet dans lequel les banques sont exclusivement des intermédiaires, le gouvernement hérite du seigneurage pour émettre directement de l'argent à un taux d'intérêt nul plutôt que de l'emprunter sur les marchés financiers ou de le faire créer par les banques par le biais de booms de crédit pendant l'expansion économique, et de la détruire pendant les contractions économiques. Cela permettra de diminuer considérablement le poids de la dette des agents du secteur public et même du secteur privé. L'argent représentera ainsi le capital national au sein de la communauté.<sup>133</sup>

Les institutions financières privées géreront le flux monétaire grâce à un système de paiement efficace soutenu par des solutions technologiques, facilitant l'allocation du capital à ses utilisations les plus productives et agrégeant les données financières sur les activités économiques. Les banques seront ainsi en mesure de déceler rapidement les défaillances potentielles du marché et de superviser les externalités économiques afin de soutenir l'organisation de la prise de décision pour relever les défis socio-environnementaux.

La masse monétaire aux mains d'un organisme public devra être contrôlée dans le cadre d'une règle de croissance monétaire fixe éliminant le financement par la dette privée (mais pas le financement par fonds propres) des activités de prêt résiduelles des banques. Les canaux par lesquels l'argent est introduit dans l'économie devront également être encadrés par des politiques qui favorisent la concurrence, l'équité et l'inclusion..

## **ANNEXE 5 - DÉVELOPPEMENT DE L'INFRASTRUCTURE FINANCIÈRE DANS UN CONTEXTE FRAGILE – LE CAS DE L'IRAQ**

### **DISCOURS DE S.E. LE GOUVERNEUR DE LA BANQUE CENTRALE D'IRAK RELATIF AU RAPPORT SUR L'AVENIR DU FINANCEMENT**

Au cours des deux dernières décennies, l'économie mondiale a connu des crises et des défis de grande envergure, notamment la crise financière mondiale en 2008 et la crise induite par la pandémie de Covid-19 en 2020. L'économie irakienne a été peu affectée par la crise de 2008 en raison des faibles liens établis entre le secteur financier irakien et le système financier mondial. En revanche, elle a subi indirectement ses contrecoups du fait de la baisse des cours mondiaux du pétrole durant cette période car, compte tenu des déséquilibres structurels que le pays connaît depuis quatre décennies, les recettes pétrolières constituent les principales recettes budgétaires.

L'économie irakienne est également confrontée à une double crise sécuritaire et économique, en plus de l'augmentation des dépenses publiques au cours de la période 2014-2017 causée par les mesures prises pour ramener la stabilité combinées à la baisse des prix mondiaux du pétrole et aux mesures pour faire face aux vagues de déplacement interne. Ainsi, la nécessité de surmonter cette crise s'est traduite par une hausse de la dette publique, qui est passée de 9 000 milliards de dinars en 2014 à 47 000 milliards de dinars. En raison de la faible profondeur financière, la Banque centrale d'Irak a adopté une politique monétaire expansionniste depuis 2015, caractérisée par l'escompte des transferts de trésorerie d'environ 10 000 milliards de dinars, en sus du lancement d'une initiative pour financer les activités du secteur privé avec un montant de 6 000 milliards de dinars, dont 5 000 milliards consacrés au financement des grandes et moyennes entreprises par le biais des banques publiques, et 1 000 milliards pour financer les petites entreprises via les banques privées traditionnelles et islamiques.

D'autre part, en conséquence des effets négatifs de la pandémie à coronavirus, la Banque centrale irakienne a lancé une nouvelle initiative d'un montant de 5 000 milliards

de dinars pour financer des projets du secteur privé et faire de celui-ci un partenaire stratégique et important au développement économique, créer des opportunités d'emploi et réduire la pauvreté et le chômage, avec des financements à faibles intérêts, voire sans intérêt, comme les prêts alloués au secteur du logement assortis de frais administratifs de 5%, à payer une seule fois.

Par ailleurs, la Banque centrale irakienne s'emploie au développement de l'infrastructure du système de paiement irakien, au renforcement des méthodes de paiement électronique et à l'augmentation du niveau d'inclusion financière. À cet égard, les projets les plus importants qu'elle a entrepris sont l'accélération de la cadence de la domiciliation des salaires des fonctionnaires du secteur public, la participation à la plateforme « Buna » avec un nombre de pays arabes, l'utilisation de l'autocommutateur national, l'activation de la collecte électronique des redevances pour les services publics et les établissements d'enseignement, et l'élaboration d'une stratégie d'inclusion financière en coopération avec des partenaires stratégiques tels que le Fonds monétaire arabe (FMA), l'Agence allemande de coopération internationale (GIZ) et d'autres.

En outre, la Banque centrale d'Irak est consciente à la fois des nombreuses difficultés de taille qui accompagnent la transformation d'une banque traditionnelle vers une banque axée sur la fintech, et des multiples opportunités importantes découlant de l'évolution vers les services financiers numériques. Dès lors, elle suit étroitement les développements à l'échelle mondiale et s'efforce d'appliquer les meilleures pratiques internationales en la matière avec grande prudence, afin d'éviter les risques financiers potentiels et de garantir la mise en place d'un système financier stable et durable. À cette fin, la Banque centrale d'Irak s'est attelée à publier des règlements relatifs au rattachement numérique et a rejoint la plateforme « Buna » pour les paiements intra-arabes, en vue d'élargir la portée des paiements électroniques. Il s'agit d'une plateforme qui fournit des services de compensation et de règlement en temps réel des transferts d'argent transfrontaliers entre pays arabes, en devises arabes et internationales.



Vue aérienne de tours à Jakarta (Indonésie)



# RÉFÉRENCES

N° DE PAGE	RÉFÉRENCES
8	1. <a href="https://sagittarius.agency/blog/personalisation-the-future-of-banking">https://sagittarius.agency/blog/personalisation-the-future-of-banking</a> 2. <a href="https://www.mckinsey.com/business-functions/risk/our-insights/the-lending-revolution-how-digital-credit-is-changing-banks-from-the-inside">https://www.mckinsey.com/business-functions/risk/our-insights/the-lending-revolution-how-digital-credit-is-changing-banks-from-the-inside</a>
14	3. PIB mondial (2019) = 86 600 milliards \$EU (base de données des Perspectives économiques mondiales du FMI, octobre 2019). Actifs financiers mondiaux (2019) = 360 600 milliards \$EU (The Global Wealth report 2019 – Crédit Suisse mi-2019). Marché mondial des produits dérivés (2019) = 640 000 milliards de dollars \$EU (rapport de la BRI sur les statistiques des produits dérivés de gré à gré à la fin juin 2019).
21	4. Estimations du PIB réel, Perspectives économiques mondiales, Banque mondiale, juin 2020.
23	5. Chudik, A. & Mohaddes, K. & Pesaran, M. H. & Raissi, M. & Rebucci, A., 2020. "A Counterfactual Economic Analysis of Covid-19 Using a Threshold Augmented Multi-Country Model," Cambridge Working Papers in Economics 2088, Faculty of Economics, University of Cambridge. 6. Perspectives économiques mondiales, Banque mondiale 2020
24	7. PNUE, Perspectives de l'environnement mondial 6, 2019.
25	8. <a href="https://www.swissre.com/dam/jcr:c37eb0e4-c0b9-4a9f-9954-3d0bb4339bfd/sigma2_2019_en.pdf">https://www.swissre.com/dam/jcr:c37eb0e4-c0b9-4a9f-9954-3d0bb4339bfd/sigma2_2019_en.pdf</a> 9. Les catastrophes naturelles comprennent : les inondations, tempêtes, tremblements de terre, sécheresses/incendies de forêt/vagues de chaleur, vagues de froid/gel, grêle, tsunamis etc. 10. <a href="https://www.nasa.gov/feature/goddard/2016/nasa-finds-drought-in-eastern-mediterranean-worst-of-past-900-years">https://www.nasa.gov/feature/goddard/2016/nasa-finds-drought-in-eastern-mediterranean-worst-of-past-900-years</a> 11. <a href="https://www.weforum.org/agenda/2019/04/middle-east-front-lines-climate-change-mena/">https://www.weforum.org/agenda/2019/04/middle-east-front-lines-climate-change-mena/</a>
26	12. E.on (2020) Renewable Returns, How SMEs can benefit from the Green Economic Recovery (retrieved from <a href="https://www.eonenergy.com/content/dam/eon-energy-com/Files/renewable-returns-green-recovery-report.pdf">https://www.eonenergy.com/content/dam/eon-energy-com/Files/renewable-returns-green-recovery-report.pdf</a> ) 13. Mind the Gap Bridging the Climate Financing Gap with Innovative Financial Mechanisms, Global Green Growth Institute, 2016 14. Assessment of Green Investments' Impact on Sustainable Development: Linking Gross Domestic Product Per Capita, Greenhouse Gas Emissions and Renewable Energy, 2019-
29	15. Technology, jobs, and the future of work, McKinsey Global Institute, 2017
30	16. Twenty-five years of digitization: Ten insights into how to play it right, McKinsey Global Institute, 2019 17. Digital Economy Report 2019, Value Creation and Capture: Implications for Developing Countries, UNCTAD
31	18. Blockchain and retail banking: Making the connection By Matt Higginson, Atakan Hilal, and Erman Yugac, Mc Kinsey & Company, 2019 19. <a href="https://innovation.wfp.org/project/building-blocks">https://innovation.wfp.org/project/building-blocks</a> 20. <a href="https://www.wvi.org/article/streamlining-cash-transfers">https://www.wvi.org/article/streamlining-cash-transfers</a> 21. Blockchain and distributed ledger technologies in the humanitarian sector, Giulio Coppi and Larissa Fast, 2019 22. "DeFi' movement promises high interest but high risk", Financial Times, 2019 23. "Beyond Digitalisation: Fintech & Customer Experience" General Council for Islamic Banks and Financial Institutions, 2020
32	24. PNUE, Perspectives de l'environnement mondial 6, 2020.
33	25. <a href="https://www.un.org/en/sections/issues-depth/ageing/">https://www.un.org/en/sections/issues-depth/ageing/</a> 26. SESRIC (2018), State of Elderly in OIC Member Countries ( <a href="https://www.sesric.org/files/article/604.pdf">https://www.sesric.org/files/article/604.pdf</a> )
34	27. UN University (2017), Is global inequality rising or falling? Policy Brief ( <a href="https://www.wider.unu.edu/sites/default/files/Publications/Policy-brief/PDF/PB2019-2-is-global-inequality-rising-or-falling.pdf">https://www.wider.unu.edu/sites/default/files/Publications/Policy-brief/PDF/PB2019-2-is-global-inequality-rising-or-falling.pdf</a> ) 28. UN (2020), World Social Report 2020, Inequality in a Rapidly Changing World ( <a href="https://www.un.org/development/desa/dspd/wp-content/uploads/sites/22/2020/01/World-Social-Report-2020-FullReport.pdf">https://www.un.org/development/desa/dspd/wp-content/uploads/sites/22/2020/01/World-Social-Report-2020-FullReport.pdf</a> ) 29. FMI (2020), Perspectives économiques mondiales 30. FMI (2015) Causes et conséquences de l'inégalité de revenu : Une perspective mondiale 31. Fagereng et al., Heterogeneity and Persistence in Returns to Wealth, Econometrica, 2020

N° DE PAGE	RÉFÉRENCES
38	32. <a href="https://www.bloomberg.com/press-releases/2019-11-07/global-payments-market-size-is-expected-to-reach-2-trillion-us-by-the-end-of-2025-with-a-cagr-of-7-83-valuates-reports">https://www.bloomberg.com/press-releases/2019-11-07/global-payments-market-size-is-expected-to-reach-2-trillion-us-by-the-end-of-2025-with-a-cagr-of-7-83-valuates-reports</a>
39	<p>33. <a href="https://www.theblockcrypto.com/post/49621/deutsche-bank-says-crypto-could-replace-cash-by-2030-as-fiat-system-looks-fragile">https://www.theblockcrypto.com/post/49621/deutsche-bank-says-crypto-could-replace-cash-by-2030-as-fiat-system-looks-fragile</a></p> <p>34. <a href="https://www.prnewswire.com/news-releases/global-850-billion-cryptocurrency-market-to-2024-growing-usage-of-cryptocurrency-in-trading-remittance-and-payment-300910798.html">https://www.prnewswire.com/news-releases/global-850-billion-cryptocurrency-market-to-2024-growing-usage-of-cryptocurrency-in-trading-remittance-and-payment-300910798.html</a></p> <p>35. <a href="https://coincodex.com/article/5812/top-5-physical-asset-backed-cryptocurrencies/">https://coincodex.com/article/5812/top-5-physical-asset-backed-cryptocurrencies/</a></p> <hr/> <p>1. <a href="https://www.cNBC.com/2020/01/21/global-central-banks-are-partnering-up-to-explore-digital-currencies.html">https://www.cNBC.com/2020/01/21/global-central-banks-are-partnering-up-to-explore-digital-currencies.html</a></p> <p>2. <a href="https://thenextweb.com/hardfork/2018/09/21/switzerland-cryptocurrency-banks-guidelines/">https://thenextweb.com/hardfork/2018/09/21/switzerland-cryptocurrency-banks-guidelines/</a></p> <p>3. <a href="https://news.bitcoin.com/regulatory-roundup-germany-to-let-banks-sell-and-store-crypto-laws-changing-in-asia/">https://news.bitcoin.com/regulatory-roundup-germany-to-let-banks-sell-and-store-crypto-laws-changing-in-asia/</a></p> <p>4. <a href="https://cryptopotato.com/hong-kong-set-to-publish-new-regulations-on-cryptocurrency-exchanges-today/">https://cryptopotato.com/hong-kong-set-to-publish-new-regulations-on-cryptocurrency-exchanges-today/</a></p>
40	36. <a href="https://www.thestar.com/opinion/contributors/2019/07/07/the-future-regulation-of-cryptocurrency.html">https://www.thestar.com/opinion/contributors/2019/07/07/the-future-regulation-of-cryptocurrency.html</a>
44	<p>37. <a href="https://www.bankrate.com/banking/jpm-big-banks-spend-billions-on-tech-but-theyre-still-laggards/">https://www.bankrate.com/banking/jpm-big-banks-spend-billions-on-tech-but-theyre-still-laggards/</a></p> <p>38. <a href="https://qz.com/1116277/amazons-aws-cloud-business-is-reshaping-how-the-financial-services-industry-works/">https://qz.com/1116277/amazons-aws-cloud-business-is-reshaping-how-the-financial-services-industry-works/</a></p> <p>39. <a href="https://www.cNBC.com/2019/10/28/uber-announces-deeper-push-into-financial-services-with-uber-money.html">https://www.cNBC.com/2019/10/28/uber-announces-deeper-push-into-financial-services-with-uber-money.html</a></p> <p>40. <a href="https://www.cNBC.com/2020/01/03/big-tech-will-push-into-finance-in-2020-while-avoiding-bank-regulation.html">https://www.cNBC.com/2020/01/03/big-tech-will-push-into-finance-in-2020-while-avoiding-bank-regulation.html</a></p> <p>41. <a href="https://www.thebalance.com/technology-enabled-financial-inclusion-opens-up-banking-4172700">https://www.thebalance.com/technology-enabled-financial-inclusion-opens-up-banking-4172700</a></p> <p>42. <a href="https://www2.deloitte.com/global/en/pages/financial-services/articles/bank-of-2030-the-future-of-banking.html">https://www2.deloitte.com/global/en/pages/financial-services/articles/bank-of-2030-the-future-of-banking.html</a></p>
45	<p>43. <a href="https://www.forbes.com/sites/boblegters/2019/04/16/three-new-reasons-direct-banks-are-dominating/?sh=798aefce4a08">https://www.forbes.com/sites/boblegters/2019/04/16/three-new-reasons-direct-banks-are-dominating/?sh=798aefce4a08</a></p> <p>44. <a href="https://www.forbes.com/sites/tobyshapshak/2018/12/27/following-mobile-moneys-rise-in-africa-mobile-banking-is-now-booming/?sh=44dc70c0cf3d">https://www.forbes.com/sites/tobyshapshak/2018/12/27/following-mobile-moneys-rise-in-africa-mobile-banking-is-now-booming/?sh=44dc70c0cf3d</a></p> <p>45. <a href="https://www2.deloitte.com/us/en/pages/consulting/articles/trends-in-millennial-banking-infocus.html?icid=infocus_series_millennial-banking-trends">https://www2.deloitte.com/us/en/pages/consulting/articles/trends-in-millennial-banking-infocus.html?icid=infocus_series_millennial-banking-trends</a></p>
46	<p>46. Deloitte (2016), Investment Banking Current and Future Challenges and Changes (<a href="https://www2.deloitte.com/content/dam/Deloitte/za/Documents/financial-services/ZA_Thought_Leadership_Investment_Banking_Repro.pdf">https://www2.deloitte.com/content/dam/Deloitte/za/Documents/financial-services/ZA_Thought_Leadership_Investment_Banking_Repro.pdf</a>)</p> <p>47. <a href="https://www.weforum.org/agenda/2019/11/why-enterprise-risk-management-is-the-future-for-banks/">https://www.weforum.org/agenda/2019/11/why-enterprise-risk-management-is-the-future-for-banks/</a></p> <p>48. Deloitte (2017). The Future of Risk in Financial Services (<a href="https://www.weforum.org/agenda/2019/11/why-enterprise-risk-management-is-the-future-for-banks/">https://www.weforum.org/agenda/2019/11/why-enterprise-risk-management-is-the-future-for-banks/</a>)</p>
48	<p>49. Oracle (2018). The New Digital Demand in Retail Banking From Customer Experience to Engagement Across Life Moments (<a href="https://www.oracle.com/a/ocom/docs/dc/new-digital-demand.pdf">https://www.oracle.com/a/ocom/docs/dc/new-digital-demand.pdf</a>)</p> <p>50. <a href="https://www.ft.com/content/c4ff2a92-4508-11e9-a965-23d669740bfb">https://www.ft.com/content/c4ff2a92-4508-11e9-a965-23d669740bfb</a></p> <p>51. <a href="https://www2.deloitte.com/us/en/insights/industry/financial-services/financial-services-industry-outlooks/investment-management-industry-outlook.html">https://www2.deloitte.com/us/en/insights/industry/financial-services/financial-services-industry-outlooks/investment-management-industry-outlook.html</a></p> <p>52. Deloitte (2019). Engaging the Whole Firm, Improving Client Experience in Institutional and Wholesale Investment Management. (<a href="https://www2.deloitte.com/content/dam/Deloitte/uk/Documents/financial-services/deloitte-uk-engaging-firm.pdf">https://www2.deloitte.com/content/dam/Deloitte/uk/Documents/financial-services/deloitte-uk-engaging-firm.pdf</a>)</p>
49	<p>53. Deloitte (2019). China's Investment Management Opportunity (<a href="https://www2.deloitte.com/content/dam/Deloitte/cn/Documents/financial-services/deloitte-cn-fsi-china-investment-management-opportunity-en-191216.pdf">https://www2.deloitte.com/content/dam/Deloitte/cn/Documents/financial-services/deloitte-cn-fsi-china-investment-management-opportunity-en-191216.pdf</a>)</p> <p>54. <a href="https://lendoplatformltd.medium.com/the-future-of-alternative-lending-70bd8cf12732">https://lendoplatformltd.medium.com/the-future-of-alternative-lending-70bd8cf12732</a></p> <p>55. <a href="https://www.brookings.edu/book/the-future-of-microfinance/">https://www.brookings.edu/book/the-future-of-microfinance/</a></p> <p>56. <a href="https://www.centerforfinancialinclusion.org/microfinance-in-the-digital-world-seven-questions-for-the-future">https://www.centerforfinancialinclusion.org/microfinance-in-the-digital-world-seven-questions-for-the-future</a></p>

# RÉFÉRENCES

N° DE PAGE	RÉFÉRENCES
51	57. <a href="https://www.privatebank.bankofamerica.com/articles/the-roadmap-for-investing-in-a-sustainable-world.html">https://www.privatebank.bankofamerica.com/articles/the-roadmap-for-investing-in-a-sustainable-world.html</a> 58. <a href="https://www.cnbc.com/2019/12/14/your-complete-guide-to-socially-responsible-investing.html">https://www.cnbc.com/2019/12/14/your-complete-guide-to-socially-responsible-investing.html</a> 59. <a href="https://www.weforum.org/agenda/2019/09/these-countries-are-leading-the-way-in-green-finance/">https://www.weforum.org/agenda/2019/09/these-countries-are-leading-the-way-in-green-finance/</a> 60. <a href="https://blogs.worldbank.org/climatechange/cracking-open-green-bond-market-what-s-next">https://blogs.worldbank.org/climatechange/cracking-open-green-bond-market-what-s-next</a> 61. <a href="https://www.nprtrust.org/reports/daf-report/#growth-in-recent-years">https://www.nprtrust.org/reports/daf-report/#growth-in-recent-years</a>
52	62. <a href="https://www.undp.org/content/undp/en/home/blog/2018/zakat-for-the-sdgs.html">https://www.undp.org/content/undp/en/home/blog/2018/zakat-for-the-sdgs.html</a> 63. <a href="https://medium.com/finterra/do-you-know-about-the-past-present-and-future-of-waqf-heres-a-summary-8781ccd1315f">https://medium.com/finterra/do-you-know-about-the-past-present-and-future-of-waqf-heres-a-summary-8781ccd1315f</a> 64. <a href="https://journal.wahedinvest.com/an-introduction-to-cash-waqf/">https://journal.wahedinvest.com/an-introduction-to-cash-waqf/</a>
53	65. <a href="https://www.statista.com/statistics/1078273/global-crowdfunding-market-size/#~:text=In%202019%2C%20the%20global%20crowdfunding,forecast%20to%20triple%20by%202026">https://www.statista.com/statistics/1078273/global-crowdfunding-market-size/#~:text=In%202019%2C%20the%20global%20crowdfunding,forecast%20to%20triple%20by%202026</a> . 66. <a href="https://www.prnewswire.com/in/news-releases/the-global-crowdfunding-market-was-valued-at-10-2-billion-us-in-2018-and-is-expected-to-reach-28-8-billion-us-with-a-cagr-of-16-by-2025-valuates-reports-888819175.html">https://www.prnewswire.com/in/news-releases/the-global-crowdfunding-market-was-valued-at-10-2-billion-us-in-2018-and-is-expected-to-reach-28-8-billion-us-with-a-cagr-of-16-by-2025-valuates-reports-888819175.html</a> 67. <a href="https://medium.com/@SliceCapital/the-future-of-investing-in-startups-equity-crowdfunding-9ec3fec16c44">https://medium.com/@SliceCapital/the-future-of-investing-in-startups-equity-crowdfunding-9ec3fec16c44</a>
54	68. <a href="https://www.industryarc.com/Report/19177/P2P-Lending-Market">https://www.industryarc.com/Report/19177/P2P-Lending-Market</a>
56	69. <a href="https://www.ft.com/content/085c5eb2-dfab-11e9-9743-d5a370481bc">https://www.ft.com/content/085c5eb2-dfab-11e9-9743-d5a370481bc</a> 70. <a href="https://www.pwc.com/gx/en/news-room/docs/capital-markets-in-2030-the-future-of-equity-capital-markets.pdf">https://www.pwc.com/gx/en/news-room/docs/capital-markets-in-2030-the-future-of-equity-capital-markets.pdf</a> 71. <a href="https://www.ft.com/content/af6e52d5-ec71-41c1-b021-33d81e371a17">https://www.ft.com/content/af6e52d5-ec71-41c1-b021-33d81e371a17</a> 72. <a href="https://finance.yahoo.com/news/proposed-direct-listing-change-will-encourage-more-companies-to-go-public-ipo-expert-130008146.html">https://finance.yahoo.com/news/proposed-direct-listing-change-will-encourage-more-companies-to-go-public-ipo-expert-130008146.html</a>
57	73. <a href="https://www.arabianbusiness.com/banking-finance/422611-the-future-is-bright-for-sukuk-investment">https://www.arabianbusiness.com/banking-finance/422611-the-future-is-bright-for-sukuk-investment</a> 74. <a href="https://smith.queensu.ca/centres/isf/pdfs/ISF-PrimerSeries-20190919-TransitionBonds.pdf">https://smith.queensu.ca/centres/isf/pdfs/ISF-PrimerSeries-20190919-TransitionBonds.pdf</a> 75. <a href="https://www.cigionline.org/sites/default/files/documents/Paper%20no.210_0.pdf">https://www.cigionline.org/sites/default/files/documents/Paper%20no.210_0.pdf</a> 76. <a href="https://www.finextra.com/blogposting/16776/emerging-technologies-the-future-of-fixed-income">https://www.finextra.com/blogposting/16776/emerging-technologies-the-future-of-fixed-income</a>
58	77. <a href="https://www.bloomberg.com/news/articles/2017-07-18/wealthy-investors-leaving-hedge-funds-look-for-haven-in-real-estate">https://www.bloomberg.com/news/articles/2017-07-18/wealthy-investors-leaving-hedge-funds-look-for-haven-in-real-estate</a> 78. <a href="https://docs.prequin.com/reports/2019-EisnerAmper-Private-Equity-Real-Estate-Market-Outlook.pdf">https://docs.prequin.com/reports/2019-EisnerAmper-Private-Equity-Real-Estate-Market-Outlook.pdf</a> 79. <a href="https://docs.prequin.com/reports/2019-EisnerAmper-Private-Equity-Real-Estate-Market-Outlook.pdf">https://docs.prequin.com/reports/2019-EisnerAmper-Private-Equity-Real-Estate-Market-Outlook.pdf</a>
59	80. <a href="https://consensus.net/blockchain-use-cases/real-estate/">https://consensus.net/blockchain-use-cases/real-estate/</a>
60	81. <a href="https://www.weforum.org/agenda/2019/04/infrastructure-gap-heres-how-to-solve-it/">https://www.weforum.org/agenda/2019/04/infrastructure-gap-heres-how-to-solve-it/</a>
68	82. DOI: 10.1007/s11948-014-9561-9
70	83. Pour un débat sur l'inégalité économique, voir Stiglitz J. 2016, "Inequality and Economic Growth". The Political Quarterly 84. Voir Bezemer and Hudson (2012) Incorporating the Rentier Sectors into a Financial Model and Bezemer and Hudson (2016), Finance Is Not the Economy: Reviving the Conceptual Distinction. Journal of Economic Issues. 85. The High-Level Expert Group on the Measurement of Economic Performance and Social Progress (OECD), For Good Measure: Advancing Research on Well-Being Metrics Beyond GDP, November 27, 2018.
73	86. Acemoglu, Daron, Simon Johnson, and James A. Robinson. 2001. "The Colonial Origins of Comparative Development: An Empirical Investigation." American Economic Review, 91(5), 1369-1401 87. Daron Acemoglu, James A. Robinson, « Why Nations Fail », March 2012
79	88. <a href="https://www.prnewswire.com/ae/news-releases/adgm-launches-investor-forum-at-fintech-abu-dhabi-2019-825556690.html">https://www.prnewswire.com/ae/news-releases/adgm-launches-investor-forum-at-fintech-abu-dhabi-2019-825556690.html</a> 89. <a href="http://saudigazette.com.sa/article/587670/BUSINESS/UAE-guiding-principles-on-sustainable-finance-credit-positive-for-banks">http://saudigazette.com.sa/article/587670/BUSINESS/UAE-guiding-principles-on-sustainable-finance-credit-positive-for-banks</a>

N° DE PAGE	RÉFÉRENCES
80	<p>90. <a href="http://businesscommission.org/news/shift-toward-sustainable-business-models-in-middle-east-north-africa-could-unlock-more-than-us-600-billion-by-2030">http://businesscommission.org/news/shift-toward-sustainable-business-models-in-middle-east-north-africa-could-unlock-more-than-us-600-billion-by-2030</a></p> <p>91. <a href="http://blog.policy.manchester.ac.uk/posts/2016/06/why-should-rich-nations-help-the-poor-because-morally-it-is-the-right-thing-to-do/">http://blog.policy.manchester.ac.uk/posts/2016/06/why-should-rich-nations-help-the-poor-because-morally-it-is-the-right-thing-to-do/</a></p>
82	<p>92. <a href="https://fintechnews.sg/10620/bangladesh/fintech-bangladesh-nascent-growing/">https://fintechnews.sg/10620/bangladesh/fintech-bangladesh-nascent-growing/</a></p> <p>93. <a href="https://nairametrics.com/2017/09/26/why-the-m-pesa-miracle-has-failed-to-work-in-nigeria/">https://nairametrics.com/2017/09/26/why-the-m-pesa-miracle-has-failed-to-work-in-nigeria/</a></p>
85	<p>94. <a href="https://www.gatesfoundation.org/what-we-do/global-growth-and-opportunity/financial-services-for-the-poor">https://www.gatesfoundation.org/what-we-do/global-growth-and-opportunity/financial-services-for-the-poor</a></p> <p>95. <a href="https://www.adb.org/news/features/building-trust-and-confidence-cambodia-s-financial-sector">https://www.adb.org/news/features/building-trust-and-confidence-cambodia-s-financial-sector</a></p>
92	<p>96. Sébastien, L., Bauler, T. and Lehtonen, M., 2014. Can indicators bridge the gap between science and policy? An exploration into the (non) use and (non) influence of indicators in EU and UK policy making. <i>Nature and Culture</i>, 9(3), pp.316-343.</p> <p>Sébastien, L. and Bauler, T., 2013. Use and influence of composite indicators for sustainable development at the EU-level. <i>Ecological Indicators</i>, 35, p3</p>
93	<p>97. The New Zealand Treasury, 2018. Treasury paper. Living Standards Framework: Introducing the Dashboard.</p> <p>98. Social Progress Imperative, 2018</p>
94	<p>99. Amir Sufi, Atif Mian, House of Debt: How They (and You) Caused the Great Recession, and How We Can Prevent It from Happening Again, 2014</p> <p>100. Sami Al Suwailem, Market Stability Fund, 2006</p> <p>101. <a href="https://www.ft.com/content/f776ea60-2b84-4b72-9765-2c084bff6e32">https://www.ft.com/content/f776ea60-2b84-4b72-9765-2c084bff6e32</a></p> <p>102. Patrick Bolton, Morgan Despres, Luiz Awazu Pereira Da Silva, Frédéric Samama, Romain Svartzman, The Green Swan Central Banking and Financial Stability in The Age of Climate Change, January 2020</p>
95	<p>103. Benchimol, Jonathan; Fourçans, André (2012). "Money and risk in a DSGE framework: A Bayesian application to the Eurozone". <i>Journal of Macroeconomics</i>. 34 (1): 95–111</p>
99	<p>104. Abhijit V. Banerjee, Selvan Kumar, Rohini Pande and Felix Su, Do Informed Voters Make Better Choices? Experimental Evidence from Urban India, 2011</p>
100	<p>105. <a href="https://hbr.org/2017/12/how-digital-tools-and-behavioral-economics-will-save-retirement">https://hbr.org/2017/12/how-digital-tools-and-behavioral-economics-will-save-retirement</a></p> <p>106. <a href="https://norden.diva-portal.org/smash/get/diva2:1065958/FULLTEXT01.pdf">https://norden.diva-portal.org/smash/get/diva2:1065958/FULLTEXT01.pdf</a></p>
102	<p>107. <a href="https://www.imf.org/external/pubs/ft/wp/2012/wp12202.pdf">https://www.imf.org/external/pubs/ft/wp/2012/wp12202.pdf</a></p>
103	<p>108. <a href="https://voxeu.org/article/central-bank-digital-currency-central-banking-all">https://voxeu.org/article/central-bank-digital-currency-central-banking-all</a></p> <p>109. <a href="https://www.stjornarradid.is/media/forsaetisraduneyti-media/media/skyrslur/monetary-reform.pdf">https://www.stjornarradid.is/media/forsaetisraduneyti-media/media/skyrslur/monetary-reform.pdf</a></p>
105	<p>110. Central Bank Digital Currencies, BIS Committee on Payments and Market Infrastructures and the Markets Committee, 2018</p> <p>111. Central bank digital currencies: foundational principles and core features, Bank for International Settlements, 2020</p> <p>112. The Chicago Plan Revisited by Jaromir Benes and Michael Kumhof, 2012</p>

# RÉFÉRENCES

N° DE PAGE	RÉFÉRENCES
120	113. <a href="https://www.mckinsey.com/pl/~media/ClientLink/New%20rules%20for%20an%20old%20game%20Banks%20in%20the%20changing%20world%20of%20financial%20intermediation/Banks-in-the-changing-world-of-financial-intermediation-GBAR.pdf">https://www.mckinsey.com/pl/~media/ClientLink/New%20rules%20for%20an%20old%20game%20Banks%20in%20the%20changing%20world%20of%20financial%20intermediation/Banks-in-the-changing-world-of-financial-intermediation-GBAR.pdf</a>
121	114. <a href="https://www.theguardian.com/business/2015/aug/19/corbynomics-why-we-should-take-it-seriously">https://www.theguardian.com/business/2015/aug/19/corbynomics-why-we-should-take-it-seriously</a> 115. <a href="https://blogs.imf.org/2019/12/12/central-bank-digital-currencies-4-questions-and-answers/#:~:text=CBDC%20could%20lower%20costs%20associated,even%20hold%20a%20bank%20account.">https://blogs.imf.org/2019/12/12/central-bank-digital-currencies-4-questions-and-answers/#:~:text=CBDC%20could%20lower%20costs%20associated,even%20hold%20a%20bank%20account.</a>
123	116. <a href="https://www.refinitiv.com/perspectives/future-of-investing-trading/2020-a-strong-year-for-sukuk/#:~:text=The%20first%20Sukuk%20was%20brought,the%20impact%20of%20COVID%2D19.">https://www.refinitiv.com/perspectives/future-of-investing-trading/2020-a-strong-year-for-sukuk/#:~:text=The%20first%20Sukuk%20was%20brought,the%20impact%20of%20COVID%2D19.</a>
124	117. <a href="https://www.mckinsey.com/featured-insights/employment-and-growth/technology-jobs-and-the-future-of-work">https://www.mckinsey.com/featured-insights/employment-and-growth/technology-jobs-and-the-future-of-work</a>
125	118. <a href="https://www.mckinsey.com/featured-insights/employment-and-growth/technology-jobs-and-the-future-of-work">https://www.mckinsey.com/featured-insights/employment-and-growth/technology-jobs-and-the-future-of-work</a> 119. Montant minimum que le Musulman doit avoir avant de pouvoir sacrifier à la zakat obligatoire correspondant à 2,5 % de sa richesse..
128	120. <a href="http://statisticstimes.com/economy/countries-by-gdp-sector-composition.php">http://statisticstimes.com/economy/countries-by-gdp-sector-composition.php</a> 121. <a href="https://www.nationalgeographic.com/environment/article/photos-farms-agriculture-national-farmers-day">https://www.nationalgeographic.com/environment/article/photos-farms-agriculture-national-farmers-day</a> 122. <a href="https://www.pwc.com/ng/en/assets/pdf/evaluating-agric-finance-nigeria.pdf">https://www.pwc.com/ng/en/assets/pdf/evaluating-agric-finance-nigeria.pdf</a> 123. <a href="https://www.worldbank.org/en/topic/financialsector/brief/agriculture-finance">https://www.worldbank.org/en/topic/financialsector/brief/agriculture-finance</a>
129	124. <a href="https://www.findevgateway.org/library/warehouse-receipts-financing-agricultural-producers">https://www.findevgateway.org/library/warehouse-receipts-financing-agricultural-producers</a> 125. <a href="http://www.fao.org/3/i3339e/i3339e.pdf">http://www.fao.org/3/i3339e/i3339e.pdf</a>
130	126. <a href="https://www.africaoilandpower.com/2018/08/20/funding-africas-giants/">https://www.africaoilandpower.com/2018/08/20/funding-africas-giants/</a>
131	127. <a href="https://www.ice.org.uk/ICEDevelopmentWebPortal/media/Documents/News/ICE%20News/Global-Construction-press-release.pdf">https://www.ice.org.uk/ICEDevelopmentWebPortal/media/Documents/News/ICE%20News/Global-Construction-press-release.pdf</a> 128. <a href="http://www3.weforum.org/docs/WEF_Shaping_the_Future_of_Construction_full_report_.pdf">http://www3.weforum.org/docs/WEF_Shaping_the_Future_of_Construction_full_report_.pdf</a>
134	129. <a href="https://www.habitat.org/about/advocacy/international/solid-ground/sites/default/files/sdgresourceguide.pdf">https://www.habitat.org/about/advocacy/international/solid-ground/sites/default/files/sdgresourceguide.pdf</a> 130. <a href="http://www.xinhuanet.com/english/2018-08/08/c_137376891.htm">http://www.xinhuanet.com/english/2018-08/08/c_137376891.htm</a>
135	131. A New Bretton Woods Moment by Kristalina Georgieva, IMF Managing Director, October 2020 132. A lost century in economics: Three theories of banking and the conclusive evidence, Richard Weber, 2016
136	133. The Chicago Plan Revisited, Jaromir Benes and Michael Kumhof, 2012





## NOUS CONTACTER

Pour toute question ou suggestion relative à ce rapport, contacter:

Alternative Development Finance Unit,  
Department of Strategy and Transformation  
Islamic Development Bank Group

Email:  
[adf@isdb.org](mailto:adf@isdb.org)

### SAUDI ARABIA

#### Jeddah (HQ)

8111 King Khalid St.  
Al Nuzlah Al Ymania Dist., Unit No. 1  
Jeddah 22332-2444, Kingdom of Saudi Arabia

**Phone:** +966 12 6361400

**Fax:** +966 12 6366871

**Email:** [idbarchives@isdb.org](mailto:idbarchives@isdb.org)

# PAGE D'IMPRESSION

## IMPRESSION

© 2022 par la Banque Islamique de Développement (BID)

This publication is a product of the Department of Strategy and Transformation of IsDB

Les idées et les propositions du rapport ont été développées par Mohamed El Habib Chenguiti Ansari, Mohssin Kerraouch, et Dr Ahmed Elkhodary, Directeur du DoST. Remerciements particuliers à Karim Ait Chabane pour sa contribution importante au rapport. La publication a bénéficié des conseils du cheikh Saleh Abdullah Kamel, ancien président et fondateur du groupe Dallah Al-Barakah ainsi que du Conseil général des banques islamiques.

La présente classification a été préparée par Deloitte Touche M.E. La BID n'en garantit pas l'exactitude. En tant que telle, elle n'appuie pas son contenu et n'en donne pas son approbation. Elle ne saurait pas être tenue pour avoir donné aucune garantie, fait aucune déclaration ou pris aucun engagement lié à la présente classification.

L'objectif des résultats, interprétations et conclusions exprimés dans la présente publication est de refléter les points de vue de la Banque islamique de développement (BID). La BID ne détient pas nécessairement la propriété de la totalité du contenu et ne garantit donc pas que l'utilisation d'une partie quelconque, notamment les tableaux, les figures, les images et les classifications, appartenant à des tiers n'enfreindra pas les droits de ces derniers qui devraient donner leur consentement préalable quant à la reproduction de leur contenu. La BID ne garantit pas l'exactitude des données incluses dans la présente publication et celle des contenus pris des tiers, et n'assume aucune responsabilité de quelque nature que ce

soit pour les conséquences éventuelles de leur usage. La présente publication est fournie sans aucune garantie de quelque nature que ce soit, expresse ou implicite. Rien dans la présente publication ne constitue ni ne peut être considéré comme une limitation ou une renonciation aux privilèges et immunités de la BID, lesquels demeurent tous retenus. Les désignations utilisées et les contenus présentés dans la présente publication ne traduisent pas une opinion quelconque de la part de la BID quant au statut juridique d'un pays, d'un territoire, d'une zone, d'une ville ou d'un espace quelconque relevant de leur autorité, ou concernant le tracé de leurs frontières et limites. L'utilisation des cartographies, de références à des territoires ou à des espaces géographiques particuliers, ou du terme « pays » dans la présente publication n'implique pas une reconnaissance officielle de la part de la BID ou un jugement porté par la BID quant au statut juridique ou autre de tout territoire ou zone présenté ici.

